

land

Peace and Harmony

Le Luxembourg soigne ses relations avec Pékin, en tentant de ménager les susceptibilités de Washington

Pas si royal

C'est un des immeubles les plus chers et les plus iconiques de la capitale. Entrée dans les coulisses du Royal Hamilius

Ohne Plan

Wer am Gesundheitswesen etwas ändern will, braucht ein glasklares politisches Konzept und sehr viel Stehvermögen

„Sou nit, Madame“

Die langjährige *anchorwoman* Caroline Mart über Frauen in den Medien, ihren achten Wahlkampf und Meinungspluralismus

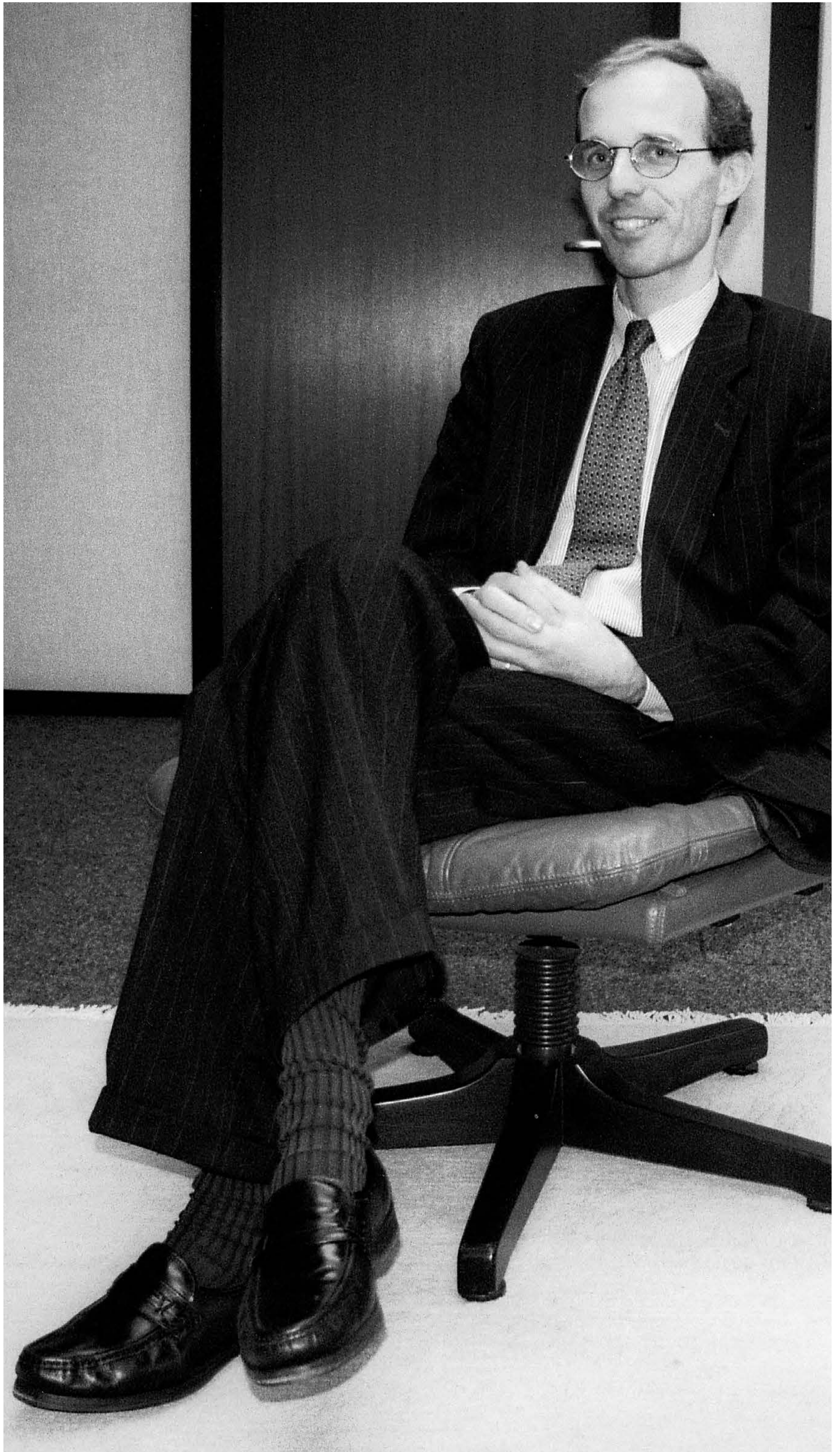
Blanchiment

Acquittement surprise en Suisse pour l'ex-avocate du barreau de Luxembourg inculpée pour avoir blanchi l'argent des héritiers de la richissime vicomtesse Amicie de Spoelberch

Le parti de la réaction

La nomination de Luc Frieden comme *Spätzekandidat* du CSV accentue une ligne de fracture conservatisme vs progressisme qui profite au libéral Xavier Bettel

Photo : Archives Martin Linster, 1998



« Peace and harmony »

Bernard Thomas

Le Luxembourg soigne ses relations avec Pékin, en tentant de ménager les susceptibilités de Washington



L'ambassadeur, le Premier ministre et le ministre de l'Économie, lors de la réception du Nouvel an chinois

Trois poids lourds du gouvernement s'étaient déplacés jeudi dernier au « palais de l'Arbed » pour assister à la réception du Nouvel an chinois (celui du lapin). Par leur présence, Xavier Bettel, Franz Fayot et Yuriko Backes envoyaient un signal clair en direction de Pékin : Le Grand-Duché de Luxembourg continue à soigner ses relations avec la République populaire de Chine. Les discours restaient très convenus et génériques, comme s'ils avaient été générés par ChatGPT. La ministre des Finances libérale disserta sur le zodiaque du lapin : « Rabbits are very lovely, very energetic, also very naughty animals sometimes », mais ils seraient également « paisibles et fertiles ». Yuriko Backes cita brièvement les sept banques chinoises établies au Luxembourg, « and of course also the BIL », et mit en garde contre les tendances protectionnistes : « All of us should remember that globalization really is a very net positive ». Chacun des intervenants promit de faire court. Le brouhaha fut tel que Xavier Bettel dut à un moment rappeler l'audience à l'ordre : « It would be nice and

« Rabbits are very lovely, very energetic, also very naughty animals sometimes »

Yuriko Backes, ministre des Finances

polite to listen to our next guest ! » Ce fut finalement Franz Fayot qui prononça le *speech* le plus bref. Le ministre socialiste n'avait pas vraiment intérêt à s'étendre. Car la transposition de sa « human rights due diligence » sur le terrain glissant des relations commerciales reste aussi abstraite qu'au jour où elle fut annoncée, voici dix mois.

Hua Ning, le nouvel ambassadeur chinois au Luxembourg, prit la parole. L'auditoire tendit l'oreille et le bruit ambiant baissa d'un cran. Il déclara sa volonté de « consolider » la position du Luxembourg en tant que « China's leading partner within the European Union ». Évoquant la « Chinese-style modernisation », le diplomate s'en tenait strictement aux éléments de langage du Parti communiste chinois. « We have optimized our Covid-19 response », dit-il à propos de l'abandon abrupt de la stratégie zéro Covid. Suivait la représentante du bureau de commerce de Hong Kong. Alors que la péninsule vient d'être mise au pas, elle expliqua fièrement à l'auditoire : « We have stayed true to our aspirations in the implementation of one country, two systems ». La « rule of law » serait garantie, tout comme les « open markets » et un « independent judiciary ». Hong Kong jouirait des « avantages » de faire part de la Chine et avancerait vers un « brighter future », rempli de « peace and harmony ».

Les ministres luxembourgeois évoquèrent tous la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine, la qualifiant sans fard d'agression « brutale » et « inacceptable » (Bettel) ou « méprisable » (Fayot). L'ambassadeur chinois n'y fit qu'une référence indirecte, évoquant pudiquement de « conflits géopolitiques ». L'émissaire de Pékin, accrédité depuis septembre dernier, se distingue pourtant de ses prédécesseurs. Déjà parce que, contrairement à ces derniers, il ne parle pas le français mais l'anglais. Hua Ning est également relativement jeune. Pour les anciens ambassadeurs chinois, le Luxembourg constituait traditionnellement le dernier poste, relativement pépère, avant la retraite. On le dit enfin « plus ouvert d'esprit », c'est-à-dire plus porté sur le business.

Cela ne transparait évidemment pas dans ses déclarations publiques. En 2021, alors qu'il était encore ambassadeur au Soudan du Sud, Hua Ning signait une tribune intitulée « Eliminating Poverty : China's Practices and Implications » dans le quotidien *Juba*

Monitor. Il y citait fièrement l'exemple de la région autonome Xinjiang pour illustrer les bienfaits de la politique chinoise : « The problem of absolute poverty in Xinjiang has become the 'past tense' and people of all ethnic groups live and work in peace and contentment. » Et de rappeler la doxa officielle : « It has always been China's assertion that the people are what human rights are all about ».

D'après l'Onu, pas moins d'un million de Ouïghours seraient passés par des camps d'internement (que Pékin qualifie de « centres de formation professionnelle »). En juillet 2019, le Grand-Duché avait cosigné une lettre condamnant cette détention de masse dans le Xinjiang. Cela avait nécessité un certain courage diplomatique. Il avait fait défaut à douze États membres de l'UE. Devenu membre du Conseil des droits de l'homme à Genève, le Luxembourg n'a pas tergiversé sur sa position. En octobre, le Grand-Duché a soutenu la proposition de mettre à l'ordre du jour un rapport traitant de la situation au Xinjiang.

Le représentant permanent du Luxembourg, Marc Bichler, le faisait avec les précautions d'usage. Son pays serait « un ami de longue date de la Chine » et n'aurait « pas la moindre intention de [lui] nuire » : « Mais aucun pays au monde n'est au-dessus de l'obligation de respecter les droits humains. » La proposition de discuter du rapport fut finalement rejetée, une décision que le ministre des Affaires étrangères, Jean Asselborn (LSAP), qualifia de « honteuse ».

Au printemps 2021, Pékin avait sanctionné une série de parlementaires, diplomates et chercheurs européens, répondant ainsi par la surenchère aux sanctions que venait de décréter l'UE contre une douzaine de ses cadres politiques dans le Xinjiang. Jean Asselborn « invita » l'ambassadrice chinoise pour se plaindre de ces sanctions « très regrettables ». C'est que parmi les eurodéputés sanctionnés se trouvent deux élus luxembourgeois, Charles Goerens (DP) et Isabel Lima-Wiseler (CSV), ainsi que leur famille. Le président du CSV, Claude Wiseler, est ainsi interdit d'entrée sur le territoire chinois. (C'est du moins ce qu'il présume, n'ayant jamais reçu de notification officielle de la part de Pékin.)

À la réception de jeudi dernier, il y eut une absence remarquée : Luc Frieden, le président de la Chambre de commerce (qui avait coorganisé l'événement avec la Spuerkeess). Annoncé six jours plus tard par RTL comme tête de liste probable du CSV aux prochaines législatives, l'éternel prétendant paraît pourtant proche des intérêts chinois. La Banque internationale à Luxembourg (BIL) qu'il préside a été rachetée par Legend Holdings en 2017. Fondée par Liu Chuanzhi, il s'agit du conglomérat chinois détenant le géant de l'informatique Lenovo. Or, la puissante famille Liu a récemment été la cible du « crack-down » lancé par Pékin contre les magnats de la Big Tech. En mai dernier, Liu Chuanzhi et sa fille, Jean Liu, ont ainsi mis leurs profils sur les réseaux sociaux en mode privé. « The era of high-flying outspoken tech leaders is over », commentait Henry Gao, professeur à la Singapore Management University, vis-à-vis de Reuters. Vu ce resserrement, il semble improbable que la présidence de la BIL donne un accès privilégié aux hautes sphères politiques de Pékin.

La réception eut lieu dans le faste du « palais de l'Arbed », avenue de la Liberté, que la Spuerkeess avait racheté sur ordre du gouvernement en 2015 pour éviter qu'il ne tombe entre les mains de la Bank of China. Ce jeudi soir, la salle était comble ; les 250 tickets d'entrée étaient partis en l'espace de deux heures. Côté *corporate*, on y croisait des banquiers, des managers de Cargolux, des associés des Big Four et des responsables de la Bourse, ou encore l'avocat d'affaires Jean-Louis Schiltz (CSV) et le conseiller d'État Alain Kinsch (DP). Ainsi qu'évidemment, Laurent Mosar, le seul député à s'être déplacé. Alors que son père avait été le dernier consul honoraire de Taïwan, Laurent Mosar a rejoint le camp *mainland*. Dès 2011, il quitte l'Association Luxembourg-Taïwan, ancien repère de la droite catholique et anti-communiste, afin d'assurer sa « neutralité » dans sa fonction de président de la Chambre, dira-t-il. Quatre ans plus tard, il rejoint le conseil d'administration de la Bank of China, un mandat qui, d'après sa déclaration des intérêts financiers, lui rapporterait entre 50 000 et 100 000 euros par an. Le député CSV sait se montrer reconnaissant. En 2019, il donne une interview sur *Radio China International* certifiant à la Chine « un système qui fonctionne très bien ». Une citation illico reprise par la *Beijing Rundschau* sous le titre « Laurent Mosar : Chinesische Erfolge durch effektives politisches System ».

Dans le Registre de commerce, on retrouve la liste des membres de la Chambre de commerce Chine-Luxembourg, dont les notaires Martine Schaeffer et Karine Reuter. Parmi les fondateurs de cette ASBL, figurent les grands cabinets d'avocats, les banques chinoises (mais également JP Morgan), ainsi que l'industrie automobile. Après les années d'euphorie, les relations entre le Luxembourg et la Chine se sont refroidies. Les grandes promesses des années 2010 n'ont finalement pas été tenues. L'internationalisation du Renminbi s'est avérée plus lente que la place financière ne l'avait espérée. Alibaba et Huawei n'ont pas établi leur hub européen au Grand-Duché, contrairement aux annonces officielles. Le projet d'une liaison ferroviaire Bettembourg-Chengdu est à l'abandon. La Chine serait « un marché d'avenir », mais il faudrait garder « la proportion des choses », relativisait le directeur de Luxembourg for Finance, Nicolas MacKel, en juin dernier face au *Land*. En 2021, JP Morgan à elle seule affichait 76,7 milliards d'euros d'actifs, contre 16,8 milliards pour les sept banques chinoises,

d'ailleurs toutes contrôlées par l'État chinois. Dans son ensemble, l'industrie des fonds reste pourtant intimement liée à la Chine. Selon le ministère du Commerce chinois, 79,6 pour cent des investissements européens dans la République populaire passaient par des fonds domiciliés au Luxembourg en 2019. Le Luxembourg espère qu'après trois ans d'isolement, la réouverture de la Chine générera de nouvelles affaires. Pierre Gramegna se rendait deux fois par an à Shanghai et à Pékin, sa successeur vient d'annoncer qu'elle s'y rendra en mai. Une visite ministérielle qui pourrait aider à débloquer certains dossiers, alors que le Grand-Duché ne dispose plus guère de relais informels vers Pékin.

Au Luxembourg, l'opportunisme tient traditionnellement lieu de stratégie. En 2020, le président de la Chambre des députés avait entrepris une maladroite tentative de diplomatie parlementaire. Dans un vidéo-message enregistré à l'occasion du 71e anniversaire de la République populaire, Fernand Etgen s'adresse directement aux officiels chinois : « Ensemble, défendons la dignité humaine et le respect des valeurs démocratiques ! Portons haut notre désir de progrès social ! » Avant de conclure par des « vœux de prospérité » au président Xi Jinping.

Si la vidéo sonnait tellement faux, c'est qu'au fil de la dernière décennie, le ton politique a changé sur la question chinoise. Même si Jean Asselborn ne s'y est jamais intéressé de près, ses déclarations annuelles de politique étrangère illustrent ce glissement progressif. En 2012, le ministre désigne la Chine comme un « partenaire stratégique » (tout comme la Russie

d'ailleurs). En 2018, il souligne le « bon développement » des relations bilatérales, qui seraient « diverses » au point d'inclure des discussions sur « la situation des droits de l'Homme ». En 2020, la Chine n'apparaît « plus seulement » comme un « partenaire », mais également comme « un concurrent qui a des valeurs différentes et une vision de l'ordre mondial différente de la nôtre. » D'une manière encore assez générique, le ministre parle de la situation « très préoccupante » au Xinjiang et à Hong Kong. Une année plus tard, sa critique se fait plus précise et ouverte. Asselborn évoque « les camps de travail forcé » pour les Ouïgours, le danger d'une « intervention militaire à Taïwan » ainsi que la loi sur la sécurité nationale à Hong Kong, qui « crée un climat de contrôle permanent ».

Dans sa dernière déclaration, tenue le 8 novembre dernier, Asselborn qualifie la position chinoise vis-à-vis de la guerre en Ukraine de « neutre pro-russe » : « Pékin analyse très attentivement le conflit ukrainien et examine certainement aussi quelle pourrait être notre politique de sanctions, si la Chine provoquait une escalade militaire dans le détroit de Taïwan ». Or, le ministre luxembourgeois refuse de s'aligner sur la politique américaine du *containment*. Que celle-ci soit portée par Trump ou par Biden n'y changerait rien, « dans les relations entre les États-Unis et la Chine, le mot d'ordre 'America First' reste valable, la rivalité avec Pékin prévaut ». Asselborn cherche à définir une troisième voie. Malgré des « divergences » avec la Chine, « nous ne devons pas permettre le retour d'une mentalité de bloc, comme celle qu'on a connue pendant la Guerre Froide. [...]

« We need to consolidate Luxembourg's position as China's leading partner within the European Union »

Hua Ning, ambassadeur de la Chine au Grand-Duché

Cela ne serait bon pour personne. » C'est quasiment mot pour mot ce que déclarait le nouvel ambassadeur chinois, Hua Ning, dans une interview parue six jours plus tôt dans *Chronicles.lu* : « We neither need a hot war, nor a cold war. »

Durant le débat qui a suivi la déclaration d'Asselborn, le député CSV Claude Wiseler se montra très critique vis-à-vis de la Chine. « Xi Jinping, c'est une autre politique. Avant, beaucoup pensaient que la Chine était un partenaire. Mais depuis dix ans, les choses ont changé ». Il faudrait désormais défendre une position « réaliste ». La vente de participations d'Encevo à China Southern Power Grid aurait été une erreur, tout comme la signature de la Belt and Road Initiative. « Nous savons que lorsque la Chine

s'immisce dans l'économie européenne, elle le fait avec une finalité précise ; qu'elle rachète des entreprises non pas pour leur intérêt économique mais stratégique ». La députée verte et ancienne chargée de mission à l'État-major, Stépanie Empain, fut plus prudente. Elle appela à « repenser notre politique chinoise » : « *Le business as usual* ne doit plus être le mot d'ordre », sans toutefois « se barricader » ou se livrer à du « Sâbelrasseln ».

Dans les années 2010, le Luxembourg avait ouvert grand les portes aux capitaux chinois : Cargolux en 2014, la Bil et Encevo en 2018. Le Grand-Duché fut un des premiers pays européens à adhérer, en 2017, à la « Belt and Road Initiative ». Xavier Bettel promit des « situations win-win », son vice-Premier ministre, Etienne Schneider (LSAP), confia à la chaîne de télé d'État chinoise CGTN avoir signé contre l'avis d'un « very big country », et assura qu'au Luxembourg, « we never close our doors ». La nouvelle polarisation géopolitique arrive à un moment importun. L'exaspération du conflit commercial entre les États-Unis et la Chine met le Luxembourg dans une situation inconfortable. La marge de manœuvre s'est réduite.

Dès avril 2021, le ministre de l'Économie estima face au *Land* qu'« il faudra peut-être faire un peu plus attention à ce qu'on fait avec nos partenaires chinois dans certains axes stratégiques ». Il ne faudrait pas être « naïf » par rapport aux visées de la Chine contemporaine. En 2019, Post Group avait dû se plier aux pressions de Washington et de Bruxelles, et annuler en dernière minute le deal pour la fourniture en 5G qu'il était sur le point de conclure avec Huawei. Le Luxembourg essayait ne pas faire de vagues, et d'épargner ainsi à Pékin une humiliation publique. Mais l'épisode s'apparenta à un petit incident diplomatique, une première fissure dans la relation entre le Grand-Duché et la République populaire. L'ambassadeur chinois semblait faire une référence oblique au dossier Huawei dans l'interview accordée à *Chronicles.lu* : « We expect the government to continue to provide an open, equal and non-discriminatory policy environment to Chinese enterprises ». Or, comme l'avait rappelé l'essayiste britannique Adam Tooze lors de son récent passage à la Journée de l'Économie : « Nous ne pouvons plus considérer les relations commerciales privées avec la Chine – ou avec les États-Unis, si vous êtes Huawei – comme privées. Elles font désormais partie intégrante de la politique de sécurité, qui a toujours été placée en-dehors de la politique démocratique ». En septembre 2021 François Heisbourg avait choisi un registre plus direct en s'adressant à la notabilité de l'Institut grand-ducal : Il faudrait s'adapter à la « mondialisation bipolaire » et choisir son camp, ou alors risquer de se faire « rattraper par la patrouille ».

Aux yeux de Pékin, l'absence de poids militaire et de prétentions géopolitiques faisaient du Luxembourg un partenaire idéal. De Gaston Thorn à Xavier Bettel en passant par Jean-Claude Juncker, les Premiers ministres luxembourgeois étaient flattés de se voir accueillis en grande pompe à Pékin. Lors de la première visite d'État en 1979, le Grand-Duc Jean écouta le Vice-président du Parti communiste chinois faire une relecture de Trausch : « Le peuple luxembourgeois est un peuple aux glorieuses traditions de lutte ; il a mené sans défaillance une lutte de longue haleine pour la conquête de l'indépendance nationale, contre l'annexion et l'agression étrangères. » Le monarque fit à son tour l'éloge des « artisans de Chine moderne, inspirés et guidés par le grand Mao-Tsé-Toung ».

En février 2022, le Grand-Duc Henri était envoyé à la rencontre du nouvel Empereur rouge. Mettant la casquette de membre du Comité international olympique, le souverain se rendit en Chine aux Jeux d'hiver. Il sera le seul chef d'État européen présent à la cérémonie d'ouverture. (Les loges VIP regorgeaient d'autocrates, parmi lesquels Vladimir Poutine qui attendait la fin Jeux pour lancer son offensive en Ukraine.) En guise de remerciement, le Grand-Duc eut droit à une rencontre en tête-à-tête avec Xi Jinping. D'après les rapports qu'en ont faits les autorités chinoises, Xi aurait mis son interlocuteur en porte-à-faux avec les autres États membres : « China hopes that Luxembourg, as a founding and core member of the EU, will make greater contributions to the development of China-EU relations. » Et qu'aurait dit le Grand-Duc (toujours selon la communication chinoise) ? « The Belt and Road Initiative is a good initiative, and Luxembourg supports and will actively participate in it. [...] China has brought tangible benefits to the Chinese people and the world by eliminating absolute poverty. China is a great partner. » ●



Alain Kinsch et Jean-Louis Schiltz, lors de la réception au palais de l'Arbed



Françoise Thoma, YuriKo Backes, Franz Fayot et Yavïer Bettel

É D I T O

Le parti de la réaction

Pierre Surlut

La news de *RTL* mercredi sur la probable nomination de Luc Frieden comme *Spëtzekandidat* du CSV a heurté comme l'éclair qui frappe la mairie de Hill Valley dans *Back to the Future*. Mais ici, c'est l'ancien ministre des Finances de Jean-Claude Juncker qui sort de la Delorean. *Tageblatt* titre d'ailleurs ce jeudi « Zurück in die Vergangenheit ». Un *meme* avec la référence cinématographique tourne aussi sur Twitter, où les commentateurs politiques se délectent de la nouvelle. Le retour en politique du dauphin déchu alors que son parti promettait d'emprunter de « nouvelles voies » (pas plus tard que cette semaine dans une tribune de Gilles Roth sur *RTL*), c'est du caviar pour éditorialiste.

Il y a certes le symbole. Luc Frieden aura soixante ans en septembre. Avocat d'affaires (chez Bonn Schmitt à ses débuts, aujourd'hui chez EHP), l'étiqueté chrétien-social a occupé des fonctions ministérielles à la Justice et aux Finances entre 1998 et 2013. Au cours de ces quinze années (synonymes d'expérience mais surtout de statuquo), Luc Frieden a montré un visage très conservateur, « law and order », comme l'avait remarqué son concurrent dans la circonscription centre Franz Fayot à la veille des élections de 2013. Dans son article de blog enlevé à l'aube de ses débuts ministériels, le socialiste rappelait entre autres l'opposition de Luc Frieden au mariage homosexuel « contraire à notre ordre public » ou sa politique répressive contre les toxicomanes, prostituées et « surtout » les réfugiés.

En 2013, Luc Frieden avait réalisé le meilleur score du CSV au centre, mais il avait perdu un tiers de ses voix et a été renvoyé dans l'opposition. Celui qui se voyait plutôt prendre la suite de Jean-Claude Juncker au ministère d'État se révélait amer. Il quittait ainsi la Chambre et la vie politique six mois après l'élection pour embrasser une carrière dans le privé. À Londres, à la Deutsche Bank, dont l'un des actionnaires principaux est le Qatar, émirat qu'il avait bien aidé quand il était ministre des Finances. Puis au Luxembourg, à la présidence de la BIL, alors que l'actionnaire principal était... le Qatar.

Personnification d'un Luxembourg au service de son centre financier, le Luxembourg d'avant Luxleaks et du secret bancaire, Luc Frieden est un homme d'affaires et il a envisagé en tant que tel un retour en politique en 2018. Il avait livré en 2016 son orthodoxie néolibérale dans l'ouvrage *Europa 5.0*, coécrit avec des économistes de Deutsche Börse (publié aux éditions Campus). Son « Geschäftsmodell für unseren Kontinent » passe notamment par une intégration des marchés de capitaux, principalement alimentée par le privé. L'investissement public est circonscrit, le creusement de son endettement proscrit. Dans ce livre, le réchauffement climatique est mis de côté, la croissance durable envisagée à la marge. Dans ses prises de parole publiques, Luc Frieden place (avec zèle) la compétitivité de l'économie et la rigueur budgétaire avant toute autre considération, qu'elle soit environnementale ou de justice sociale.

Voilà l'enjeu d'une telle nomination. À l'intérieur de son clan politique ou au sein des partis avec lesquels le CSV pourrait envisager une coalition, le *Spëtzekandidat* Luc Frieden crée une ligne de fracture : progressisme vs conservatisme. Quels partis pourraient s'allier avec un CSV néolibéral ? Le DP certainement. Le LSAP ? Éventuellement celui de Paulette Lenert avec Luc Frieden en *junior partner*, mais plus difficilement celui de Dan Kersch et Franz Fayot. Déi Gréng ? Difficile à concevoir du point de vue de l'arithmétique électorale. Les entreprises, que Luc Frieden représente en tant que président de la Chambre de commerce, perçoivent les écologistes comme des freins aux affaires et ne verraient pas d'un bon œil leur présence au gouvernement. Xavier Bettel (DP) peut se frotter les mains d'une telle nomination car elle fait de lui un libéral fréquentable aux yeux des jeunes urbains (quand l'homme sérieux Luc Frieden colle davantage aux conservateurs ruraux et périurbains) et renforce, au centre de l'échiquier, sa compatibilité avec les autres partis.

P O L I T I K

Wer will mit Frieden?

Nachdem am Mittwoch aus der CSV an *RTL* durchsickerte, dass ihrem Nationalrat kommenden Mittwoch Luc Frieden als Spitzenkandidat für die Kammerwahlen vorgeschlagen werden soll, ist bei den vier großen Parteien diese Frage mehr oder weniger offiziell beantwortet. Bei der DP stellte sie sich nie wirklich. Bei der LSAP brach Jubel wie in einem Fußball-Fanclub aus, als Paulette Lenert vergangenen Freitag beim *Neijoeschpatt* das lang erwartete „ech si prett“ sprach. Für die Grünen genügte ein *RTL*-Interview von Vizepremier François Bausch am Montag, um Justiz- und Kulturministerin Sam Tanson als nationale Spitzenkandidatin ins Feld zu führen. Zwar gab Bausch an, das sei lediglich seine „persönliche Empfehlung“, doch dürfte dem starken Mann der Partei niemand widersprechen.

Stimmt der CSV-Nationalrat nächste Woche und Ende März auch der Nationalkongress der Kandidatur des früheren Ministers und heutigen Handelskammerpräsidenten zu (Foto: Sven Becker), was nur eine Formsache sein dürfte, wird sich die Frage stellen, wer mit der CSV unter Luc Frieden will. Angesprochen dürfte sich die ADR fühlen. Ihr Parteipräsident Fred Keup reflektierte am Montag im *100,7* über „Berührungspunkte“ mit der CSV und sagte, er wäre gern Schulminister. *pf*

Marketingregeln

Neun politische Parteien von der DP bis Volt unterschrieben am Montag ein Wahlkampfabkommen über Fairness, wie seit 30 Jahren üblich. Da Wahlkämpfe immer weniger mit inhaltlichen Auseinandersetzungen um Politiken als mit Angeboten an die Wähler/innen als eine Kundschaft zu tun haben, enthalten die Abkommen mehr und mehr Marketing-Regeln. Bezogen sie sich früher allein auf Werbung in Zeitungen, Rundfunk und Kino, sind nun auch die sozialen Medien einbezogen, auf denen unter anderem keine *social bots* zum Einsatz kommen sollen. Nicht unterzeichnet hat die KPL das Abkommen: Die größeren Parteien gäben bereits Monate vor dem eigentlichen Wahlkampf „zehntausende oder gar hunderttausende Euro zu Propagandazwecken aus“. Die Selbstverpflichtung, nicht mehr als jeweils 100 000 Euro für Werbung für Gemeinde- und Kammerwahlkampf aufzuwenden, sei „heuchlerisch“. *pf*

Neue Basis: Costa Rica

Eine Reise von LSAP-Kooperationsminister Franz Fayot nach Costa Rica dient diese Woche dazu, das Terrain für eine

Mittelamerika-Niederlassung von LuxDevelopment zu präparieren. Nach über 30 Jahre langer Präsenz im benachbarten Nikaragua, das zugleich Entwicklungshilfe-Zielland war, schraubte Luxemburg sein Engagement wegen des dort immer autoritärer agierenden Regimes drastisch zurück und schloss vergangenes Jahr auch seine Botschaft. Neue Basis soll das politisch recht stabile und ziemlich wohlhabende Costa Rica werden. Das Außenministerium plant auch die Eröffnung einer Botschaft dort. Franz Fayot erklärte dem *Land*, Luxemburg unterstütze eine Reihe NGOs und Gemeinden in Costa Rica in Bereichen wie der Betreuung von Flüchtlingen und Klima-Resilienz. *pf*

P E R S O N A L I E



Roger Krieps,

genannt Rosch, war *assistant economic advisor* bei der US-Botschaft, als ihm *Land*-Gründer Carlo Hemmer im Herbst 1953 anbot, für eine Wochenzeitung zu arbeiten. Drei Wochen nach Erscheinen der ersten *Land*-Ausgabe vom 1. Januar 1954 betrat Rosch Krieps zum ersten Mal die Redaktion, wurde Hemmers erster Redakteur (im Foto links mit ihm). Er lernte Journalismus von der Pike auf und blieb beim *Land* bis zu seiner Frühpensionierung 1982. Freier Mitarbeiter für verschiedene Agenturen und Publikationen war er auch, verfasste außerdem mehrere Bücher. Am Donnerstag vergangener Woche verstarb Rosch Krieps im Alter von 97 Jahren. Die *Land*-Redaktion übermittelt seinen Hinterbliebenen ihr aufrichtiges Beileid (Foto: Theo Mey, Archiv Asselborn/Sinner). *pf*

Blog



S O Z I A L E S

Therapie ab Mittwoch

Claude Haagen kann sich freuen: Ab kommenden Mittwoch, den 1. Februar, übernimmt die CNS die Kosten für Psychotherapien. Weil Kasse und Therapeutenverband Papsylux sich darüber nicht einig wurden, musste der Sozialminister per Verordnung entscheiden. Da die Angelegenheit speziell und komplex ist, stieß Haagen damit in eine Gesetzeslücke im *Code de la sécurité sociale*. Was der Staatsrat diese Woche, wenig überraschend, verfassungswidrig fand. Vermutlich aber war das für Haagen die politisch beste Option. Sie spart Zeit, und mit seinem „Et geet elo duer!“ und der nun zügig beginnenden Kassentherapie kann er in dem von ihm ansonsten ruhig gehaltenen Sozialressort einen Erfolg verbuchen. Der Staatsrats-Avis zwingt ihn aber, eine Gesetzesänderung nachzureichen. Nicht öffentlich ist derzeit noch die Höhe der Eigenbeteiligung der Patient/innen. Der CNS-Verwaltungsrat hat darüber schon entschieden, das Ministerium prüfe das aber noch, sagte CNS-Präsident Christian Oberlé dem *Land*. Vorgesehen sei jedenfalls eine „höhere“ Eigenbeteiligung als die zwölf Prozent beim Arzt. *pf*

M O B I L I T Ä T

Mit Batterie fahren

Ein rein batterieelektrisch angetriebenes Auto zu besitzen und zu fahren, ist in Luxemburg in fast allen PKW-Segmenten kostengünstiger als ein Verbrenner- oder ein Plug-in Hybridauto. Zu der Einschätzung gelangt die Beraterfirma Leaseplan International Consultancy Services in ihrem *Car Cost Index 2022*. Beim Vergleich sämtlicher Kosten (von Anschaffung und Treibstoff über Wartung und Reparaturen bis hin zu Steuern und Versicherungen) in 22 europäischen Ländern schneiden in Luxemburg nur

im Kleinwagen-Bereich (à la Opel Corsa oder Renault Zoé) Benzinautos mit monatlich im Schnitt 850 Euro leicht besser ab als Batterieautos mit 857 Euro. Für kleine Diesel-PKW ermittelte Leaseplan 864 Euro. In den Segmenten darüber würden sich mit einem Batterie-PKW zwischen 130 und 140 Euro an monatlichen Kosten sparen lassen, jeweils gegenüber vergleichbaren Benzinautos, die in dem Vergleich stets die zweitgünstigste Option darstellen. Über alle Antriebsarten und Karosseriegrößen hinweg belaufen sich die monatlichen Gesamtkosten für einen Autobesitz hierzulande auf durchschnittlich 1 063 Euro. Im Ländervergleich sind sie in Griechenland mit 905 Euro am niedrigsten und in der Schweiz mit 1 313 Euro am höchsten. Für die Analyse wurden die Kosten über die ersten vier Jahre Autobesitz gemittelt und 30 000 Kilometer Jahresfahrleistung angenommen (Foto: Sven Becker). *pf*



B I L D U N G

Zum Stand der Inklusion

Bildungsminister Claude Meisch (DP) schaut zufrieden auf die letzten fünf Jahre seit der umfassenden Reform zur schulischen Inklusion zurück. Vergangenen Montag hatte sein Ministerium den Jahresbericht 2022 dazu vorgelegt. Ihm zufolge wurden seit 2017 acht Kompetenzzentren eröffnet, es entstand die *Commission nationale de l'inclusion* (CNI), es gibt mittlerweile *Équipes de soutien des élèves à besoins éducatifs spécifiques* (ESEB) und *Instituteurs spécialisés dans l'encadrement et la*

prise en charge des élèves à besoins spécifiques (I-EBS), die Kinder mit Lernschwierigkeiten im Klassensaal unterstützen. Luxemburg sei „Spitzenreiter“, was schulische Inklusion angeht, mehr als 700 neue Posten seien geschaffen und es sei möglich geworden, mehr Kinder im regulären Unterricht statt im Kompetenzzentrum zu betreuen. Verbessert werden sollen die Zeitabläufe nach einer Diagnostik – derzeit dauert es im Durchschnitt zehn Monate, bis die Hilfe das Kind erreicht –, auch der Informationsablauf zwischen den jeweiligen Institutionen soll angepasst werden; es wird eine Referenzperson für die Eltern geben und einen *Service fir inklusiv Education* (SNEI). All das wird in einen Gesetzentwurf einfließen, der noch bis zur Rentrée 2023/2024 Gesetz werden soll. Das Echo der Lehrer/innen zu den Veränderungen fällt übrigens durchwachsen aus. Es sei schwieriger geworden, zu unterrichten, und die Herausforderungen seien gewachsen. Entweder, weil es an Schlüsselstellen – ironischerweise – Personalengpässe gibt, oder die Menschen, die unterrichten, den komplexen Situationen durch einen Mangel an Ausbildung nicht gerecht werden könnten, monierten Lehrkräfte gegenüber dem *Land*. *sp*

Pas si royal

France Clarinval

Entrée dans les coulisses du Royal Hamilius

« À louer : Appartement de prestige, meublé, sis au 3^e étage du Royal-Hamilius dans la zone piétonne de Luxembourg Centre-Ville ». L'annonce est visible sur le site de l'agence immobilière de Malou Knaff. Pour 3 200 euros par mois (plus 275 euros de charges), l'appartement « très lumineux, avec une grande terrasse de 8 m² », comprend un séjour (47 m²) avec cuisine équipée, une chambre (16 m²) avec sa salle de bains, un hall et des toilettes séparées. L'emplacement de parking et la cave sont en option, moyennant 350 autres euros par mois. Les images sur le site sont précises, c'est un appartement au coin du bâtiment, vers l'ancien Hôtel des Postes, qu'on a l'impression de pouvoir toucher en tendant le bras. L'agence Unicorn quant à elle met en ligne un appartement à vendre dans la même résidence. Il est un peu plus petit, 68 m², comporte également une chambre, mais l'annonce ne mentionne pas de terrasse. « Les finitions de qualité vous charmeront : parquet en chêne et faux plafonds entourés de caissons. Chaque détails à été pensé pour garantir un confort et un bien-être optimal », vante le texte. Pour acquérir ce bien, il faudra déboursier 1,1 million d'euros, soit 16 000 euros du mètre carré. Une recherche rapide sur les sites spécialisés en immobilier à Luxembourg-Ville confirme que la résidence de prestige du centre-ville est chère : les appartements de taille semblable, avec une chambre et une terrasse se situent généralement autour de 2 300 euros par mois à la location et dans une fourchette entre onze et treize mille euros par mètre carré à l'achat, et encore, le Royal-Hamilius est vendu sous emphytéose de 75 ans.

La plus-value du Royal-Hamilius est en partie objective : son emplacement à l'hyper-centre ville, la qualité des matériaux, des finitions et des aménagements (de sécurité et technologiques notamment). Elle est aussi symbolique. Lors de sa commercialisation, l'immeuble a été présenté comme un nouveau pôle d'attraction du centre-ville qui allait en devenir l'icône architecturale. On a mis en avant la signature de l'architecte Norman Forster, on a vanté un « lieu de vie d'exception » et « un cadre de vie remarquable, pensé pour les célibataires jusqu'aux familles nombreuses ». La vente des 73 appartements, à partir de 2017, a été lente à l'allumage, mais s'est soldée par un succès, aux dires de Romain Muller, à la tête de Firce Capital au Luxembourg et ancien de JLL qui était justement en charge (avec Unicorn) de la vente du résidentiel. « Les débuts ont été difficiles car le concept d'emphytéose n'était pas connu ou accepté culturellement par les Luxembourgeois », relate-t-il vis-à-vis du *Land*. (La société Firce Capital gère une partie des actifs du fonds souverain Abu Dhabi Investment Authority, Adia.) Les réticences par rapport au maintien du foncier dans les mains de la Ville de Luxembourg pendant 75 ans ont cependant été levées. « Pendant les premiers mois de travaux, j'avais des appels réguliers de clients qui voulaient savoir quand la commercialisation allait commencer », se souvient Romain Muller. Plus de la moitié des propriétaires aurait acheté pour habiter dans un des trois immeubles (appelés Monterey, Hamilius et Aldringen). Les investisseurs ne seraient que 35 pour cent des acquéreurs. Muller décrit plusieurs acheteurs comme des cinquantenaires en bonne position sociale dont les enfants ont quitté le nid et qui veulent habiter le centre-ville. Les prix se situaient entre onze et vingt mille euros du mètre carré. « Ce sont les plus grands appartements qui sont partis les premiers. »

Aujourd'hui, la sociologie des habitants est difficile à établir. « La discrétion a été érigée en valeur. Il est d'ailleurs difficile de savoir où se situent les entrées », pointe un acteur de l'immobilier qui, lui aussi, préfère rester discret. Il poursuit : « À ma connaissance, les profils des habitants sont très variés, il serait difficile de décrire une moyenne qui fasse sens ». Romain Muller revient sur la principale motivation d'habiter au centre-ville : « Les gens qui ont acheté ici croient dans la ville et son développement ». Mais, aujourd'hui, certains habitants déchantent et le responsable de Firce Capital s'en fait l'écho : « La ville a beaucoup changé en deux ans. Quand on a payé son appartement deux millions d'euros, on n'a pas envie de voir des SDF dans son entrée ou d'entendre des gens alcoolisés crier sous nos fenêtres. » Le représentant de l'investisseur regrette « un ping-pong entre la Ville de Luxembourg et la police pour intervenir et gérer la mendicité, les sans abris, les toxicomanes qui traînent dans l'espace public ». Il considère que les questions de sécurité ne sont pas de son ressort mais discute très régulièrement avec les autorités « qui doivent prendre des décisions pour améliorer la qualité de vie des habitants ». La surveillance et la prévention dans le quartier Gare, la circulation du tram et sa gratuité sont généralement évoqués, y compris par les services de la Ville, pour expliquer



« Une ambiance d'appartements témoin », décrit un voisin

« Quand on a payé son appartement deux millions, on n'a pas envie de voir des SDF dans son entrée »

le déplacement des consommateurs de drogues et de la mendicité vers la ville haute. Signe de la tension dans le quartier, les vestes vertes sont arrivées dans le coin depuis cet automne. Les collaborateurs de « À vos côtés », service de prévention et de médiation, ne se contentent plus de sillonner Bonnevoie et le quartier de la gare, ils effectuent désormais des tournées autour de la place Hamilius et les rues voisines. Les patrouilles de sécurité privées sont aussi à l'œuvre dans le quartier depuis le mois de juin.

« Il y a une série de gens qui traînent, qui boivent et se droguent », constate Catherine, qui habite une rue voisine. Elle rapporte que le Delhaize, au sous-sol du Royal Monterey, est devenu « un débit de boisson, où le vol de bouteilles d'alcool est monnaie courante. Les caissières ne disent rien, elles ont trop peur ». Pourtant, la Française, installée au centre-ville il y a deux ans, est ravie de « pouvoir tout faire à pied, sauf trouver un tourne-vis ou une ampoule ». Dans un snack voisin, le commerçant ajoute : « Ces problèmes ne sont pas nouveaux. Ils sont apparus à la surface quand on a fermé le passage souterrain. Il était illusoire de penser qu'un immeuble de luxe allait changer la donne. » Habitant à deux rues de là, Sylvain trouve une formule pour décrire le quartier : « Le Royal-Hamilius, c'est un château fort avec la cour des miracles autour ». Il égraine : « les alarmes qui sonnent toute la nuit, les SDF qui installent leur matelas dans l'entrée de mon immeuble, les *crackhead* qui crient à n'importe quelle heure... ». Mais cet habitant du centre-ville depuis près de cinq ans regrette surtout l'absence d'une vie du quartier. « On nous a vendu du rêve avec cet immeuble de luxe qui allait changer la face de notre petit monde. Au lieu de cela, on a plutôt l'impression que c'est un appartement témoin, vide de vie. » Il pointe un cercle vicieux : « Comme il y a peu de monde qui vit ici, il y a peu d'offre et comme il y a peu d'offre, on fait comme si personne n'y vivait ». Il plaide pour des commerces ouverts le dimanche ou des terrasses toute l'année. Il souligne cependant les efforts menés par certains bars comme le Shamrock et l'Interview qui attirent des jeunes.

Malgré la frustration ou la déception de certains habitants, l'occupation des logements du Royal-Hamilius n'est pas problématique. Les reventes sont considérées comme « normales et conformes à ce qui se passe dans d'autres programmes », selon un observateur du secteur. En revanche les espaces commerciaux ont bien du mal à trouver preneur. Les locomotives espérées Galeries Lafayette, Fnac et Decathlon ne tirent pas beaucoup de wagons

derrière eux. « La situation est difficile », reconnaît Romain Muller. Il énumère les nombreuses entraves qui freinent les premières années d'exploitation : Les travaux du tram et de la rue Aldringen lors des premières livraisons, le Covid avec son lot d'incertitudes et aujourd'hui la crise énergétique. Il ajoute l'explosion du commerce en ligne, le criticisme grandissant par rapport à la *fast fashion* et la création de nouveaux centres commerciaux. « Le monde du *retail* est affaibli dans son ensemble, en particulier dans les niveaux intermédiaires : le luxe se porte bien » Sur les 18 cellules commerciales mises à disposition, seules sept sont occupées actuellement. Certes les plus grandes ont trouvé un exploitant, mais il reste bien onze espaces vides. Sans dévoiler les identités des commerçants, Romain Muller nous apprend cependant que le coin de la place, côté Poste, va être bientôt occupé « par une franchise internationale dans l'alimentation » (en face, la chaîne Prêt à manger n'a pas encore ouvert) et que les espaces du côté du boulevard Royal verront un opticien, une conciergerie et un bar à café s'installer bientôt.

Reste donc la rue Aldringen où le Decathlon est bien seul au milieu des pop-up. « C'est mieux de louer à ces petits commerces pendant quelques mois que de laisser les espaces vides. ». Et le patron de Firce Capital de citer le *concept store* Helsinki qui loue de mois en mois depuis deux ans « Ils sont de bons ambassadeurs pour montrer qu'il est possible de montrer un commerce dans cette rue. Mais ceux-là sont trop petits. Ils ne peuvent subsister que parce que les loyers sont extrêmement bas ». Le gestionnaire voudrait faire de cette rue une « *fashion street* » et a ainsi refusé l'implantation de galeries d'art, de maroquineries ou de magasins d'accessoires. Les locataires potentiels déplorent généralement le format de certaines cellules avec des mezzanines peu pratiques, le choix architectural de verres fumés ou tout simplement ont peur de cannibaliser une enseigne déjà présente. Les loyers sont également pointés du doigt, même si des efforts sont consentis par l'exploitant. « Nous proposons des loyers flexibles avec un fixe garanti assez bas et un variable indexé sur le chiffre d'affaires. Après quatre ou cinq ans, le loyer est cristallisé sur la moyenne du chiffre d'affaires. »

« On voit beaucoup de monde en ville, mais peu de gens avec des sachets », regrette une commerçante. Dans bien des villes, françaises notamment, l'arrivée du tram a suscité l'enthousiasme des commerçants des centres urbains. « Le retour en force du tramway dans les grandes agglomérations pourrait contribuer au rééquilibrage de l'offre commerciale du centre-ville par rapport aux grandes zones commerciales de périphérie », notait ainsi *LSA*, magazine spécialisé dans le commerce et la distribution qui cite Grenoble, Nantes, Bordeaux ou Montpellier. « Il vient d'où le tram à Luxembourg », interroge Romain Muller tout en répondant lui-même à la question : « Le tram vient des quartiers où les gens travaillent, pas de ceux où ils vivent. Pour comparer avec les villes françaises, il faudrait qu'il arrive de Strassen ou d'Hesperange ». Finalement, il conclut : « Il faut capter ces personnes, avoir une offre qui corresponde à leurs attentes, savoir la mettre en valeur et la vendre correctement, aux moments où ils en ont besoin. »

ZUFALLSGESPRÄCH MIT DEM MANN IN DER EISENBAHN

Wirklich bedauernswert

Vergangene Woche wurde Marc Angel zu einem der 14 Vizepräsidenten des Europaparlaments gewählt. Er verdankt seine Wahl drei Umständen: Zuerst der üblichen Abmachung zwischen christdemokratischer EVP und sozialdemokratischer S&D. Seit mehr als einem halben Jahrhundert teilen sie die Posten unter sich auf. Damit die europäische Kirche im globalen Dorf bleibt. So kam Marc Angel im zweiten Wahlgang auf 52 Prozent der Stimmen.

Bei den Kammerwahlen 2018 wurde Marc Angel Zweiter der LSAP im Zentrum. Er erklärte sich „natierlech bereet, fir an der Regierung matzeschaffen, fir d'Land weider no vir ze bréngen“ (*RTL*, 12.11.2018). Seine Partei lehnte dankend ab. Der quirlige Abgeordneterensohn zog sich aus der nationalen Politik zurück. Er kandidierte bei den Europawahlen.

Das Europaparlament ist ein Reservoir von Abgeordneten, für die in der nationalen Politik kein Platz mehr ist. Das beeinträchtigt seine Arbeit wenig. Denn es ist kein richtiges Parlament. In Luxemburg gab es eine solche Versammlung in der Mitte des 19. Jahrhunderts: Der Europäische Ministerrat hieß „König-Großherzog“, die Brüsseler Kommission hieß „Regierung“, das Straßburger Parlament hieß „Ständeversammlung“.

Das Europaparlament wird seit 1979 direkt gewählt. Aber es darf nicht frei entscheiden. Es darf bloß „mitentscheiden“. Es soll den nicht immer mehrheitsfähigen Entscheidungen des Rats, der Kommission, der Zentralbank, der Euro-Gruppe einen demokratischen Anstrich verleihen. Es soll Akzeptanz für den neoliberalen Durchmarsch auf Kosten der Schwachen schaffen.

Schließlich verdankt Marc Angel seine Wahl einem dritten Umstand: dass die bisherige Vizepräsidentin des Europaparlaments im Gefängnis sitzt. Eva Kaili und andere auf frischer Tat ertappte sollen von ausländischen Regierungen Koffer voll Bargeld erhalten haben. Um die Arbeitsbedingungen der Wanderarbeiter in Katar und die marokkanische Besetzung der Westsahara zu beschönigen. Sie sind alle Sozialdemokraten. Ihre Solidarität mit der Arbeiterklasse und kolonisierten Völkern ist frei verkäuflich.

„Dee Skandal, da's eppes Schrecklechtes. All Kéiers, wann ech et nees héieren, leeft et

mer kal der Réck erof“, jammerte Marc Angel. „Et ass wierklech bedauernswäert, datt dat bei eis an der Fraktioun geschitt ass“ (*RTL*, 20.1.23). Er lieferte keine Erklärung, weshalb die Korruption ausgerechnet „bei eis an der Fraktioun geschitt ass“. Sind bestechliche Konservative, käufliche Liberale geschickter?

„Dee Skandal, da's eppes Schrecklechtes“, jammerte Marc Angel. Er fragte sich nicht, weshalb die Ertappten gerade seiner Fraktion angehören

Eva Kaili gehörte der griechischen Pasok an. Die Partei hat eine jahrzehntelange Tradition der Korruption und des Klientelismus. In einem der Skandale wurde der ehemalige Premier Andreas Papandreu angeklagt. Sieben gegen sechs Richter fanden ihn nicht schuldig. Wirtschaftsminister Panagiotis Roumeliotis entging seiner Verurteilung. Indem er sich ins Europaparlament wählen ließ. Er war „bei eis an der Fraktioun“.

Die restlichen Verdächtigen stammen aus Italien. Der Partito Socialista Italiano hat eine jahrzehntelange Tradition der Korruption und des Klientelismus. Der ehemalige Premierminister Bettino Craxi gab vor Gericht zu, dass seine Partei 93 Millionen Dollar an illegalen Spenden erhalten hatte. Die Partei war „bei eis an der Fraktioun“. Nach dem Schiffbruch von PCI und PSI nun als Partito Democratico.

Zum Trost für ihre beschränkten Vorrechte erhalten die Europaabgeordneten großzügig Diäten, Spesen, Referenten und die parlamentarische Immunität. 45 Delegationen erlauben häufige Auslandsreisen. Daneben gibt es informelle Freundschaftsgruppen. Sie lassen sich von ihren Freunden zu Luxusreisen „aux frais de la princesse“ einladen.

Auch Luxemburger Europaabgeordnete reisen gerne mit. Ansonsten brauchen sie keine Geldkoffer und Lobbyregister. Sie haben die Anliegen von Soparfi, Arcelor-Mittal, RTL und SES als patriotische Pflicht verinnerlicht. ● Romain Hilgert



Marc Angel im Glück. Mit Ko-Parteipräsident

Dan Biancalana (rechts) beim Neijoeschpatt der

LSAP vergangenen Freitag in Schengen



Gesundheitsministerin Paulette Lenert, ehe sie ihrer Partei erklärte, „ech si prett“

Ohne Plan

Peter Feist

Wer am Gesundheitswesen etwas ändern will, braucht ein glasklares politisches Konzept und sehr viel Stehvermögen

„Planwirtschaft“ herrsche im Gesundheitswesen, beschwerten sich LCGB-Präsident Patrick Dury und Generalsekretär Christophe Knebel vor zwei Wochen im *Wort*. „Die hat vor 50 Jahren schon nicht funktioniert und seit den 1980-er Jahren ausgedient.“ Etwas weiter hinten in dem Artikel klagten sie, Covid-Seuche und Ukraine-Krieg hätten „vorausschauendes Planen generell schwierig“ gemacht.

Wie die beiden Gewerkschaftsfunktionäre in diesen seltsamen Widerspruch gerieten, wurde nicht klar. Irgendwie scheint ihnen alles nicht schnell genug zu gehen und sie finden, es werde zuviel geredet. Letztere Beobachtung ist nicht ganz falsch. Und der Begriff „Plan“ hat tatsächlich Konjunktur. Gesundheitsministerin Paulette Lenert, seit Freitag vergangener Woche tatsächlich designierte Spitzenkandidatin der LSAP zu den Kammerwahlen, verspricht als letzten großen Wurf einen „Plan national Santé“. Ihm soll zu entnehmen sein, was bis zum Jahr 2030 am „System“ unternommen werden soll.

Gesundheitsplan Dass das ein ernstzunehmendes Vorhaben ist, darf leider bezweifelt werden. Zum einen, weil die LSAP mit einem „Gesundheitsplan“ seit ihrem Wahlprogramm von 2004 hausieren geht. Mal soll er für Kohärenz bei der Prävention von Krankheiten sorgen, mal für Änderungen an vielen Stellen im Gesundheitswesen. Der medienbewusste Gesundheits- und Sozialminister Mars Di Bartolomeo machte daraus eine Bewegung, richtete jedes Jahr eine Gesundheitskonferenz aus und erzählte, der Plan sei kein Papier, das geschrieben werde, sondern

Bei 750 000 Euro pro Arzt lag 2021 die Honorarmasse in der Radiologie. Doppelt so hoch wie der Durchschnitt über alle Disziplinen

ein *work in progress*, der eigentlich nie ende. Im Koalitionsvertrag der aktuellen Regierung wird der Plan auch erwähnt. Er soll der „rote Faden“ für die Prävention sein. Dass Paulette Lenert daraus einen Plan für alles bis 2030 machen will, dürfte auch damit zu tun haben, dass Di Bartolomeo, seit 2018 Präsident des parlamentarischen Gesundheitsausschusses, sie politisch berät.

Zweifel an Lenerts Plan-Versprechen sind aber auch angebracht, seit sie vergangenen Sommer mit 30 Powerpoint-Dias ein vorläufiges Resümee zum *Gesondheedsdësch* zog. Damit habe sie gezeigt, wo sie hinwill, erklärte sie im Oktober (*d'Land*, 21.10.2021). Doch die zwölf „strategischen Achsen“ im Dia-

Vortrag der Ministerin zählen alles Mögliche auf. Von der Prävention und der Verbesserung der Kommunikation an die Öffentlichkeit, über die Digitalisierung und die Innovationsförderung, bis hin zum schon viel zitierten *virage ambulatoire* und „Anpassungen“ des Finanzierungsrahmens. Sofern Lenert nicht noch einen ganz anderen Plan vorlegt, hat sie keinen. Jedenfalls kein klares politisches Konzept. Das wäre aber nötig, wenn die Gesundheitsversorgung den sozialdemokratischen Prämissen vom universellen und gleichberechtigten Zugang zu hochwertigen Leistungen genügen soll. Es müsste ein Konzept mit sehr klaren Zielen sein, und auf dem Weg dahin wäre enormes politisches Durchhaltevermögen gefragt.

Bewiesen wurde es schon lange nicht mehr. 1975 war das der Fall, als nach langen Auseinandersetzungen das öffentliche Centre hospitalier de Luxembourg (CHL) mit festangestellten Ärzten geschaffen wurde. Zuletzt 1992 bei der großen Krankenkassenreform, auf der bis heute die sozialdemokratischen Prinzipien der Gesundheitsversorgung basieren. Doch seit gut zwei Jahrzehnten tendiert die Versorgung überall in Europa mehr und mehr Richtung Markt, auch Richtung EU-Binnenmarkt. Wer sich dem politisch stellen und in einem kleinen Land wie Luxemburg die noch recht hochwertige und umfassende Versorgung absichern will, muss genau wissen, wie. Muss die Frage beantworten, wieviel Staat und wieviel Markt es geben soll, und wo.

Die Spitäler Es ist nicht falsch, die Betrachtung bei den Spitalern anzufangen. Weil sie eine so große Rol-

le in der Versorgung spielen, mit 700 000 Krankenhaus-tagen pro Jahr, 60 000 Operationen und einer Million Passagen in Polikliniken und Notaufnahmen. Und weil sie eine Menge Geld kosten: 1,1 Milliarden Euro im Jahr 2021, das waren 47 Prozent der Ausgaben der CNS. Die Spitäler sind der einzige Gesundheitssektor der reguliert, weil staatlich geplant ist. Sein Kollektivvertrag ist der wahrscheinlich vorteilhafteste im Land. Die Gehälter sind parastaatlich, die 38-Stunden-Woche ist schon lange Realität. Gleichzeitig sind die Spitäler der Bereich, in dem Lobbyinteressen sich besonders stark äußern, die des OGBL und die des Ärzteverbands AMMD vor allem. Und was die Spitäler wo anbieten, interessiert die jeweils lokale Politik.

Allem Anschein nach verstand Paulette Lenert nicht gleich, dass es keine gute Idee wäre, „leichtere Aktivitäten“, sogar kleine chirurgische Eingriffe, einfach so aus den Spitalern in Ärztehäuser auszulagern, wie die AMMD sich das wünschte und im Wahlkampf 2018 intensiv dafür geworben hatte. Lenert hatte lange mit Corona-Management zu tun, und ihr Vorgänger Étienne Schneider hatte die Tür für Auslagerungen schon einen Spaltbreit geöffnet. Vergangenes Jahr trat sie auf die Bremse und gestand Auslagerungen nur in „Krankenhaus-Antennen“ zu. Die AMMD war entrüstet.

„Tout partout“ Doch Auslagern oder nicht ist nicht die primäre Frage. Sondern die, den Spitalsektor besser zu organisieren. In der vergangenen Legislaturperiode hatte die Politik das besser im Blick. Im Koalitionsvertrag 2013 stand noch, es müsse Schluss sein mit dem „tout partout“. Nicht jedes Krankenhaus sollte weiterhin alles anbieten – das war einer der wesentlichsten Konsense aus der Amtszeit Mars Di Bartolomeos. Doch als unter dessen Nachfolgerin Lydia Mutsch ein neues Spitalgesetz entstand, wurde darauf verzichtet, Normen für Krankenhausabteilungen festzulegen. Aus „Kompetenzzentren“, in denen besonders diffizile Eingriffe in bestimmten Häusern gebündelt worden wären, wie Di Bartolomeo das noch in seiner Gesundheitsreform von 2010 verankern konnte, wurden zuerst „virtuelle“ Zentren, in denen Fachleute von Spital zu Spital wechseln sollten, schließlich „Kompetenznetzwerke“. Bis heute gibt es kein einziges. Die Konkurrenz unter den Kliniken besteht fort.

Das ist nicht nur schlecht für die Versorgung der Patientin. Es ist auch ein Hindernis für Spitzenmedizin. Und für die Mediziner-Ausbildung, falls die an der Uni Luxemburg über die ersten drei Jahre zum Bachelor hinaus erweitert werden soll und dazu weitere Spezialisierungen im „dritten Zyklus“ kämen, neben Allgemeinmedizin, Neurologie und Onkologie.

Die ungute Konkurrenzlage ist aber auch Ausdruck der ungeklärten Frage, welche Klinikmedizin es in Luxemburg eigentlich geben soll, wie sie organisiert sein soll. Seit am 18. November 1975 der DP-Abgeordnete Robert Prussen, ein Arzt, als parlamentarischer Berichterstatter das CHL-Gesetz verteidigte, wurde kein leidenschaftlicheres politisches Plädoyer für eine öffentliche und mit festgestellten Ärzten funktionierende Klinikmedizin gehalten. Was nicht heißt, dass Prussen Unrecht hatte. Im Gegenteil: Zumindest in den Kompetenzzentren oder -netzwerken dürfte kein Weg am Salariat vorbeiführen.

750 000 Euro Den Gedanken politisch zu Ende zu führen, hätte viele Konsequenzen. Das CHL mit seinem Salariat ist nicht üppig finanziert. Was unter anderem daran liegt, dass alle Ärzte/innen, ganz gleich ob Freiberufler, wie die meisten, oder Angestellte, dieselben Tarife laut Gebührenordnung verrechnen müssen. Gerade so, als herrsche in Luxemburg überall Privatmedizin; dass die AMMD auf diese Regel immer bestanden hat, verwundert deshalb nicht. Doch im komplexen Krankenhausbetrieb gibt es mehr ärztliche Tätigkeiten zu entgelten als den reinen Behandlungsakt am Patienten. Multidisziplinäre Zusammenarbeit etwa ist ein Dienst für die öffentliche Gesundheit, wird aber nicht bezahlt. Dagegen ist, was bezahlt wird, häufig ungerecht bezahlt. So kann es kommen, dass laut Generalinspektion der Sozialversicherung die Radiologie (Stand 2021) nicht nur weiterhin die bestbezahlte Facharzt Disziplin ist. Die Honorarmasse von im Schnitt rund 750 000 Euro pro Jahr und pro Arzt lag außerdem fast 15 Prozent höher als 2017 und doppelt so hoch wie der Durchschnitt über alle Disziplinen. Auf Rang zwei der Statistik folgt die Kardiologie mit mehr als 500 000 Euro.

Wohlgemerkt, handelt es sich dabei um Honorare vor eventuellen Praxiskosten. Aber die Frage stellt sich, wieso bestimmte Disziplinen derart gut honoriert werden und andere viel schlechter. Ein Teil der Antwort lautet, weil so viel Arbeit anfällt. Der andere, weil es der Ärzteverband so will. Traditionell ist ihm die undankbare Arbeit überlassen, die Verdienstmöglichkeiten seiner Mitglieder zu steuern. Kein Minister greift da ein. Die CNS auch nicht. Die AMMD wiederum will nicht riskieren, dass große Änderungen an der Gebührenordnung zu Austritten wütender Ärzte/innen führen. Das Problem ist aber unter anderem jenes, dass das Tarifgebäude Anreize dafür schafft, im Spital zu arbeiten oder nicht. Als

vergangenen Herbst im Centre hospitalier du Nord alle Kardiologen ihre Dienstleisterverträge kündigten, geschah das nicht nur wegen der hohen Arbeitsbelastung durch Bereitschaftsdienste. Sondern auch, weil die Honorarregeln gerade in dieser Disziplin gute Einkünfte auch im *Cabinet* erlauben.

Auch vor diesem Hintergrund beeilen die Gesundheitsministerin und die Regierung sich, die Bereitschaftsdienste zu entgelten. So unvermeidlich das einerseits war, so bedauerlich ist andererseits, dass es Tradition hat, Probleme im System mit Geld zu lösen. Die Gesundheitspolitik müsste zuallererst dafür sorgen, dass die Klinikmedizin funktioniert. Dass alle Spitäler organisatorisch rundlaufen können. Es ist nicht so, dass niemand das verstünde. Doch es ist kompliziert und hochpolitisch. Das zeigte sich zum Beispiel 2017, als Lydia Mutsch mit ihrem Entwurf zum neuen Spitalgesetz versuchte, die Klinikärzte/innen den Spitalern als Betrieb zu unterstellen. Die AMMD stilisierte das zu einem Angriff auf Therapie- und Verschreibungsfreiheit, in Wirklichkeit ging es ihr um das Abwenden von Kontrolle. Im parlamentarischen Gesundheitsausschuss wurde Mutschs Gesetzentwurf umgeschrieben. Eine besondere Rolle spielten dabei DP und CSV.

Sinn hätte in Luxemburg ein einziges großes öffentliches Krankenhaus, vielleicht mit regionalen Ablegern. Und um dieses herum ein gut strukturierter außerklinischer Sektor. Denn dass Klinikärzte/innen sowohl die Spitalmedizin als auch die außerklinische abdecken, sei es in Praxisräumen in Kliniken, wie am CHL Oder bei Schuman, oder in ihren *Cabinets*, stimmt. Das verursacht viel Arbeit und ist ein Aspekt des Ärztemangels. Weil er besteht, ist Luxemburg unter den OECD-Staaten einer mit besonders hohem Anteil an Pflegepersonal in den Kliniken. Dass dem so ist, verschafft dem OGBL eine starke Position. Dass der Krankenhauskollektivvertrag so gut ist, liegt nicht nur am Nachvollzug der Gehälterregeln im öffentlichen Dienst. Sondern auch daran, dass das Pflegepersonal Verdienstmöglichkeiten und Arbeitsbedingungen der Ärzte/innen genau beobachtet, und umgekehrt. LSAP-Minister neigen dann manchmal dem OGBL zu. Wie 2017 der damalige Sozialminister Romain Schneider, als er der Gewerkschaft einen Hinweis gab, wie viel sie für die Neubewertung der Karrieren der Gesundheitsberuflicher in den Spitalern verlangen konnte, weil das vom Globalbudget über alle Spitäler zu verkraften sei. Die Gehälter machten einen Sprung nach oben. Was vielleicht dem Aufstieg der für das Syndikat Gesundheits- und Sozialwesen zuständigen Nora Back zum Gewerkschaftsvorsitz half. Und den Ärzteverband zu Forderungen ermutigte, die er im Wahlkampf 2018 machte.

Tarife und Pauschalen Die aktuelle Gesundheitsministerin und mit ihr der Sozialminister scheinen in diese so komplexe Situation unter anderem mit Tarifen eingreifen zu wollen. Die Generalinspektion der Sozialversicherung bereitet seit fünf Jahren ein „Fallpauschalen-System“ vor, das eines Tages die Klinikbudgets ersetzen könnte. Vielleicht sogar nach dem Vollkostenprinzip auch die Arzthonorare einschließen – wogegen die AMMD sich aber wehren dürfte. Ziemlich beschlossene Sache ist dagegen schon, dass die aus den Spitalern ausgelagerten Aktivitäten mit Pauschalen bezahlt werden sollen. Behielten die Spitäler solche Aktivitäten dann noch bei sich, gälten dafür dieselben Pauschalen. Mit den Pauschalen zöge eine Preislogik ins System ein. Derselbe Preis für alle für dieselbe Leistung pro Diagnose.

Geschieht das, ist das riskant. Wer mit dem Preis nicht auskommt, fliegt vom Markt. Die Versorgung muss dadurch nicht besser werden. Riskant ist es aber auch, weil die Gesundheitsministerin „Gesundheits-Gesellschaften“ den Weg bereiten will. Seien das Ärztegesellschaften oder solche anderer Berufe. Die Frage stellt sich nicht nur, was diese Gesellschaften der Versorgung brächten. Wie der Gesetzentwurf aktuell beschaffen ist, will die Ministerin Gesellschaften aus dem EU-Ausland nicht abverlangen, dass ihre Teilnehmer medizinische oder andere Gesundheitsberufe haben sollen. Das gebe das EU-Recht nicht her. Träte dieses Modell in Kraft, hätte das Folgen. Es würde Unternehmen aus dem Ausland die Tür öffnen. Der Luxemburger Markt ist seit Jahren attraktiv, nur ist er bisher weitgehend verschlossen und existiert damit nicht wirklich. Zu vermuten ist, dass ausländische Akteure besser organisiert sind und trainierter im Denken in „Tarifen“ und „Pauschalen“ als alle hierzulande.

Keiner da Könnte das den Patient/innen am Ende egal sein? Vielleicht. Doch Märkte reizen unter anderem dazu an, Low-cost- und Premium-Segmente zu bilden. Wer da regulierend eingreifen will, um für Qualität zu sorgen, käme kaum nach mit Regulieren. Zumal in Luxemburg, wo bisher gar nicht bekannt ist, welche Qualität an welcher Stelle im Gesundheitswesen erbracht wird. Das System wirklich zu ändern, ist vielleicht bis 2030 möglich. Aber nur mit einer geradezu generalstabsmäßigen Vorbereitung und mit einer Person an der Spitze, die allen Widerständen und Lobbyeinflüssen zum Trotz durchzieht, was sie will. Weder so ein Plan noch so eine Person – egal bei welcher Partei – sind in Sicht. ●



Caroline Mart
vergangenen
Mittwoch im
RTL-Gebäude

Interview: Sarah Pepin

Die langjährige *anchorwoman* Caroline Mart über Frauen in den Medien, ihren achten Wahlkampf und Meinungspluralismus

D'Land: Wie war Ihre erste Live-Sendung?

Caroline Mart: Daran erinnere ich mich nicht mehr. Aber während der zweiten Livemoderation des *Journal* hat der Prompter, der damals noch manuell angekurbelt werden musste, nicht richtig funktioniert. Da kam nichts. Bis ich meine Notizen fand, verging eine gefühlte Ewigkeit. Dadurch habe ich gelernt, gut vorbereitet zu sein.

Sie machen seit 38 Jahren Journalismus in diesem kleinen Land. Ihr Familienname ist eng mit der DP verknüpft. Wie haben Sie die nötige Distanz gehalten an einem Ort, an dem jeder per Du und Interessenkonflikte allgegenwärtig sind?

Zum Glück ist man nicht in Kollektivhaft mit der eigenen Familie. Nur weil mein Vater oder meine Cousine in der DP sind, muss ich nicht die gleichen Überzeugungen teilen. Es ist eine Frage der Haltung. Für mich war Politik als Kind omnipräsent, und auf meine Art und Weise bin ich politisch aktiv, aber es war für mich auch immer klar, dass ich mich nicht parteipolitisch engagiere. Ich muss wissen, auf welcher Seite ich stehe: Ich war zehn Jahre im Ombudscomité für die Rechte des Kindes und Gründungsmitglied von Handicap International Luxemburg, das war's. Nur weil ich eine Politikerin duze, heißt das nicht, dass ich ihr deswegen weniger kritische Fragen stelle. Auch in Berlin sind Hauptstadtjournalisten in einer Blase, in der sich jeder kennt. Das Spiel zwischen Politik und Journalismus, wer wen beeinflusst und wer aus wem welche Information herausgekitzelt bekommt, gibt es überall.

Mit der deutschen Hauptstadt lässt sich die Medienwelt in Luxemburg nur bedingt vergleichen. Welche Parteien haben Sie denn zu sich auf die Liste eingeladen?

Unterschiedlich, aber zu Beginn passierte das häufiger. Ich empfand es als ein gutes Zeichen, dass verschiedene Parteien gefragt haben, dass mir nichts Konkretes zugeschrieben werden konnte. Und dann wussten alle auch irgendwann, dass ich das nicht will. Mittlerweile werde ich so gut wie gar nicht mehr gefragt. Journalismus ist für mich mehr als ein Beruf, meinem Verständnis nach wäre ein Wechsel nicht möglich.

Die Parteien nähern sich einander programmatisch zunehmend an. Das kann man auch als gewisse politische Sättigung verstehen. Glauben Sie an große Überraschungen in diesem Wahljahr?

Es ist offen, das macht die Sache spannend. Während der ersten Wahlen, die ich begleitet habe, lautete die einzige Frage: Wer wird Junior-Partner der CSV? Die große Revolution kam 2013. Durch die Erosion der sogenannten Volksparteien und die Zersplitterung der Parteilandschaft, kombiniert mit dem luxemburger Wahlsystem, können Sitze sehr schnell gewonnen und verloren werden. Das heißt, es gibt Verschiebungen, und die Mehrheiten sind hauchdünn, was man auch an dieser Regierung sieht. Zwei Sitze können sehr viel verändern. Wir wissen noch nicht, wie viele neue Parteien mit ins Spiel kommen. Und dann gibt es vier große Parteien, bei denen man davon ausgeht, dass sie potenziell in einer Regierung sein können. Nun sind Konstellationen vorstellbar, wo die CSV wieder an die Regierung käme, aber nicht den Premierminister stellen müsste. Dass es eine Weiterführung einer Dreierkoalition gäbe, aber nicht unbedingt mit dem gleichen Regierungschef. Das ist in den Parteien spürbar, die Nervosität zu beobachten, die jetzt schon da ist, macht Spaß. Interviews rufen bereits mehr Reaktionen hervor, die Leute positionieren sich. Traditionell bekennt sich die LSAP kurz vor den Wahlen zu ihren alten Tugenden, gerade relativ offensiv. Auch die Personalisierung des Wahlkampfes trägt

„Wir erleben eine konstante Überforderung.“

Caroline Mart, Fernsehmoderatorin

zur Spannung bei, in Luxemburg waren Personen immer schon ausschlaggebend. Das ist nicht nur negativ, Inhalte werden immerhin durch Personen verkörpert. Den Politikern muss man auch als Menschen vertrauen, dass sie Dinge umsetzen.

Das Problem mit der Personalisierung liegt aber darin, dass sich über die grundsätzliche ideologische Ausrichtung der Wähler nur bedingt Aussagen machen lassen.

Einen einheitlichen *Wiewerwellsen* gibt es sicherlich nicht, viele *panachieren* so, dass ihre Wahl eigentlich keinen Sinn ergibt. Andere haben verschiedene Koalitionen vor Augen, wenn sie ihr Kreuz machen. Ein weiteres Phänomen sind die Umfragen und Studien der Universität über die Jahre, sie werden oft in Frage gestellt, aber ich habe viel aus ihnen gelernt. Zum Beispiel, dass Wahlentscheidungen sich dem Rhythmus des Lebens angepasst haben, also immer schneller. Wenn in der letzten Woche vor den Wahlen etwas Entscheidendes passiert, verändert das den Ausgang. Immer mehr Menschen entscheiden sich erst in der Wahlkabine. Und die vielen strukturierenden gesellschaftlichen Elemente, wie früher die katholische Kirche oder die Gewerkschaften, haben an Bedeutung verloren. All das mischt auf. Die *Lenert/Bettel-Battle* dürfte spannend werden, auch aufgrund der unterschiedlichen Persönlichkeiten.

Der Beruf des Journalisten ebenso wie der öffentliche Diskurs haben sich stark verändert. Die Art und Weise, wie auf Social Media kommuniziert wird, schwappt auf die reale Welt über, Krisen gibt es ohne Ende. Den Medien wird oft vorgeworfen, die Polarisierung zu verstärken. Wie sehen Sie in diesem Kontext die Rolle und Aufgabe der sogenannten Leitmedien, auch die von RTL?

Wir geben uns Mühe, uns immer wieder zu hinterfragen und unseren öffentlich-rechtlichen Auftrag ernst zu nehmen, auch wenn uns das Gegenteil unterstellt wird. Ich bin dankbar, eine Sendung wie *Kloertext* moderieren zu können, wo wir nicht nur auf ein paar Zeichen reduziert sind. Diskussionsplattformen sind wichtig, um in die Tiefe zu gehen. Ansonsten verstärken soziale Medien nur das, was schon in uns drin existiert. Wir reagieren stärker auf schlechte Nachrichten, Zuspitzungen funktionieren. Da muss man gezielt dagegen arbeiten. Hinzu kommt, dass die Welt so komplex geworden ist, dass wir bei Erklärungen schnell auf Nebenpfaden landen, und Eingrenzung aber auch wichtig ist. Wir erleben gerade eine konstante Überforderung durch die angsteinflößenden Nachrichten, die von überall auf uns einprasseln. Ich bin froh, dass ich nicht mehr jung bin – ich mache mir aber viele Gedanken, was auf meine Kinder zukommt. Ich kann Menschen verstehen, die einfach die Scheuklappen aufstellen. Oder den Reflex, einfache Lösungen zu suchen. Unsere Aufgabe sehe ich darin, dagegen zu steuern.

Wo liegt denn Ihr Smartphone, wenn sie abends schlafen gehen?

In meinem Schlafzimmer, aber ein paar Meter entfernt in der Bibliothek. Aber ich habe den falschen Job, um den *droit à la déconnec-*

tion zu praktizieren. Das muss man akzeptieren. Würde ich meine Stunden in der Theorie zählen, also jedes Mal, wenn ich etwas lese oder mich informiere, käme ich auch auf Junckers 17 Stunden-Tage. Er sagte ja, er arbeite quasi permanent.

Ist es immer noch schwieriger, Frauen dazu zu bewegen, sich in Ihren Sendungen zu äußern?

Es hat sich ein wenig verändert. Lange Zeit sagten Männer sofort Ja und Frauen zögerten eher. In meiner Studienzeit wurde schon darüber gesprochen, dass Frauen in Gesprächsrunden mehr unterbrochen werden, dass sie mehr im Konjunktiv sprechen – und dass Männer eher postulierend und apodiktisch sagen: *Sou ass dat*. Heute haben junge Frauen mehr Selbstvertrauen und setzen nicht mehr unbedingt drei Konjunktivsätze vor ihre Aussagen. Generell ist der Pool an Gästen, die wir einladen können, klein. Im Finanzbereich etwa eine weibliche Person zu finden, die ganz oben mitspielt, ist nicht einfach. Eine weitere Schwierigkeit liegt in der Sprache. Wir haben nun eine Universität mit Experten, müssen aber ein passives Verständnis des luxemburgischen voraussetzen, um teilnehmen zu können. Da sind wir pragmatischer geworden, jemand kann sich auch mal auf Französisch und Deutsch ausdrücken. Die Toleranz ist dafür größer geworden.

Was hat sich sonst für Frauen im Job verändert?

Es ist immer noch so, dass es bei einer Frau nicht als natürliche Autorität angesehen wird, wenn sie jemanden unterbricht. Ich erinnere mich an ein Interview mit Jos Daleiden von der CGFP, in dem ich ihn nach vier oder fünf Minuten monologisierender Antwort unterbrochen habe. Da schaute er mich schockiert an und sagte: *Sou nit, Madame*. Als ich anfangen habe zu arbeiten, wurde ich verniedlicht, nicht ernst genommen. Ich war die einzige Frau in der Redaktion, mir wurde auf die Schulter geklopft, ich wurde *Modi* genannt. Davon sind wir weit entfernt – aber es ist eine Illusion, zu denken, wir seien gleichberechtigt und bräuchten Feminismus nicht mehr.

Für Frauen, die in der Öffentlichkeit stehen, besteht ein überproportionales Risiko für Mobbing, Drohungen und Belästigung. Was haben Sie dahingehend erlebt?

Ich bin bewusst nicht auf den sozialen Medien, das ist ein Luxus, den ich mir leisten kann, auch weil ich keinen Meinungsjournalismus mache. Es dient mir aber auch als Schutz. Während des Jugoslawien-Krieges und der Flüchtlingskrise interviewten Maurice Molitor und ich den damaligen Minister Luc Frieden, der zu dieser Zeit Minister mit dem kalten Herzen genannt wurde. Die Flüchtlingsfamilien wurden von der Polizei ziemlich rabiat behandelt. Eine der Fragen, die wir ihm stellten, war, ob die Form nötig sei – eine ganz normale journalistische Frage. Daraufhin regnete es wochenlang Briefe, sowohl auf der Arbeit wie auch zuhause, zum Teil unfrankiert, um zu zeigen, dass meine Adresse bekannt ist. Sie enthielten Vergewaltigungsfantasien und Drohungen, auch gegen meine Kinder. Das macht Angst, weil es natürlich der Realität entspricht, weil diese Dinge passieren und man als Frau meistens physisch schwächer ist als ein Mann. Diese Konfrontation mit dem Hass hat mich schon wachgerüttelt – als ich im Bus saß, habe ich mich umgeschaut und mich gefragt: Wer könnte es sein?

Sie haben drei Kinder. Der Job ist stressig. Der Télécran nannte sie 2007 „den besten Beweis, dass sich Familie und Beruf mit viel Organisationstalent verbinden lassen“. Mit wie viel mum guilt?

Ich hatte permanent ein schlechtes Gewissen. In meiner Generation gab es keinen Elternurlaub. Als ich nach vier kurzen Monaten zurückmusste und die Versorgungsinfrastruktur klein war, war es schwierig. Es gab wenig Sensibilisierung und kaum Verständnis, weil die meisten Journalisten Männer waren, deren Frauen entweder in Teilzeit in einem kinderfreundlichen Beruf oder gar nicht gearbeitet haben. Das Ganze hat einen hohen Preis verlangt, da ich auch kein anderes Netzwerk hatte – meine Mutter habe ich jung verloren. In diesem Beruf hätte es ohne Kindermädchen nicht geklappt.

Das Interview als Form nennen Sie eine psychologische Übung. Was macht ein gutes Interview aus?

Wie im Tennis kann ich einen Ball schießen, aber es hängt alles davon ab, wie er zurückgeschossen wird. Hat der andere etwas zu sagen? Und was? Kann die Person es formulieren? Es hat viel mit sich drauf Einlassen zu tun, und mit Zuhören. Das Schlimmste ist meiner Ansicht nach eine vorgefertigte Meinung, diese zu sehr einzubringen, oder zu versuchen, eine Aussage aus einem heraus zu zwingen. Vor allem bei Menschen, die ich glaube zu kennen, oder schon oft interviewt habe, muss ich versuchen, der Person wieder unvoreingenommen zu begegnen. Ich möchte allen Menschen mit dem gleichen Grundrespekt begegnen. Meine persönlichen Überzeugungen spielen da keine Rolle, so verstehe ich mein Metier.

Was halten Sie denn vom sogenannten No-Platforming, also extremen Meinungen kein Mikro zu bieten?

Es ist es wichtig, alle Denkströmungen zu repräsentieren, denn das Opferstatut, das manche Menschen herbeibeschwören, sollte nicht unnötig verstärkt werden. Ein Ausschlussfaktor für die Sendung ist, wenn man Dinge nicht mit Argumenten belegen kann oder pöbeln will. Ich habe aber keine Berührungsängste gegenüber kontroversen Positionen, ich finde den Austausch im Gegenteil sehr wichtig. Es gibt keine bessere Art, Thesen zu entmystifizieren, als sie in einem ausgereiften Format mit anderen Argumenten zu konfrontieren. Es gibt Leute, die kommen in den sozialen Medien sehr aggressiv daher, benehmen sich in der Sendung dann ganz anders oder es fällt auf, dass sie nicht ausreichend Argumente haben. Die Zuschauer können sich dann selbst ihre Meinung bilden. Ich denke, wenn die Meinungsvielfalt nicht mehr repräsentiert wird, verlagert sich der Diskurs.

Dies ist der letzte Wahlkampf, den Sie in dieser Form begleiten. Was hält die Zukunft für Sie bereit?

Ich habe eine Exitstrategie, mehr will ich dazu nicht sagen. ●

Zur Person

Caroline Mart, Jahrgang 1960, hat während ihrer Kindheit zum Teil in New York und Brüssel gelebt und die Europaschule besucht. Nach ihrem Kommunikationsstudium in Brüssel fängt sie 1985 bei RTL an, zunächst als Radiomoderatorin. Später wechselt sie zum Fernsehen, wo sie die täglichen Abendnachrichten moderiert und die Kultur verantwortet. Es folgen Talk-Formate und seit 2007 ihre Flagship-Runde „Kloertext“. Seit 2007 ist sie auch stellvertretende Chefredakteurin des Senders. ^{sp}

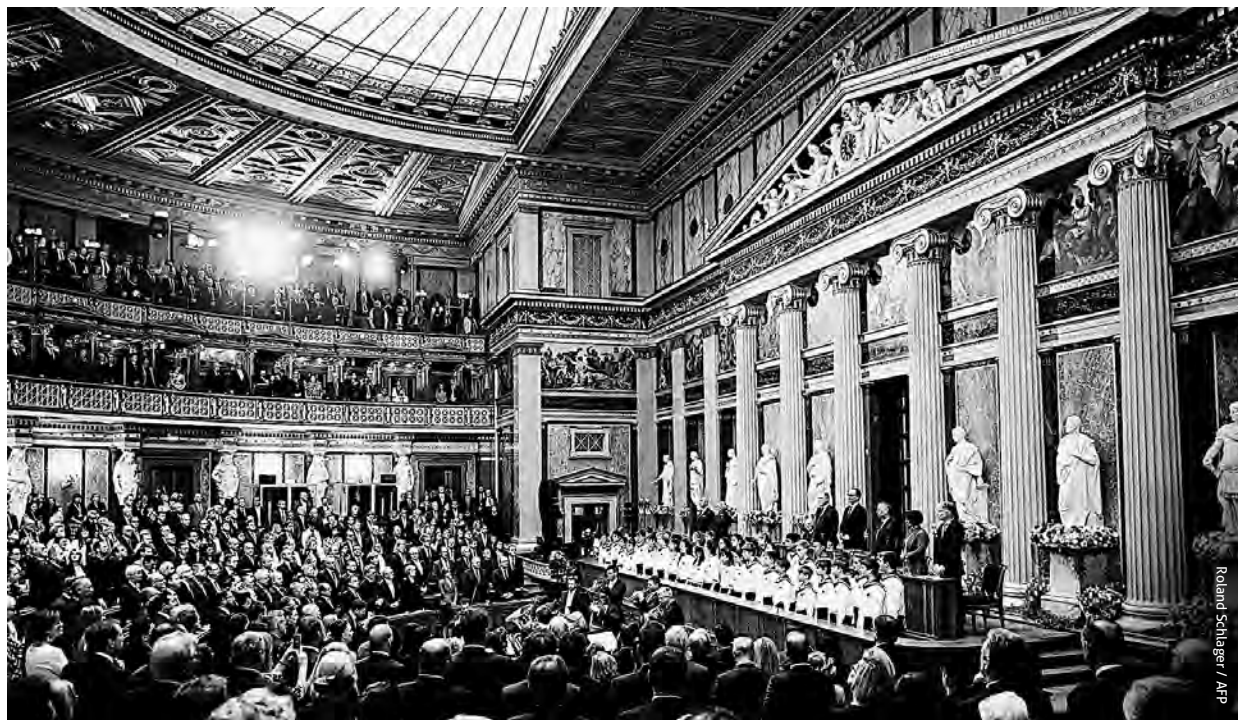
ÖSTERREICH

Neues Haus, neuer Stil?

Irmgard Rieger

Schwarz schimmernd, mit goldener Verzierung: Der edle Konzertflügel aus dem renommierten Haus Bösendorfer in der Eingangshalle des Parlaments in Wien ist in seiner glänzenden, dem Jugendstil nachempfundenen Pracht ganz nach dem Geschmack von Nationalratspräsident Wolfgang Sobotka. Der frühere österreichische Innenminister, der seiner Volkspartei einen harten Law-and-Order-Kurs vor allem in der Migrationspolitik vorgegeben hatte, hat den Flügel schließlich selbst angeschafft und präsentiert sich als Schöngeist: Gegen vehemente Kritik ob der hohen Kosten hat Sobotka seine Entscheidungsbefugnis bei der Renovierung des österreichischen Parlaments genutzt und eigenwillige künstlerische Akzente gesetzt. Über die Debatten um die Kosten von 3 000 Euro Miete pro Monat sieht der 67-jährige Langzeit-Parlamentarier und Musiker nonchalant hinweg.

Zur Wiedereröffnung nach fünfjähriger Sanierungs- und Umbauzeit jedoch wünschte sich Sobotka dann Immaterielles, nämlich eine neue Tonart im Plenum: Mehr gegenseitiger Respekt, mehr Konsens, mehr sachliche Debatte sollen mit der baulichen Erneuerung in den politischen Prozess einziehen. Dass es um den Parlamentarismus in Österreich, zumindest dessen Ansehen bei den Bürger/innen, nicht allzu gut bestellt ist, belegten zuletzt Umfragen. Das Marktforschungsinstitut Soras erhob zu Jahresbeginn, dass nur mehr 38 Prozent der Befragten Vertrauen ins Parlament haben – acht Prozent weniger als im Vorjahr. Zu mehr „Aufmerksamkeit,



Zur Eröffnung des renovierten Parlamentsgebäudes am

12. Januar sang der Wiener Knabenchor

Achtsamkeit und Anstand“ rief denn auch die ehemalige Präsidentschaftskandidatin und Parlamentarierin Irmgard Griss bei der Eröffnung des Hauses auf.

Doch gerade aus dem Munde Sobotkas klangen derlei Ermahnungen für viele zumindest erstaunlich. Hatte sich derselbe Sobotka als Vorsitzender doch gerade bei einem der wichtigsten parlamentarischen Instrumente, dem Untersuchungsausschuss, alles andere als feinsinnig gezeigt. Der Ausschuss, der im Nachklang der Ibiza-Affäre eingerichtet worden war, sollte Korruption vor allem in den Reihen der Freiheitlichen und der Kurz-Volkspartei aufklären. Geringe Gesprächsbereitschaft, zeitraubende Geschäftsordnungsdebatten und Erinnerungslücken vor allem in den konservativen Reihen führten jedoch dazu, dass der Ausschuss weit unter den Möglichkeiten blieben, bis er durch einen adminis-

trativen Trick unter Sobotka nun ohne Option auf Verlängerung abgeschlossen werden musste.

Sobotkas Haltung stand dabei in eklatantem Widerspruch zu einer Regierungsankündigung, die Justizministerin Alma Zadic von den Grünen einen Trumpf überließ: Gemeinsam mit EU- und Verfassungsministerin Karoline Edtstadler präsentierte sie neue Anti-Korruptionsgesetze, die Lehren aus den untersuchten Vorgängen ziehen und beispielsweise Mandatskauf strafbar machen. Bei einer Regierungsklausur zu Jahresbeginn bemühten sich die Koalitionäre, gemeinsamen Arbeitseifer und Geschlossenheit zu zeigen. Kanzler Karl Nehammer und Vizekanzler Werner Kogler präsentierten einen ambitionierten Arbeitsplan, der neben der Korruptionsbekämpfung vor allem Fortschritte in Richtung Energiewende bringen soll.

Dass die gemeinsame Arbeit bei fundamentalen Mentalitätsunterschieden der Regierungsparteien nicht leicht von der Hand geht, daran ließen die Spitzen keinen Zweifel. Genauso entschieden zeigten sie sich jedoch in ihrer Absicht, die volle Regierungsperiode durchhalten zu wollen. Während spektakuläre „Leuchtturmprojekte“ in den jetzigen Ankündigungen fehlen, zeugen kleinere Schritte, etwa in den Pensionsregelungen, durchaus von Übereinkünften und gemeinsamem Ringen der Beteiligten, angesichts der multiplen Krisen von Teuerung bis Personalmangel in vielen Bereichen der Arbeitswelt Lösungen zu suchen. Nach regulärem Zeitplan liegen noch rund 18 gemeinsame Monate vor den Koalitionären – viel Zeit, um sich in Kleinarbeit aufzureiben oder sich doch noch näher zu kommen. Spätestens im Herbst 2024 wird wieder gewählt.

Indessen funkt die Wahl an diesem Wochenende im wichtigen Bundesland Niederösterreich, wo die ÖVP bislang gewohnheitsmäßig mit bequemer Mehrheit das Zepter führte, Störfrequenzen ins benachbarte Wien. Dort ist es einmal mehr das wieder aufflammende Thema Asyl und Migration, das die Stimmung dominiert – und die Debatte um die Klimaaktivisten von der „Letzten Generation“, die mit spektakulären Aktionen wie Festkleben auf der Fahrbahn das Klimathema in den Vordergrund rücken wollen.

Die ÖVP grenzt sich vehement ab, Landeshauptfrau Johanna Mikl-Leitner fordert streng härtere Strafen für die „Klimakleber“ und „Klimachaoten“. Die Grünen hingegen zeigen eingedenk ihrer Genese aus der Umweltbewegung Verständnis für die Alarmstimmung. Umweltministerin Leonore Gewessler findet eine Tempobeschränkung auf Autobahnen auf 100 Stundenkilometer „absolut sinnvoll“ und verweist auf die beschlossene Unterstützung für Fotovoltaikanlagen und vereinfachte Genehmigungen für Wind- und Solarkraftwerke. Für die ÖVP liegt der Schlüssel für eine Lösung des Klimathemas dagegen eher in Innovation – mit Rücksicht auf die zahlreichen Pendler im Flächen-Bundesland Niederösterreich.

In Gestalt des Vorsitzenden Herbert Kickl mischt in dieser Gemengelage die zwischenzeitlich krisengeschüttelte Freiheitliche Partei wieder massiv mit. Erneut setzt Parteichef Kickl das Thema Asyl und Migration prominent auf die Agenda und bringt damit die ÖVP, mehr noch aber die SPÖ unter Druck. Umfragen sehen die FPÖ in Niederösterreich auf dem zweiten Platz, deutlich vor der SPÖ. ●

GROSSBRITANNIEN

17 Jahre lang antisemitisch

Daniel Zylbersztajn-Lewandowski

Die National Union of Student (NUS), die nationale britische Student/innengewerkschaft, hegte jüdischen Student/innen gegenüber 17 Jahre lang eine feindlich gesinnte Kultur. So das Ergebnis eines am 12. Januar veröffentlichten unabhängigen Untersuchungsberichts, den die NUS selber in Auftrag gegeben hatte.

Erst im November wurde die NUS-Vorsitzende Shaima Dallali aufgrund von in einer weiteren Untersuchung betätigten Vorwürfen des Antisemitismus aus dem Amt entlassen. Sie weist die Vorwürfe weiter von sich. Die für die jetzige Un-

tersuchung verantwortliche Rechtsanwältin Rebecca Tuck gab an, dass die NUS – praktisch der Dachverband aller Student/innengewerkschaften im Vereinigten Königreich – unzureichend gegen Antisemitismus vorgegangen sei.

Jüdische Student/innen mussten innerhalb des NUS Antisemitismus und Anfeindungen auf Grund von Vorurteilen über sich ergehen lassen. Dies geschah vor allen während Konferenzen und Veranstaltungen. In einem der Fälle wurde einer jüdischen Studentin gesagt, man hoffe, sie genieße ihre süße Cola, welche mit dem Blut toter

Babys hergestellt worden sei. Anderen Student/innen wurde mitgeteilt, dass es sich bei den Vorschlägen zum Ausschluss jüdischer Kandidat/innen aus der Antirassismusgruppe der NUS nicht um die Endlösung handele. Ein anderer Student wurde bei einer Veranstaltung nicht an der Bar bedient, weil er eine jüdische Kopfbedeckung trug, während einem Vertreter des jüdischen Studentenvereins UJS gesagt wurde, der Verein sei genauso wie er selber vom israelischen Geheimdienst Mossad gesponsert. Auf einer „Weißes T-Shirt-Party“, wo neue Student/innen sich gegenseitig etwas auf T-Shirts schreiben, wurden

jüdischen Student/innen Hakenkreuze auf die T-Shirts gemalt, während sich in NUS-Aufenthaltsräumen wiederholt Aufkleber und Poster fanden, auf denen stand: „Hitler hatte recht“. Einem jüdischen Studenten wurde der Zugang zu einem geschützten Gebetsraum verweigert, weil man da eine Veranstaltung habe.

Der Empfehlung aus einer vorherigen Untersuchung, der jüdische Studenten/innenverband UJS solle eigene Gesandte in das NUS-Gremium für Antirassismus (Araf) stellen können, wurde nicht gefolgt. Rebecca Tuck gab weiter an, dass jüdische Student/innen oft nur noch als Juden per se gesehen würden, die direkte Verantwortung für Israels Politik trügen, ganz gleich, welche andere Identitäten sie hätten. In ihrer Anwesenheit werde oft geflüstert, bei ihrem Erscheinen würden Unterhaltungen plötzlich abgebrochen. Der Bericht enthält auch ein Zitat einer palästinensischen Studentin, die nach einer „Befreiungskonferenz“ des NUS 2022 bemerkt hatte, sie habe genug von jenen, die Einsatz für palästinensische Menschenrechte vorgeben würden, aber dahinter Antisemitismus versteckten. Laut Tuck gab es bereits in den 1970-er und 1980-er Jahren Vorfälle antijüdischer Haltungen, etwa mit dem Vorwurf, „Zionismus ist Rassismus“.

Der Präsident der jüdischen Studentenvereinigungen Großbritanniens UJS, Joel Rosen, erklärte nach der Veröffentlichung des Berichts, dass dieser beweise, dass antijüdischer Rassismus im Herzen britischer Student/innenpolitik liege. Die NUS habe Juden und Jüdinnen über Generationen missachtet. Der Bericht bestätige, „dass jüdische Studenten Diskriminierung ausgesetzt

Die britische Studentengewerkschaft NUS hegte jahrelang ein Umfeld, das jüdischen Student/innen gegenüber feindlich gesinnt war

waren und ihre Klagen zum Antisemitismus zur Seite geschoben wurden“.

Kat Stark, die Direktorin der NUS, akzeptierte den Bericht und alle seine Empfehlungen. Alle Mitarbeiter/innen der NUS müssten in Zukunft Lehrgänge zum Thema Antisemitismus belegen. Jüdinnen und Juden werde außerdem eine permanente Stimme zu Fragen der Gleichberechtigung gegeben. Es sei außerdem vollkommen möglich, sich für palästinensische Rechte einzusetzen, ohne dass so etwas in Antisemitismus arte. Dafür wolle man einen Leitfaden erarbeiten.

„Wir wollen gegenwärtigen, ehemaligen und zukünftigen jüdischen Studentinnen und Studenten sagen, dass uns der Antisemitismus, den ihr erfahren musstet, und die Momente, in denen ihr euch als nicht willkommen fühlen musstet, wirklich Leid tun. Ich möchte, dass alle jüdische Studenten wissen, dass ihr an den Hochschulen, Universitäten und in der NUS willkommen seid.“ ●

Découvrez chaque vendredi ce qui fait bouger le pays.

Sur papier et en digital.

Gratuitement pendant un mois. Faites le test.

zbelgacem@land.lu
(+352) 48 57 57 · 1

What happens in Davos...

... stays in Davos, dit-on parmi les habitués du World Economic Forum. Xavier Bettel s'est peut-être convaincu du contraire en voyant le titre d'une dépêche de l'agence *Asian News International* du 20 janvier : « Luxembourg PM told me he is Modi bhakt [fan] », y lit-on. Lors d'un meeting politique, un politicien du BJP a relaté une anecdote de Davos : « I met the Luxembourg PM... he got a photograph clicked with me. Then, he said: 'I am bhakt [follower] of Modi... show it to him ». Ce serait bien la preuve que Modi serait « hugely popular, not just in India, but across the world [...]

It makes me tremendously happy that PM Modi's charisma is not just spread across India but even in Davos ». L'info a été relayée par une partie des médias indiens, notamment le *Hindustan Times* et le *Times of India*, des journaux qui circulent à des millions d'exemplaires. Une conversation à Davos vient ainsi alimenter la campagne du parti hindou-nationaliste BJP. Contacté, le ministère d'État ne dément pas, mais souligne à son tour la bonne relation entre Xavier Bettel et Narendra Modi, qui aurait été « consolidée » durant l'India-Luxembourg Virtual Summit en 2020 (photo : ME). bt



Land

27.01.2023

Something's got to give



Le télétravail dévie les flux de frontaliers vers Paris, Francfort ou Bruxelles. Pourquoi continuer à affronter les trains bondés et les bouchons sur les autoroutes pour travailler en présentiel si on peut passer le gros de la semaine en mode home-office pour une boîte située dans son pays de résidence (même si elle se trouve à des centaines de kilomètres) ? « De plus en plus de frontaliers travaillant dans ces domaines [de l'informatique] quittent leur travail au Luxembourg pour pouvoir travailler en télétravail pour des sociétés de leur pays d'origine », notaient ainsi les représentants d'ICT Luxembourg à l'issue de leur rencontre avec Xavier Bettel sous la rubrique « positions défendues » du Registre des entrevues des ministres. Un récent sondage lancé par l'UEL auprès de ses membres révèle que près de deux entreprises sur trois pratiquent le télétravail. Or même parmi celles-ci, quarante pour cent disent avoir perdu au moins un candidat potentiel pour ne pas avoir pu lui proposer assez d'heures en télétravail. Le sondage

fait apparaître un large consensus (83 pour cent) : Les patrons se disent prêts à accorder deux jours de télétravail « ou plus » par semaine. Seulement voilà : Il faudra d'abord garantir aux frontaliers la « neutralité fiscale et de sécurité sociale » d'un tel arrangement.

Le lobby patronal appelle donc le gouvernement à « renforcer ses démarches proactives » auprès des pays-voisins. Afin d'assurer « sphère de sécurité », l'État luxembourgeois devrait négocier un relèvement des seuils fiscaux à 96 jours par an, lit-on dans l'étude de l'UEL. Un objectif qui semble très ambitieux, puisque le seuil vient d'être relevé à 34 jours pour la France et la Belgique. (Cette avancée reste timide, dix jours respectivement cinq jours de plus.) Suivant la signature de l'accord franco-luxembourgeois en novembre dernier, la ministre des Finances, Yuriko Backes (DP) avait indiqué que ces dispositions « pourront s'appliquer à compter des revenus perçus en 2023, le temps de définir, avant la fin de l'année 2024, une solution pérenne. »

La France est allée plus loin vis-à-vis de son voisin helvète. Les quelque 100 000 frontaliers français travaillant dans le canton de Genève peuvent désormais prêter quarante pour cent de leur temps de travail depuis leur domicile : Soit deux jours par semaine, la revendication de l'UEL. Or, si le travailleur pendulaire devait dépasser ce pourcentage, il sera soumis à

l'impôt sur le revenu en France et en Suisse, au prorata de l'activité réalisée dans ces deux juridictions. Restera à déterminer la hauteur de la « compensation adéquate » que les cantons et la Confédération (suisse) devront reverser aux départements et à l'État (français).

La pression est montée d'un cran ce mercredi. Les députés luxembourgeois ont écouté Katia Litim et Laurent Mertz, deux employés bancaires résidant en Belgique, présenter leur pétition qui exige « deux jours de télétravail par semaine pour tous, y compris les frontaliers ». Elle avait récolté 13 892 signatures, un record pour 2022. Les pétitionnaires ont mis en avant la question des « déséquilibres » entre frontaliers et résidents. « Au sein d'une entreprise ou d'un même service », certains pouvant travailler depuis la maison sans restriction légale, tandis que pour d'autres cette option est fortement limitée. Laurent Mertz, un ancien secrétaire général de l'Aleba, a pointé le risque de « délocalisations » que pourraient engendrer le manque de main d'œuvre.

La ministre des Finances, Yuriko Backes (DP), a expliqué que « cela ne vient pas d'un manque de volonté de notre part », et promet de continuer les négociations bilatérales, notamment avec l'Allemagne. Le député vert Charles Margue a douché les espoirs, rappelant l'obligation européenne de 75 pour cent de présence dans un pays pour y

bénéficier de la sécurité sociale. « Il ne faut pas se faire d'illusions, ce texte ne sera pas réformé », se fait-il citer dans *L'Essentiel*. Le gratuit titre en une : « Deux jours de télétravail, c'est non ! » Le ministre de la Sécurité sociale, Claude Haagen (LSAP), avait pourtant esquissé une piste. La Belgique aurait déjà assuré de manière informelle suivre la voie luxembourgeoise si aucun accord n'était trouvé. (La France ne se serait pas encore prononcée.) Haagen espère donc qu'un accord pourrait être trouvé au niveau de la Grande Région. Restera la question fiscale. Or, le Luxembourg s'est jusqu'ici toujours refusé aux rétrocessions fiscales. *Something's got to give.* bt

Position dominante

La Bundeskartellamt allemand vient de lancer une procédure contre PayPal Europe, l'entreprise de paiement en ligne dont le siège européen se trouve au Luxembourg. La procédure vise des clauses dans les conditions générales pour les commerçants « Nach diesen Vorgaben dürfen Händlerinnen und Händler ihre Waren und Dienstleistungen nicht zu niedrigeren Preisen anbieten, wenn die Kundinnen und Kunden für die Bezahlung eine günstigere Zahlungsmethode als PayPal wählen. » bt

„Co-création“

In den Bereichen Fintech sowie digitalisierte und personalisierte Medizin wollen Forschungsministerium und

Forschungsfonds (FNR) je ein „nationales Forschungs-Exzellenzzentrum“ entstehen lassen. Fünf bis acht Jahre lang würde jedes Zentrum mit 15 Millionen Euro vom FNR gefördert, um anschließend „in der Forschungslandschaft verankert“ zu werden, wie Forschungsminister Claude Meisch (DP) am Dienstag auf einer Pressekonferenz erklärte. Der Ansatz lässt sich verstehen als Investition der öffentlichen Hand in Themen von strategischer Wichtigkeit, die top-down festgelegt werden. So wird es in der 2019 von der Regierung beschlossenen Forschungs- und Innovationsstrategie beschrieben. Meisch betonte, es gehe einerseits um die Förderung von Spitzenforschung, andererseits um „Impakt für eist Land“. Womit Lösungen gemeint sind, die sich anwenden lassen und im besten Fall rasch zu Innovationen führen. FNR-Generalsekretär Marc Schiltz unterstrich, „von Anfang an“ werde in den Zentren eine „co-création“ zwischen Wissenschaft und Praxis angestrebt. „Es soll nicht so sein, dass auf der einen Seite die Forscher sitzen und auf der anderen der Sektor“. Meisch beantwortete die Frage, warum die Fintech-Initiative nicht

von der Finanzbranche selber finanziert wird, mit dem Hinweis, die Beteiligung von Unternehmen an den Exzellenzzentren sei „nicht ausgeschlossen“. Es sei nicht so, dass die öffentliche Hand mit den Zentren generell in eine Vorleistung tritt, die zu finanzieren dem Privatsektor zu riskant wäre, obwohl die Themen strategisch wichtig sind. Aus der Taufe gehoben werden sollen das Fintech- und das Medizin-Zentrum im März. Zwei weitere zu den Themen „Energie-Transition“ und „Zukunft der Bildung“ werden noch vorbereitet. Sie sollen aber wie die beiden schon konkreten Vorhaben in den Finanzierungsrahmen 2023-2025 des FNR fallen, aus dem für die Exzellenzzentren dann insgesamt 60 Millionen Euro aufgewandt würden. pf



Blanchiment

Pierre Sorlut

Acquittement surprise en Suisse pour l'ex-avocate du barreau de Luxembourg inculpée pour avoir blanchi l'argent des héritiers de la richissime vicomtesse Amicie de Spoelberch



La richesse des Spoelberch est liée à la brasserie Stella Artois à Louvain

La nouvelle se propage dans les rédactions via l'intervention de ses proches : l'ancienne avocate d'affaires, Farida Chorfi, condamnée à trente mois de prison en 2019 par la justice suisse (notamment) pour blanchiment aggravé, a été acquittée de ce chef d'inculpation à Genève en appel par l'arrêt du 22 novembre, communiqué cette semaine aux parties. Une revanche ou une réhabilitation pour son entourage. Face au *Temps*, son conseil Grégoire Mangeat espère que cet acquittement portera « un coup d'arrêt à l'entreprise d'écrasement pénal infligée » à sa cliente depuis huit ans et suffira « à la relever ». « Au moins, sa qualité d'avocate est restaurée », estime son mandataire.

Il s'agit aussi d'un soulagement en termes financiers. Le jugement du 9 décembre 2019 ordonnait à Farida Chorfi, 61 ans, de régler la somme de 35 millions d'euros aux héritiers de la vicomtesse Amicie de Spoelberch en dédommagement de 815 000 actions AB Inbev qui, selon les juges, leur appartenaient mais que Farida Chorfi avait caché dans de multiples banques en Europe et dans le monde. La justice suisse avait d'ailleurs placé sous séquestre le restant du magot, d'une valeur de quarante millions d'euros, retrouvé en Europe, mais aussi à Dubaï et Singapour. Certaines confiscations tiennent aux ramifications luxembourgeoises de l'affaire : des avoirs sur un compte ouvert à la Banque Rothschild à Genève au nom de LIA Victory Asset Management, une société d'investissement luxembourgeoise sanctionnée en 2017 par la CSSF pour manquements aux obligations professionnelles (après visite sur site consécutive aux Panama Papers). Entre autres comptes saisis, figure un enregistré chez Rothschild Genève au nom de Lombard International Assurance, le bancassureur international basé à Luxembourg qui propose des *wrappers* à ses clients sophistiqués (de l'argent placé dans une police d'assurance déposée en banque au nom de l'assureur).

Farida (aka Fara) Chorfi avait fait appel du premier jugement (*d'Land*, 13.12.2019) pour se voir acquittée sur toute la ligne. Les héritiers Bailo-Spoelberch avaient eux aussi déposé recours pour récupérer plus, à savoir la rondelette somme de 220 millions d'euros. Selon l'accusation, Fara Chorfi avait caché 695 000 actions de la société Interbrew, devenue AB Inbev, qu'elle aurait obtenus en escroquant Alexis et Patrice Bailo, héritiers de la vicomtesse Amicie.

Avocate aux barreaux de Bruxelles et de Luxembourg, Farida Chorfi était devenue en 2000 le conseil juridique d'Amicie de Spoelberch, alors 78 ans, et de son compagnon Luka Bailo, joueur invétéré de quinze ans son cadet. Elle avait réglé les points de droit pour leur mariage en 2001 à Luxembourg. L'avocate avait aussi conseillé la structuration patrimoniale. Le couple s'était domicilié au Grand-Duché pour des raisons fiscales. Ils y avaient acheté un appartement avenue du X Septembre, mais résidaient, lors de leurs passages, à l'Hôtel Parc Belair où la direction avait fusionné deux chambres pour leur plus grand confort. Le flambeur d'origine serbe avait eu deux fils (en 1979 et 1982) d'une précédente union avec la meilleure amie d'Amicie. Cette dernière a adopté les enfants (alors majeurs) en 2003. Luka Bailo est décédé en octobre 2004. Le semblant d'équilibre entre les parties a alors volé en éclat.

Les manœuvres de Farida Chorfi exposent les différents outils pour cacher l'argent, ici, en Suisse, à Dubaï ou à Singapour

Le 20 septembre 2005, Farida Chorfi a tenté de se faire nommer légataire universelle de la fortune de la vicomtesse Spoelberch en faisant authentifier par un notaire (vigilant) le testament manuscrit « dicté de toutes pièces à Amicie de Spoelberch ». C'est ce qu'ont retenu les juges luxembourgeois en 2017 à l'issue de quatre procès et d'une procédure longue de dix ans née d'une plainte d'Amicie de Spoelberch contre son avocate. La vicomtesse est morte le 21 mai 2008, mais l'assignation a été reprise par la fondation familiale Roger de Spoelberch puis par ses héritiers directs, les frères Bailo-Spoelberch... avant que ces derniers ne se rétractent en 2010. Le parquet a poursuivi. En 2016, la Cour d'appel luxembourgeoise n'ont pas condamné Farida Chorfi pour le vol des 915 000 titres Interbrew (dont 100 000 ont été restitués entretemps aux héritiers), faute d'éléments matériels quant à un vol ou quant à l'existence même des titres réclamés. Mais une partie a réapparu en Suisse. Des banques ont signalé des avoirs douteux à la lecture des coupures de presse sur le procès Chorfi au Luxembourg.

La justice helvétique a ouvert des poursuites pour blanchiment et a découvert 88 millions d'euros d'actifs répartis par l'avocate dans différents établissements. En première instance, la justice suisse a considéré que la possession par l'ancienne avocate, depuis mars 2005, des 815 000 titres dont les héritiers Spoelberch affirment avoir été dépouillés, « résulte bel et bien d'une infraction contre le patrimoine commise par Farida Chorfi ». Le dossier judiciaire révèle les multiples mouvements de compte : par exemple un million d'euros utilisés par la sœur de l'avocate pour s'acheter une maison en Belgique, et les retraits de cash dans les banques suisses. Apparaissent aussi entre 2011 et 2013 des virements consécutifs à des ventes d'actions (pour 760 000 euros) opérés depuis la Suisse vers

Victory Asset Management dont le directeur de l'époque (et dirigeant de Natexis quand les titres ont disparu en 2004) disait qu'ils étaient « régulièrement mis à la disposition de Farida Chorfi en liquide au Luxembourg ».

Le ministère public helvétique estime que l'avocate devenue gestionnaire de patrimoine a trompé les frères Bailo « en abusant de son influence sur eux à un moment de grande vulnérabilité » puisqu'ils venaient de perdre leur deuxième parent, leur père Luka Bailo, et qu'ils se « retrouvaient propulsés, sans plus aucune référence à leur famille de sang et à leur passé, dans les méandres d'une vie d'enfants adoptifs de la Vicomtesse de Spoelberch et par là d'héritiers d'une fortune colossale, à laquelle rien ne les avait préparés et alors qu'ils étaient à peine majeurs. » Les magazines financiers évaluent autour de 900 millions d'euros la fortune d'Alexis et de Patrice Bailo-Spoelberch.

Le parquet suisse remarque ainsi que « cette situation » a eu un « effet dévastateur sur leur santé physique et psychique, les frères souffrant d'addictions multiples ». On lit dans l'arrêt de 90 pages de la Cour d'appel de Genève qu'Alexis Bailo consommait environ trois grammes de cocaïne par jour et buvait quotidiennement deux grandes bouteilles de rhum. « L'alternance entre le rhum et la cocaïne l'empêchant de dormir, il prenait également des somnifères », est-il écrit. Son frère consommait entre 200 et 300 pilules de Stilnox par jour avant la mort de leur père, avant de basculer dans la morphine par injections veineuses. « Régulièrement, une vingtaine de personnes faisaient la fête chez lui pendant deux à quatre jours « sans dormir », lit-on encore.

De la conviction du bureau du procureur suisse puis des juges de première instance, Farida Chorfi avait abusé de ses connaissances en matière juridique et de sa qualité d'administratrice de sociétés représentant les intérêts des Bailo-Spoelberch pour les spolier, notamment en leur faisant signer le 15 décembre 2004 un accord de paiement d'honoraires correspondant à l'intégralité du coffre Oldcab détenu chez Natexis, ou « à tout le moins » 795 000 titres Interbrew représentant une valeur de 22 millions d'euros à l'époque. L'avocate était alors payée 10 000 euros par mois pour son activité de mandataire de la famille.

Les frères réfutent. Ils ne se souviennent d'ailleurs de pas grand chose. Ils n'expliquent pas leurs multiples signatures figurant au bas de documents attestant de transferts de propriété ou de déplacement d'actions. L'un des deux raconte qu'une fois l'avocate s'était présentée chez lui quelques années après le décès de son père. Elle avait sept valises remplies de dossiers qu'elle lui a demandés de contresigner, « ce qu'il avait fait sans lire les documents ». Puis il y a ce courrier manuscrit du 17 juin 2008, selon lequel les frères confirmaient la donation de leur société Oldcab. La lettre a été écrite de la main de Patrice Bailo, alors âgé de 29 ans, mais l'intéressé ne reconnaît pas son verbe et la formulation des phrases. Il avait déduit s'être fait dicter la copie par Farida Chorfi, ce que l'avocate conteste.

Interrogée par le ministère public sur les contradictions dans ses explications, Farida Chorfi a expliqué que l'affirmation faite au

juge luxembourgeois selon laquelle les 915 000 actions appartenaient, jusqu'au jour du dépôt de son mandat en 2006, à Oldcab et à ses bénéficiaires, était un « gros mensonge ». Dire la vérité aurait présenté des risques fiscaux pour les frères Bailo De Spoelberch ou violé une clause de confidentialité. Farida Chorfi prétend avoir hérité des actions dans le cadre d'une rémunération pour services rendus. Dans une convention, il est question d'un pour cent des avoirs de la famille, dans une autre, de dix pour cent. L'avocate explique qu'il s'agissait d'accords passés par voie orale avec les époux Bailo de Spoelberch de leur vivant. Le gros morceau tenait à la mission de retrouver les actions dont la vicomtesse avait héritées de sa famille et de les récupérer. Les 815 000 titres évaporés en 2004 serait sa part du pactole recouvré. (Ni l'endroit où le magot a été retrouvé, ni son importance, ne sont documentés.)

Or, pour justifier la provenance de ces actions à l'ouverture de ses comptes helvétiques, Farida Chorfi n'aurait présenté aux banques que la convention à un pour cent, « par souci de discrétion sur son patrimoine ». Elle n'a pas dit au juge luxembourgeois qu'elle avait acquis les actions Interbrew de manière licite et n'avait pas produit la convention d'honoraires car les frères Bailo étaient alors ses clients et elle n'avait pas « voulu violer le devoir de confidentialité à leur égard », est-il inscrit dans l'arrêt. Les magistrats suisses ont épluché les multiples documents apportés au compte-goutte sur les dix ans de procédure. « Chaque pièce peut être interprétée dans un sens ou un autre, confirmer une hypothèse ou en soutenir une autre, ce que les parties ne se sont pas abstenues de faire », écrivent-ils. Les capacités de discernement des héritiers Bailo au fil des ans laisse également planer un halo d'incertitude. Mais la Cour d'appel retient avant tout qu'il n'est pas établi que les accords de paiement signés par les frères Bailo le 15 décembre 2004 soient à l'origine de l'appropriation des actions par Farida Chorfi. Elle s'est emparée des titres en sa qualité d'administratrice d'Oldcab. « Faute de pouvoir démontrer la réalisation d'une infraction préalable, Farida Chorfi doit être acquittée du chef de blanchiment d'argent », concluent-ils. L'ancienne avocate reste néanmoins coupable de faux pour l'ouverture de comptes. La prévenue a en effet indiqué à trois reprises que sa sœur était l'ayant-droit économique. Elle écope ainsi de 250 jours-amende. Pile ce qu'elle avait effectué en détention provisoire et extraditionnelle. *Last but not least*, ce qui représente un réel manque à gagner pour les frères Bailo (et pour la Confédération helvétique qui devait hériter d'un surplus d'une trentaine de millions), les séquestres sur les comptes sont levés sans restriction. Les avocats des héritiers en Suisse indiquent au *Land* qu'un recours sera formé devant le Tribunal fédéral, l'instance suprême.

Conséquence indirecte de l'affaire Chorfi : les principaux dirigeants de Victory Asset Management ont été condamnés au pénal. Notamment, en 2020, le directeur de 2010 à 2017 qui avait dirigé précédemment, de 1999 à 2010, Natexis private banking. Pour ne pas avoir effectué la *due diligence* nécessaire au moment de l'accueil des fonds apportés par Farida Chorfi ou d'autres (comme ceux du beau père de Johnny Halliday, condamné pour fraude fiscale en France), le prévenu a écopé de 10 000 euros d'amende par voie de jugement sur accord (une sorte de plaidé coupable). ●

Gare à la descente

Georges Canto

Dopé durant une quasi-décennie par des taux bas, le marché immobilier européen tend vers une baisse des prix. La gravité de la casse dépendra du degré de la pente

Certains économistes et professionnels n'aiment pas parler de « marché immobilier », car le terme évoque une activité homogène, alors qu'elle est en réalité très segmentée : neuf vs ancien, résidentiel vs locatif, habitation principale vs résidence secondaire, sans parler de la dimension géographique, ces critères étant combinables entre eux. De plus, comme l'activité immobilière, pour des raisons historiques et réglementaires, mais aussi démographiques et sociologiques, s'exerce de manière très différente d'un pays à l'autre, il leur paraît encore plus abusif de parler d'un « marché immobilier européen ». Pourtant, au-delà des différences, il existe bel et bien des points communs, notamment dans la manière dont les marchés nationaux évoluent, et plus particulièrement dans les pays de la Zone Euro soumis aux décisions de la BCE. Car les mêmes causes y produisent les mêmes effets.

Soucieuse d'éradiquer l'inflation, qui a finalement atteint 9,2 pour cent en 2022 en zone euro (en octobre, les prix grimpaient au rythme annuel de 10,6 pour cent), contre cinq pour cent en 2021, la BCE a augmenté ses taux directeurs à partir de juillet. Ils sont passés de zéro à 2,5 pour cent en décembre par paliers successifs, la hausse la plus rapide de son histoire. Et ce n'est pas fini, si l'on en

La hausse des taux a des conséquences sur les banques et les ménages, mais les effets secondaires vont au-delà de la finance

croit sa présidente Christine Lagarde qui, le 23 janvier, a déclaré qu'ils vont encore croître « significativement et à un rythme soutenu pour atteindre des niveaux suffisamment restrictifs », car pour l'heure l'inflation en Europe est « beaucoup trop élevée ». Quant aux taux longs, ceux des obligations d'État à échéance de dix ans, très importants pour les crédits immobiliers, ils suivent une tendance haussière. Le *Bund* allemand, négatif en janvier 2022, a fini l'année à 2,08 pour cent. Le taux français est passé de 0,31 pour cent à 2,62 pour cent sur la même période.

Cette hausse est aussitôt répercutée par les établissements financiers sur leur clientèle. En France par exemple, où les taux sont plutôt plus bas qu'ailleurs, on est passé de 1,05 pour cent fin 2021 à plus de 2,5 pour cent sur vingt ans en janvier 2023. Il faut remonter à 2016 pour observer un tel niveau. Dans la plupart des pays d'Europe, ils sont déjà à trois pour cent ou davantage, contre 1,9 pour cent en juin 2022 en moyenne de la zone euro. Pour évaluer l'impact de cette hausse il faut considérer deux situations, celle des personnes en cours de remboursement d'un emprunt et celle des futurs acheteurs. Quand le crédit a été souscrit à taux fixe, ce qui est majoritairement le cas en Europe (y compris hors zone euro et même hors UE), il n'y a aucun impact sur les emprunteurs. Au contraire même, si l'inflation persiste et se traduit à un moment donné par une augmentation de leurs revenus, leur charge de remboursement sera allégée. Un phénomène bien connu dans les décennies 50 à 80 du siècle précédent, où il a favorisé l'accession à la propriété.

En revanche, s'il s'agit d'un crédit à taux révisable, les emprunteurs peuvent rapidement se trouver en difficulté. Dans certains pays où la formule est répandue comme le Royaume-Uni, l'Espagne ou la Pologne, des aides ont été mises en place pour permettre aux ménages de faire face à leurs engagements (*d'Land*, 13.01.22). Mais elles ne peuvent être que temporaires. Sauf pour les prêts proches de leur échéance, et à moins de renégocier les emprunts en cours pour les passer en taux fixe, la poursuite de la hausse des taux pourrait déboucher sur un scénario de type « subprimes » aux États-Unis en 2007-2008, qui fait figure de cauchemar : non seulement les ménages devaient vendre leur logement faute de pouvoir rembourser leurs prêts, mais les sommes tirées de la vente ne permettaient pas de solder le capital restant dû.

Concernant les futurs acheteurs, même avec un taux fixe, la situation se complique pour les primo-accédants, qui constituent l'essentiel des souscripteurs de crédits. De plus en plus de dossiers sont refusés par les banques, qui, en dehors de taux en hausse, ont aussi durci les conditions d'accès au crédit avec des apports en fonds propres plus élevés et des durées de crédit raccourcies, surtout dans les pays comme l'Espagne ou le Portugal où on pouvait emprunter sur quarante ans. En France, le nombre de crédits accordés a baissé de plus de vingt pour cent en 2022, une chute inédite depuis l'automne 2008 et qui a été particulièrement forte durant la seconde moitié de l'année. Sauf à reporter leur projet et à rester locataires, les ménages n'ont d'autre choix que d'acheter un bien moins cher pour le faire aboutir, ce qui signifie le plus souvent acquérir un bien plus petit, moins bien situé et de moindre qualité. La demande est donc appelée à se contracter sur ce segment du marché, que ce soit dans le neuf ou l'ancien.

Les professionnels estiment que la demande restera portée par les détenteurs de biens qui cherchent à les vendre pour en acheter de nouveaux. Ces acquéreurs sont peu sensibles au coût du crédit car ils n'en ont souvent pas besoin, ou pour un montant limité s'ils achètent plus cher que la valeur du bien cédé. Mais de plus en plus de vendeurs n'arrivent pas à écouler leurs biens aux prix demandés et certains finissent par les retirer du marché. En effet, en combinant ces différents facteurs on peut logiquement s'attendre à ce que les prix du marché (considéré dans son ensemble) baissent ou en tous cas n'augmentent plus.



La construction est lourdement impactée au Luxembourg

Dans une analyse publiée en juillet 2022, l'agence de notation S&P évoquait ainsi un « atterrissage en douceur » sur les principaux marchés en Europe, et plus précisément un « ralentissement de la hausse des prix de l'immobilier : près de dix pour cent en moyenne en 2021, cinq pour cent en 2022 et trois pour cent en 2023 ». « Nous avons atteint un point haut en matière d'activité et de prix immobiliers », résumait Sylvain Broyer, chef économiste pour la région Europe chez S&P. Dans certains pays comme le Royaume-Uni et surtout la Suède, la baisse est déjà bien amorcée. Début octobre 2022, la concurrente Moody's allait plus loin en évoquant « la probabilité grandissante d'une baisse des prix de l'immobilier en Europe sous l'effet du ralentissement de l'économie et de la hausse rapide des taux d'intérêt » qui vont provoquer une diminution de la demande de logements, également causée par la faible confiance des consommateurs. Pour l'agence, cette baisse des prix ne va pourtant pas permettre à davantage de ménages d'accéder à la propriété, leur pouvoir d'achat étant affecté par l'inflation générale.

Enfin, début décembre, une institution officielle, le Comité européen du risque systémique (ESRB selon le sigle en anglais) indiquait elle aussi que « les données sur les transactions et les enquêtes auprès des ménages montrent une baisse des intentions d'achat ou de construction, ce qui suggère une baisse des prix à court terme ». L'inflechissement du cycle immobilier dans plu-

sieurs pays de l'UE pourrait aussi toucher le marché de l'immobilier commercial, selon l'ESRB, avec comme effet cumulé « des pertes pour les investisseurs, l'accroissement du risque de crédit pour les banques et les prêteurs non bancaires, et une baisse de la valeur des garanties ». Cette inquiétude rejoint celle de Moody's pour qui « une forte baisse des prix, supérieure à quinze pour cent, serait de nature à mettre en difficulté des banques ayant acquis récemment des titres financiers adossés à des prêts hypothécaires, notamment en France, Italie, Espagne et aux Pays-Bas ». Les banques du nord de l'Europe sont les plus exposées à un retournement du marché, note Moody's, mais heureusement ce sont aussi celles qui disposent des « coussins financiers » les mieux garnis.

Les effets secondaires vont au-delà du monde de la finance. Le secteur de la construction est touché à la fois par la baisse de la demande de logements neufs et par la hausse des prix des matériaux. Au Luxembourg, le Stateg a révélé que 118 entreprises de ce secteur avaient fait faillite en 2022, soit trois pour cent de l'effectif total. Plus de la moitié avaient plus de cinq ans d'existence. Il faut ajouter à ce triste total trente cessations volontaires d'activité. Les optimistes pourront toujours faire valoir que la somme des faillites et des liquidations en 2022 (148) correspond très exactement à la moyenne des quatre années précédentes. Mais pour l'année 2023, les professionnels expriment de vives inquiétudes avec des livraisons de logements neufs qui pourraient chuter de quarante pour cent. ●

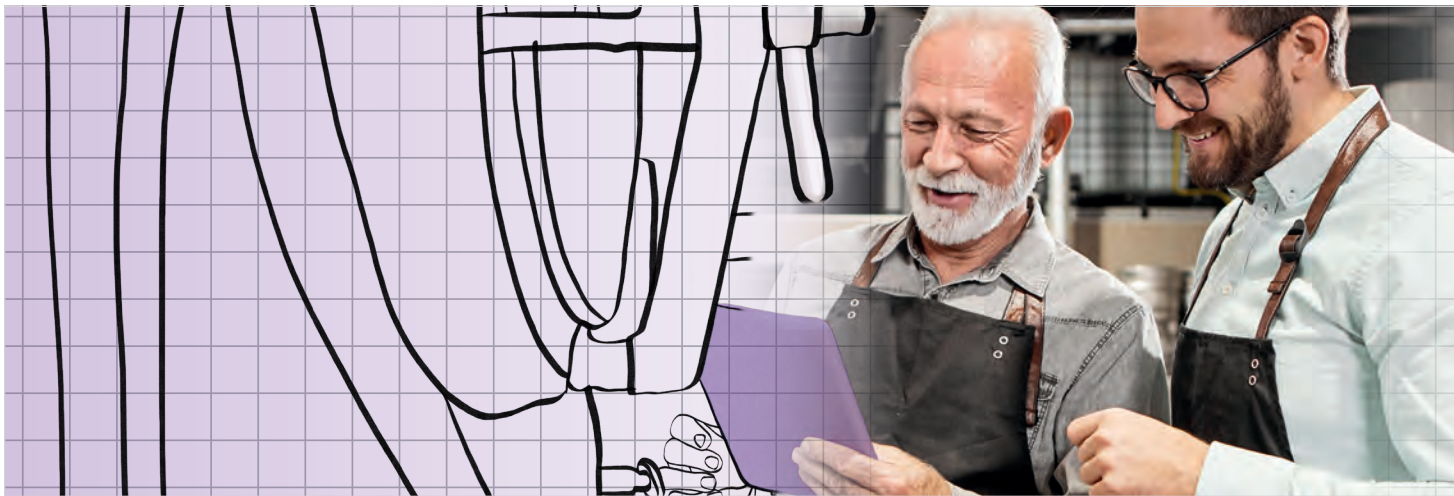
Disparités européennes

Société présente dans 18 pays européens, ERA Immobilier a publié fin novembre 2022 les résultats d'une enquête auprès de ses réseaux franchisés sur le Vieux Continent. Dans certains pays d'Europe du Sud – Albanie, Turquie, Malte, Bulgarie – les tendances observées ces dernières années restent d'actualité : des marchés tendus, avec des prix en hausse, où la construction de nouveaux logements peine à répondre à la demande. En revanche dans la zone Euro, les marchés basculent en faveur des acheteurs, après avoir été des marchés vendeurs pendant plusieurs années. Comme conséquence, après une longue période de hausse ininterrompue des prix de l'immobilier, les agents et les experts voient apparaître un « tassement des courbes », voire un changement de pente.

Le virage a déjà été pris au Royaume-Uni (où une baisse supplémentaire de neuf pour cent est attendue en 2023), en Suède, avec une baisse de douze pour cent en un an, qui pourrait atteindre vingt pour cent, ainsi qu'en Autriche et en Allemagne. Certains pays comme la Belgique restent stables, mais rassemblent les conditions pour un resserrement du marché, avec plus de biens en vente, et des acheteurs remis en position de force. Une baisse, ou au moins un ralentissement de la hausse, sont espérés en 2023 dans le reste de l'Europe où la surchauffe a rendu l'immobilier largement inaccessible dans les grandes villes, comme au Portugal, en Espagne, en République tchèque et aux Pays-Bas.

La France fait un peu bande à part, car le prix des logements anciens a continué d'y augmenter : + 4,5 pour cent en 2022. Sur les 18 plus grandes villes du pays, la moitié ont même enregistré une hausse supérieure à 5 pour cent du prix moyen des appartements. Cependant il s'agit toujours de chiffres inférieurs à la hausse générale des prix. Reste à savoir ce que sera l'année 2023, car le nombre de transactions, quoiqu'historiquement élevé, est orienté à la baisse. Mais pour Sandrine Levasseur, économiste à l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), si la hausse actuelle des prix va ralentir dans les mois à venir, une baisse est peu probable.

Selon ERA Immobilier, il faut surtout se préparer en Europe « à des transactions plus longues et des négociations plus équilibrées entre vendeurs et acheteurs ».



La banques des entreprises familiales depuis 1856.



Depuis 1856, la BIL accompagne l'activité des entreprises familiales et assure la bonne gestion de leur patrimoine. Découvrez nos solutions sur www.bil.com/monentreprise ou contactez directement votre Responsable de relation BIL.



M'as-tu-vu

La traditionnelle réception de nouvel an de la Fédération des industriels luxembourgeois fait office de grande foire patronale.

Ce mardi, l'événement était très couru, notamment par les politiques du DP, du CSV et des Verts.

(Le ministre socialiste de l'Économie se trouvait, lui, en mission au Costa Rica.)

Le photojournaliste du *Land*, Sven Becker, a réalisé un reportage sur cette partie de campagne



Représentants
patronaux et
ministres



Des députés du
CSV prennent la
pose avec
le Premier
ministre libéral



Portrait de
groupe des
ministres
libéraux



Fernand
Kartheiser
(centre)



Michel Wurth et
Joëlle Welfring



Corinne Cahen,
Lydie Polfer,
Sven Clement,
Jean-Louis
Schiltz et
Xavier Bettel

DIE KLEINE ZEITZEUGIN

Leo! Leo! Leo!

Michèle Thoma

Er hat JA gesagt! Der deutsche Kanzler hat JA gesagt!

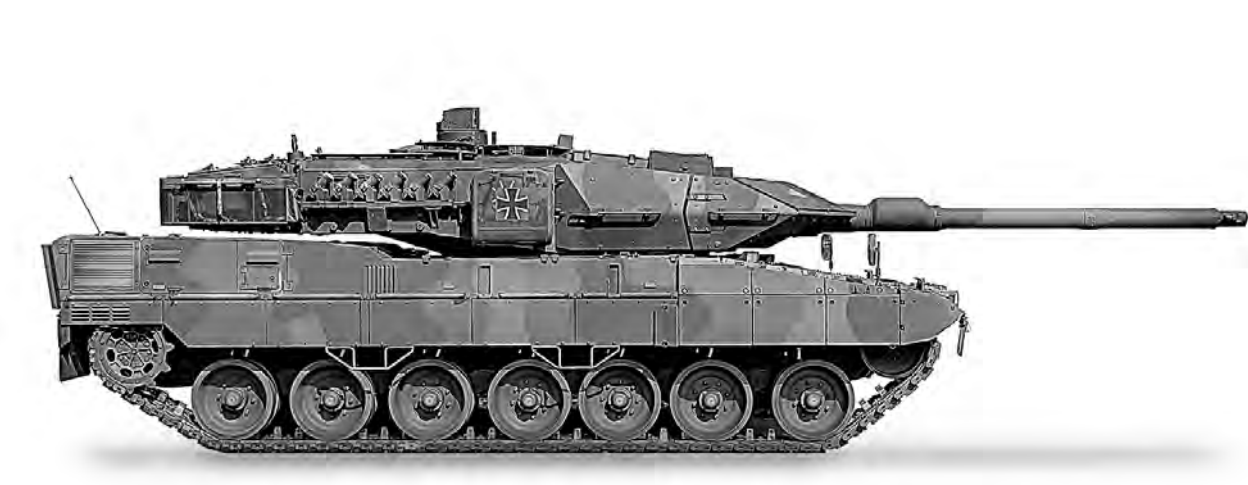
Endlich haben sie ihn rumgekiegt, Ewigkeiten lagen sie ihm in den Ohren mit Leo! Leo!, eine Abgeordnete mit Herr*innenfrisur im adretten Blusenlook sitzt ihm schon lange im stabilen Genick und peitscht ihn mit Panzer! Panzer! Schlachtgeheul vor sich her. Eine in Panzerologie beeindruckend bewanderte junge CDU-Abgeordnete plauderte in Talk-Shows so vertraut zärtlich vom Leo. Sie will unbedingt den Leo! Nichts als den Leo! Leo den Zweiten! Aber obschon alle an ihm zerrten und zupften und ihn stupsten und der Pole seine Leichenbittermiene aufsetzte und Macron markant schaute, spuckte der deutsche Bud-dha keine Panzer aus. Ja, schon ein paar, aber nur die aus dem Überraschungsei. Nicht die richtigen wichtigen. Sie haben einen harmlosen, mickrigen, geradezu lächerlichen Tiernamen.

Nicht ohne einmal mehr diplomatisch zu erwähnen, dass er nur ein kleiner Luxemburger ist sagt der luxemburgische Außenminister im ZDF-Interview nicht wirklich was, aber das gewohnt nett. So elegant redet er über das militärische Zeug, also, kleines Lächeln, Panzer, dass der Moderator ihn Diplomat nennt.

Die Sphinx im Kanzler-Amt denke eben. Nach. So erklärten das seine Parteigenoss*innen. Und so ein Denken dauert eben. Gut Ding will Weile haben. Gibt es nicht To Go aus dem Think Tank. Da wurde selbst schon der biedermeierlich in sich schlummende Anton Hofreiter kribbelig.

Jetzt ist es soweit. Und kaum ist es so weit, heißt es, nicht weit genug. Die paar hungrigen Panzer. Bis die einmal in Topform, bis die einmal passend frisiert zeitenwendig durch die Botanik flitzen, das kann dauern. Überall sind jetzt die Panzerolog*innen. Statt Virolog*innen. Die Virolog*innen haben jetzt mal fertig, bis auf Weiteres, Lauterbach ist Aktivist an der Kifffront. Bisschen Rotwein geht auch ok.

Der einzige Militärhistorikerprofessor Deutschlands schiebt Übersichten, immerzu muss er Militär erklären. Und Krieg. Die, die Krieg können, erklären den gebannt Lauschenden. Die Zuschauer*innen verstehen eben nichts mehr davon, vom Krieg, sie sind unblutige Lai*innen. Sie haben in Bubbles gelebt und kämpften höchstens an den Meinungsfrenten. Aber von so was archaisch Analogem mit echtem pfui! Blut verstehen sie Nüsse. Eintritt in die Kriegswirtschaft, fordert schluck! gar der in den Me-



Die paar hungrigen Panzer. Bis die einmal in Topform, bis die einmal passend frisiert zeitenwendig durch die Botanik flitzen, das kann dauern

dien uniformiert auftretende Oberst des Heeres der Bundeswehr. Nicht ohne zu beruhigen, dass trotzdem Kühlschränke hergestellt werden werden. Dann schwört er auf einen lang dauernden Krieg ein.

Grad war er doch noch auszuhalten. Er war da draußen, am Rand, in diesem Schmutzdelosten. Dort wo behelmte CNN-Journalistinnen sich auf aus löcherigen Katen krabbelnde wehrlose Weib-lein stürzen, um sie zu umarmen. Die alten Weib-lein sind möglicherweise Best Ager*innen, und in diesen Höhlen hausten sie auch schon vor dem

Krieg. Nur ging niemand hin, um sie zu umarmen und dabei gefilmt zu werden.

Jetzt geht was weiter. Die Weltuntergangsuhr wird von den Weltuntergangsexpert*innen mit einem kräftigen Ruck bis auf beinah Sense gestellt, wir sind knapp vor Doomsday! Und gerade noch protesteten wir uns zu. Übersütteten uns mit Wunschgold. In diesem mit herbei visualisiertem Schnee wattierten Zeitloch zwischen den Jahren. Wir hoffnungslos hoffnungsvollen Menschenkinder.

Und jetzt sterben so viele, jeden Moment, da draußen, im Osten. Um, so wird gesagt, unsere Westwertemenschlichkeit zu verteidigen. Und Assange, der auch unsere Werte verteidigt hat, schmort im Knast, weiter und weiter und weiter, und seine Lebenszeit schmilzt, weiter und weiter und weiter. Julian Home for Christmas ist Schnee von gestern. Weiter trudeln die kleinen Mutmachposts ein, United for Assange, die die letzten Getreuen routinemäßig liken. Und ähm im Jemen was ist Jemen? wo ist Jemen? ist Krieg.

Aber mit einem Krieg haben wir unsere Dosis. Mit Klima. Die Mosel steigt. Und vielleicht sind wir selber uaah! vom Aussterben bedroht? Immerhin, er hat Ja gesagt! Ja! Ja! Ja! Und sogar die USA mit ins Boot gekriegt, was als genialer Coup gilt. Ob das Boot ein Kriegsschiff ist, ist zwar noch nicht ganz klar. ●

ZU GAST

Die Ungleichheiten wachsen

Während immer mehr Menschen einem Armutsrisiko ausgesetzt sind, und inzwischen mehr als zehn Prozent der Lohnabhängigen, die tagtäglich einer geregelten Arbeit nachgehen, auf oder unter der Armutsgrenze leben, sprudeln die Gewinne im Kapitalbereich und landen – wie das im real existierenden Kapitalismus üblich ist – in den Taschen einer kleinen Minorität von Aktionären. Hauptursache für die Zunahme der Ungleichheiten ist die ungerechte Einkommensverteilung zwischen Kapital und Arbeit.

Verschärft werden diese Ungleichheiten dadurch, dass der bürgerliche Staat in der Auseinandersetzung zwischen Kapital und Arbeit nicht neutral ist, sondern sich immer dann, wenn es darauf ankommt, auf die Seite des Kapitals schlägt. Als verlängerter Arm des Staates sorgt die Regierung dafür, dass die Unternehmen und die Einkommen aus dem Kapital deutlich weniger besteuert werden als die Einkommen der Lohnabhängigen, und dass die öffentlichen Finanzen zugunsten des Kapitals systematisch umverteilt werden über alle möglichen finanziellen Zuschüsse und Beihilfen. Im Laufe der Jahre wurde der Anteil des Kapitals am Gesamtsteueraufkommen drastisch gesenkt, so dass die Schaffenden inzwischen zwei Drittel der direkten Steuern bezahlen, das Kapital aber nur ein Drittel.

Wer auf die Regierung hofft, um das zu ändern, wird vergeblich hoffen, denn die hat andere Prioritäten. Vergangenes Jahr trieb sie die Umverteilung allerdings besonders bunt, indem eine Indexmanipulation in Form der Verschiebung einer Indexbranche von der Regierung und der Chamber beschlossen wurde.

Das hatte für die Schaffenden zur Folge, dass sie – trotz der Auszahlung von (viel zu niedrigen) „Kompensationen“ an einen Teil der Lohnabhängigen – um eine Lohnabpassung betrogen wurden. Immerhin bekam fast die Hälfte aller Lohnabhängigen gar keine „Kompensation“. Für das Kapital war die Verschiebung der Indexbranche hingegen ein Geschenk in Höhe von Hunderten von Millionen Euro.

Dies könnte sich in diesem Jahr in gewisser Weise wiederholen, sollte irgendwann im Herbst eine dritte Indexbranche erfallen, denn im Tripartite-Abkommen vom 28. September 2022 steht ganz hinten zu lesen, die Regierung werde in dem Fall den Betrieben die Indexbranche aus dem Staatshaushalt kompensieren.

Ali Ruckert ist Präsident der KPL

Der OGBL, aber auch andere politische, gewerkschaftliche und soziale Organisationen unterbreiteten während der vergangenen Jahre immer wieder Vorschlägen, die darauf abzielen, die Ungleichheiten zu reduzieren.

Die Chambre des salariés fordert von der Regierung einen konkreten Aktionsplan, und die Kommunisten schlagen nicht erst seit gestern eine ganze Reihe von Maßnahmen vor, um die Ungleichheiten einzuschränken, beziehungsweise abzuschaffen Dazu zählen unter anderem die Erhöhung des Mindestlohns, des qualifizierten Mindestlohns, des Revis und der Mindestrente um 350 Euro im Monat, eine automatische Anpassung der Steuertabellen an die Inflation, die Einführung einer Reichensteuer und einer Vermögenssteuer für die Super-Reichen und eine höhere Besteuerung der Großbetriebe und der Banken. Abgesehen davon, dass die KPL einen Systemwechsel anstrebt, da der Kapitalismus die Ungleichheiten immer wieder reproduziert.

Generell fehlt aber die Erkenntnis, dass die Ungleichheiten unter den gegebenen Verhältnissen nur eingedämmt werden können, wenn sämtliche politischen und sozialen Kräfte, welche diese Ungleichheiten anprangern, zusammenarbeiten und entsprechende Initiativen ergreifen, um gemeinsam zu erreichen, dass die bestehenden Ungerechtigkeiten überwunden werden. Wer wird dazu den Anstoß geben? Es ist an der Zeit! ● Ali Ruckert

CHRONIQUES DE L'URGENCE

Chutzpah émiratie

Jean Lasar

L'annonce en a été faite le 13 janvier par le gouvernement des Émirats Arabes Unis : le patron de la compagnie pétrolière nationale, le sultan Ahmed Al Jaber, sera le président de la COP28, qui commence le 30 novembre à Dubaï. Il est aussi président et fondateur de Masdar, le conglomérat d'énergie renouvelable des Émirats, ce que n'ont pas manqué de souligner les apologistes de ce choix surprenant. Le représentant américain pour le climat, John Kerry, a ainsi estimé que les

différentes casquettes du sultan allaient « contribuer à réunir autour de la table toutes les parties prenantes requises pour bouger plus vite et à l'échelle ».

N'en déplaise à M. Kerry, la nomination d'Ahmed Al Jaber est un cruel pied-de-nez à l'humanité. Certes, la désignation des Émirats comme hôte de la COP28, intervenue en novembre 2021, était déjà le signe que les négociations internationales sur le climat avaient renoncé ne serait-ce qu'à l'apparence d'un engagement sérieux. Mais en nommant à sa présidence, toute honte bue, celui qui déclarait l'an dernier, que « les politiques qui visent à désinvestir des hydrocarbures trop tôt, sans alternatives adéquates viables, sont autodestructrices », les Émirats enfoncent le clou.

« C'est l'équivalent de nommer le CEO d'un producteur de cigarettes pour diriger une conférence sur les cures anti-cancer », a raillé Zeina Khalil Hajj, responsable des campagnes de l'organisation 350.org.

Loin d'annoncer une sortie progressive des énergies fossiles, l'entreprise que dirige l'entrepreneur sultan, Abu Dhabi National Oil Company (AD-NOC), qui extrait quelque 2,7 millions de barils de pétrole chaque jour, indiquait à la fin de l'an

dernier vouloir avancer à 2027 la date à laquelle elle porterait ce chiffre à 5 millions, contre 2030 précédemment. A prendre connaissance de ce nouvel objectif, qui n'aura pu que réjouir les actionnaires d'ADNOC, une autre analogie qui vient à l'esprit est celle de confier la gestion d'un centre de prévention des incendies de forêts à un pyromane avéré.

Car tous les panneaux photovoltaïques et toutes les éoliennes de Masdar ne serviront en rien à résoudre la crise climatique s'ils ne se substituent pas à des énergies fossiles. La stratégie du sultan Al Jaber consiste à accélérer massivement les émissions de gaz à effet de serre, alors qu'il est urgent de les réduire à zéro, tout en dépendant des dizaines de millions de dollars dans des budgets de communication destinés à présenter les Émirats comme une pétrocroatie visionnaire.

Ce qui est en jeu, c'est la crédibilité des pourparlers internationaux sur le climat – ou ce qu'il en reste. Pour les climatologues comme pour ceux qui espèrent encore parvenir à décarboner le monde assez vite pour éviter le pire, les COP sont de plus en plus déconnectées de la réalité. Les remettre en phase suppose de réinventer leur fonctionnement, pas de les organiser sur les rives du Golfe persique sous les auspices des rois du pétrole. ●

D'GEDICHT VUN DER WOCH



Wéi spannend

Jacques Drescher

D'Wale kommen ëmmer méi no: D'CSV wier eng Partei, déi leeft. Hir bescht Leit sinn an der Pensioun Oder leien um Nikloskierfecht.

D'LSAP fënnt, dass et Zäit ass Fir eng staark sozial Demokratie Um Neijoerschpatt zu Schengen An um Kéisowend zu Diddeleng.

D'DP wëllt mat Häerz a Séil A mat hirer Mattant um Knuedler Bleiwen. Si hunn all nach en Décke Kapp vum leschte Fouerpatt.

Déi Gréng wëlle gestalten Amplaz just verwalten. Si hätte gär Méi Plaz fir Foussgänger*innen An Nato-Opportunist*innen.

Rüstungspolitik im Großen und im Kleinen

Reiner Hesse

Die Panzerdebatte zeigt Schwächen der westlichen Rüstungspolitik der letzten Jahrzehnte auf



Der deutsche Kanzler Olaf Scholz vor einem Leopard 2-Panzer der Bundeswehr bei einer Übung in Norddeutschland im Oktober

Sie heißen Leopard 2, M1 Abrams, Challenger 2 und Leclerc. Sie sind Kampfpanzer und kommen aus deutscher, amerikanischer, britischer und französischer Produktion. Die Ukraine hätte am liebsten 300 Stück davon, um gegen Russland aus dem aktuellen Stellungskrieg herauszukommen und wieder die Initiative zu gewinnen. Beim Treffen von 50 Ukraine-Unterstützerstaaten vergangene Woche auf der US-Luftwaffenbasis Ramstein gab es dazu noch keine Abmachung. Während diese Zeile geschrieben werden, erfährt die Welt, dass Deutschland nun Leopard 2 an die Ukraine liefern wird und sich der Weitergabe der Panzer durch andere Länder nicht widersetzt. Die USA kündigten die Lieferung von M1 Abrams an, und der französische Präsident Emmanuel Macron lehnt die Abgabe von Leclerc-Panzern nicht grundsätzlich ab.

Kampfpanzer sind die am stärksten gepanzerten Akteure auch dem Gefechtsfeld und verfügen über Gleiskettenantrieb und eine Hochleistungskanone in einem Drehturm. Sie sind allen anderen Kampffahrzeugen an Panzerung und Feuerkraft überlegen. Weitere technische Details werden derzeit von allen Medien mehr oder weniger korrekt verbreitet.

Schützenpanzer sind zumeist ebenfalls mit einem Kettenlaufwerk ausgestattet und ergänzen die Kampfpanzer im Gefecht. Sie haben nur eine leichte bis mittlere Bewaffnung aus schwerem Maschinengewehr, Maschinenkanone und Panzerabwehr-Lenkraketen und bieten neben der Fahrzeugbesatzung (Kommandant, Fahrer, Richtschütze) Platz für sechs bis acht Soldaten, welche auf- wie abgesessen kämpfen können.

Nur im Verbund entwickeln Kampf- und Schützenpanzer ihre volle Leistungsfähigkeit. Kampfpanzer bekämpfen mit ihrer Hochleistungskanone feindliche Panzer auf große Distanz. Damit geben sie den Schützenpanzern Deckung, welche wiederum die Kampfpanzer vor feindlicher Infanterie schützen, die mit tragbaren Panzerabwehrwaffen gepanzerte Fahrzeuge vor allem seitlich und von hinten angreifen kann. Der isolierte Einsatz von Kampfpanzern wird mit Totalverlusten bestraft, wie die Türkei beim Einsatz von Leopard 2 gegen kurdische Kämpfer beziehungsweise den IS in Syrien erfahren musste. Insofern war die Verzögerungstaktik des deutschen Kanzlers Olaf Scholz riskant: Beide

Es stimmt, dass das westliche Rüstungsbudget deutlich höher ist als das von Russland. Aber durch die Zersplitterung der Produktion bekommen westliche Länder weniger Kampfkraft pro Dollar oder Euro als Russland

Waffensysteme hätten nacheinander verschlissen werden können, ohne signifikante Ergebnisse auf dem Gefechtsfeld zu liefern. Zugesagt wurden der Ukraine bisher Schützenpanzer aus Deutschland (40 Stück Marder), den USA (109 Stück Bradley) sowie Schweden (50 Stück CV90).

Der französische AMX10RC, den Präsident Macron der Ukraine versprochen hat, passt nicht in die übliche Panzer-Kategorisierung, da er übergreifende Merkmale aufweist. Er hat sechs Räder, muss aber wie ein Kettenfahrzeug durch Abbremsen der Räder einer Seite gelenkt werden. Eine relativ schwere Kanone vom Kaliber 105 Millimeter ist in einem Drehturm verbaut, aber das Fahrzeug kann nicht aus der Bewegung feuern. Seine Panzerung ist allgemein schwach. Das Gewicht von 15 Tonnen erlaubt die Luftverlegung, was besonders der Fremdenlegion ermöglicht, postkoloniale Ordnungsaufgaben in Afrika wahrzunehmen. Der Drehturm mit der schweren Kanone sieht weit martialischer aus als der tatsächliche Gefechtswert des AMX10RC auf dem ukrainischen Schlachtfeld sein wird. Als Frankreich ihn an die Ukraine zu liefern ankündigte, war das vor allem eine starke Symbolik, die den deutschen Kanzler unter Druck setzte.

Das Äquivalent zum deutschen Leopard 2 besteht nicht im AMX10RC, sondern im Kampfpanzer

Leclerc, dessen Lieferung Macron nicht mehr grundsätzlich ausschließt. Großbritannien wiederum hat angekündigt, 14 Stück seines Kampfpanzers Challenger 2 an die Ukraine abzugeben. So willkommen und nötig diese Lieferungen sind, so sehr sind sie auch ein logistischer Alptraum. Die acht aufgezählten Typen von Kampf- und Schützenpanzern bedingen jeweils eine spezifische Ausbildung, Ersatzteilversorgung und Instandhaltung. Das erinnert an die Ausstattung der deutschen Wehrmacht im Zweiten Weltkrieg. Sie verfügte über viel zu viele unterschiedliche Panzertypen, die teilweise sogar aus Beutebeständen stammten, beziehungsweise durch Fabriken in besetzten Ländern weiterproduziert wurden. Dies war ein strategischer Nachteil gegenüber der Sowjetunion und den USA, die sich auf wenige Typen in großer Stückzahl beschränkten.

Diese Zusammenhänge zeigen geradezu paradigmatisch eine Schwäche der westlichen Rüstungspolitik der letzten Jahrzehnte auf: Jedes größere Land produziert jeweils eigene Großgeräte, von der Haubitze über den Schützenpanzer bis hin zum Kampfpanzer. Dasselbe geschieht bei Systemen zur See und in der Luft. Die Hintergründe sind vielfältig. Sie reichen von militärischen Sonderwünschen über die Sicherung von Arbeitsplätzen und von eigenem Know-how bis hin zu Exportbeschränkungen durch deutsche Gesetze, welche eine Kooperation mit deutschen Firmen uninteressant machen. Die Folge sind jeweils geringe Stückzahlen bei entsprechend extrem hohen Stückkosten sowie die schon geschilderten Probleme bei Logistik und Instandhaltung im Bündnis. Es ist eine Sache, die Ukraine aus dem Bestand kurzfristig mit Großgerät zu versorgen. Es ist eine andere, nun schnellstmöglich die westliche, besonders die europäische Rüstungsindustrie anzuwerfen und dabei endlich die Fehler der Vergangenheit zu vermeiden. Das heißt, auf nationale Einzellösungen zu verzichten.

Es muss darum gehen, große Stückzahlen zu produzieren. Es stimmt, dass das westliche Rüstungsbudget deutlich höher ist als das von Russland. Aber durch die Zersplitterung der Produktion bekommen westliche Länder weniger Kampfkraft pro Dollar oder Euro als Russland. Nun müsste die Stunde der EU schlagen, denn wenn die etwas wirklich kann, dann ist es Industriepolitik. Man hat alles Mögliche mit EU-Normen versehen, das müsste auch im Rüstungsbereich funktionieren. Es

müsste jetzt eine langfristige Bedarfsplanung im Großen und entsprechende Perspektiven für die Industrie geben. Denn auch wenn der Ukraine-Krieg in diesem Moment zu Ende wäre, stünden gigantische Rüstungsprogramme an. Niemand wird auf Generationen hinaus dem Frieden mit Russland trauen. Es ist nicht einmal sicher, dass dies viel teurer wird als die kleinteilige Rüstungsproduktion, die sich Europa derzeit leistet.

Was im großen Kontext für die westliche Welt gilt, trifft im Kleinen auch auf die Luxemburger Rüstungs- und Beschaffungspolitik zu. Unlängst wurde für die Armee die Anschaffung schwach gepanzerter Fahrzeuge vom Typs Eagle 5 zu Aufklärungszwecken beschlossen. Das Lastenheft wurde von der Armee 2019 erstellt. Damals ging man noch davon aus, lediglich leichte Aufklärung durchzuführen: Beobachtung, ohne gesehen zu werden und unter Vermeidung von Feindkontakt. Zwischenzeitlich jedoch wurde die Anforderung an die Armee seitens der Nato auf „robust“ erhöht. Robust bedeutet zum Beispiel, durch Scheinangriffe weiche Stellen in der gegnerischen Front auszumachen. Wobei die Aufklärungsfahrzeuge durchaus unter Feindfeuer geraten und entsprechende Verluste entstehen können.

Stattfinden soll diese robuste Aufklärung im Rahmen eines binationalen Bataillons mit Belgien. Bei den politischen Debatten zum rezenten Fahrzeugkauf wurde in Nebensätzen angekündigt, es könne schwereres Gerät nötig werden. Belgien hat 2018 hypermoderne französische gepanzerte Späh- und Kampffahrzeuge der neuesten Generation vom Typ EBRC Jaguar bestellt. Erklärtes Ziel Luxemburgs ist logistische und operative Einheitlichkeit mit Belgien im binationalen Bataillon. Demnach kämen für unsere Truppe keine anderen Fahrzeuge infrage. Doch auch die schwereren EBRC Jaguar sind verhältnismäßig leichte, mit Hightech vollgestopfte Radfahrzeuge. Ob sie für Gefechte, wie sie derzeit in der Ukraine stattfinden, Mittel der Wahl sind, scheint zweifelhaft. Der Nato-Oberkommandierende für Europa, Christopher G. Cavoli, erklärte am 9. Januar auf einer Konferenz in Schweden: „Hard power is a reality. (...) The great irreducible feature of warfare is hard power and we have to be good at it. Cinetic effect is what produces effects on the battlefield. Cyber, information-operations and so on – very important, but if the other guy shows up with a tank you better have a tank.“¹

Einheitlichkeit in einem Bataillon ist ein guter Vorsatz. Nur wird er im Gesamtkontext wirkungsarm bleiben, wenn keine generelle Vereinheitlichung auf EU- beziehungsweise Nato-Ebene hergestellt wird. Wie die Dinge derzeit liegen, könnte das belgisch-luxemburgische Bataillon nur mit Frankreich sinnvoll zusammenwirken. Auch kann die bei der Luxemburger Armee angemahnte „Robustheit“ sehr viel schneller eingefordert werden und deutlicher ausfallen, als es die letzten Kammer-Debatten vermuten lassen. Zum Beispiel musste Verteidigungsminister François Bausch vergangene Woche im Parlament klarstellen, dass es sich bei dem Transportflugzeug A400M um veritables Kriegsgerät handelt und nicht primär um ein Mittel der Entwicklungs- und Katastrophenhilfe. Das zeigt, dass man sich geistig immer noch in einer Friedenslogik bewegt, die mittlerweile obsolet geworden ist.

Vieles muss neu gedacht werden, weil die letzten Jahrzehnte rüstungstechnisch und militärpolitisch auf eine ganz andere militärische Realität ausgerichtet waren. Die Streitkräfte der Nato waren auf planbare Einsätze mit wenigen leichten Truppen orientiert, um unter internationalem Mandat Friedenssicherung in exotischen Ländern zu leisten. Während nun wieder die Kernaufgabe der Nato angesagt ist: die Bündnisverteidigung in Europa unter den Bedingungen eines großräumigen konventionellen Landkriegs. In diesem Umfeld müssen sich westliche Streitkräfte unter Zeitdruck neu orientieren.

In Luxemburg sind die Zinsen, die Einkommensteuertabelle und Arbeitszeitmodelle ohne Zweifel legitime politische Themen im anstehenden Wahlkampf. Aber verlangt man von der nationalen Politik zu viel, wenn man annimmt, Krieg wieder als eine zwar nicht wünschenswerte, aber unter Umständen mögliche Option zu denken und zu benennen? Ändert die Wirklichkeit sich dadurch, dass man sie totschweigt? ●

Reiner Hesse ist Politikwissenschaftler und Soziologe. Er hat über Militärpolitik und Militärsoziologie geforscht.

¹ Rede zu Abschreckung und Verteidigung in Europa, am 9. Januar 2023 auf der Folk och Försvars Rikskonferens

Sonja Reichert,

nous a quittés au début de l'année 2023. Après avoir œuvré pour la Fondation de l'Architecture et de l'Ingénierie, elle a su redonner, avec Michel Petit comme rédacteur en chef, une nouvelle vie, à la *Revue Technique Luxembourgeoise* en tant que responsable à partir de 2009. Après la multitude de sujets liés à l'industrie sidérurgique, Sonja Reichert a réussi à ouvrir la revue vers des horizons nouveaux. Elle a publié des sujets aussi divers que la construction en bois, la protection des eaux, l'aménagement du territoire et l'aménagement paysager ou les énergies renouvelables. Elle a également développé l'excellente collection des « hors série » avec une belle mise en page développée d'abord avec Bohumil Kostohryz, puis avec Jan Heinze. Son activité très diversifiée lui a permis d'organiser pour l'Association luxembourgeoise des ingénieurs, architectes et industriels, (aujourd'hui l'Association des ingénieurs et scientifiques du Luxembourg) maintes expositions et conférences au Forum Da Vinci. Une personnalité débordant d'énergie et d'idées sans cesse renouvelées nous a quittés trop tôt. Alain Linster.



Berlin, Berlin

Die Luxemburger Filmwelt darf sich freuen. Sie hat diesen Februar wieder genügend Anlass, die Sektgläser in der Luxemburger Botschaft beim traditionellen Berlinale-Empfang zu erheben. Drei luxemburgische Koproduktionen, allesamt vom Filmfonds mitfinanziert, nehmen an der 73. Berlinale teil: *Ingeborg Bachmann – Reise in die Wüste* von Margarete von Trotta, eine Koproduktion von Amour fou mit Vicky Krieps in der Rolle der österreichischen Autorin, feiert im Wettbewerb Weltpremiere. Er zeigt eine beeindruckende Anzahl an luxemburgischer Schauspieler und Filmschaffender vor, etwa André Mergenthaler als Filmkomponist und Karoline Maes als Produktionsleiterin (Foto: Amour fou Luxembourg). *The Siren* von der iranischen Regisseurin Sepideh Farsi wird in der Nebensektion „Panorama“ gezeigt und thematisiert den Irakkrieg im iranischen Abadan des Jahres 1980. Unter anderem das Design und die Spezialeffekte

wurden hierfür im hiesigen Studio Picture Factory der Fabrique d'Images geschaffen, der Film wurde von Bac Cinéma koproduziert. Und die Kinder- und Jugendsektion „Generation“ hat den Animationsfilm *A Greyhound of a Girl* von Enzo d'Alò ausgesucht, eine Coming-of-Age-Geschichte über die elfjährige Mary, die davon träumt, eine berühmte Köchin zu werden – eine Koproduktion von Paul Thiltges Distributions. Die internationalen Filmfestspiele Berlin finden vom 16. bis zum 26. Februar statt. [sp](#)

Los Angeles, Paris

On se doutait un peu que, entaché par le scandale autour de l'acteur Florian Teichtmeister (voir *d'Land* du 20.01.23), *Corsage* avait peu de chance de figurer parmi les cinq nommés pour l'Oscar du meilleur film étranger. Les doutes se sont matérialisés, mais un Luxembourgeois foulera quand même le tapis rouge à Los Angeles le 12 mars car *The Red Suitcase* de Cyrus Nowshahr a été retenu pour la compétition de court-métrage de fiction. Le film de 18 minutes se déroule à l'aéroport du Findel, où



une jeune adolescente voilée d'origine iranienne hésite à récupérer sa valise rouge sur le tapis roulant. Une décision qui aura des conséquences sur la suite de sa vie. Le film arrive à point nommé avec l'actualité des révoltes en Iran, même si l'écriture et le tournage sont bien antérieurs. Produit par Cynefilms, c'est le sixième court du réalisateur qui est en train de préparer son premier long, *Le Refuge*. *Le Petit Nicolas – Qu'est-ce qu'on attend pour être heureux ?* (Bidibul Productions), qui concourait dans la catégorie du meilleur film d'animation, n'a pas été retenu. Il se consolera avec une nomination aux César dans la catégorie Meilleur film d'animation. *Ernest et Célestine : le voyage en Arabie* (Mélusine production) figure également dans la courte sélection pour ce prix. La 48^e cérémonie des César aura lieu le 24 février. [fc](#)

Deadline

Noch vor den Sommerferien soll ein Vorentwurf eines neuen Gesetzestextes zum Filmfonds dem Parlament präsentiert werden. Vergangenen Montag waren Kulturministerin Sam Tanson (Grüne) und Medienminister Xavier Bettel (DP) im Budgetkontrollausschuss, um die Probleme innerhalb der Struktur des Filmfonds zu besprechen. Die letzten Monate stand der Direktor des Filmfonds Guy Daleiden in der Kritik, da ein Bericht des Rechnungshofes im Oktober Unregelmäßigkeiten bei Abrechnungen und anderen

internen Angelegenheiten im Zeitraum zwischen 2009 und 2018 festgestellt hatte. Der Vorentwurf „könnte für den Filmsektor problematisch sein“, sagte Xavier Bettel, doch in erster Linie stünden nun Diskussionen mit ebenjenem Sektor auf dem Programm. Dass es eine Deadline für einen neuen gesetzlichen Rahmen für die zentrale Filmförderung gibt, dürfte die Präsidentin des Budgetkontrollausschusses Diane Aehm (CSV) freuen. Sie hatte Guy Daleidens Machtposition innerhalb des Filmfonds mehrfach beklagt und Reformen gefordert. Über den Gesetzentwurf wird in dieser Legislaturperiode nicht mehr abgestimmt werden. [sp](#)

ART CONTEMPORAIN

L'appel de Venise

Nommé en décembre 2022 par la Fondazione La Biennale di Venezia, le curateur brésilien et actuel directeur artistique du Museu de Arte de São Paulo Assis Chateaubriand – MASP, Adriano Pedrosa, assurera le Commissariat général de la Biennale de 2024. Le thème de l'exposition internationale n'est pas encore connu, mais les différents pays participants commencent à s'activer pour organiser leur pavillon. Comme pour la Biennale d'architecture (du 20 mai au 26 novembre), l'organisation du pavillon luxembourgeois est désormais confiée à Kultur:Lx

qui lance un appel à candidatures pour la participation nationale du Luxembourg. La Biennale de Venise, 60^e exposition internationale d'art contemporain se déroulera du 20 avril au 24 novembre 2024. Les artistes présentant leur candidature doivent être de nationalité luxembourgeoise ou résider au Luxembourg. S'il s'agit d'un collectif d'artistes, au moins l'un des membres doit répondre à ce critère. Le processus de sélection se déroulera en deux temps avec une première sélection des dossiers à remettre avant le 26 février. Le jury annoncera quels candidates sont retenus pour aller plus avant dans leur préparation autour du 6 mars. Les artistes auront alors jusqu'au 24 avril pour peaufiner leur projet. L'annonce du projet lauréat aura lieu tout début mai. Le parcours artistique du ou des candidats, la pertinence et l'originalité du projet, son inscription dans le contexte international de la Biennale, sa faisabilité technique et financière guideront les membres du jury dans leurs choix. Sous la présidence de Bettina Steinbrügge, directrice du Mudam, le jury est composé de Adam Budak, directeur du Kestner Gesellschaft Hannover, Michelle Cotton, cheffe du département programmation artistique au Mudam Luxembourg, Hélène Doub, responsable du département arts visuels de, Kultur:LX, Hélène Guénin, directrice du Mamac, Musée d'art moderne et d'art contemporain de Nice, Stilbé Schroeder, curatrice au Casino Luxembourg et Joel Valabrega,

curatrice au Mudam.

Casino Display

Mnemozine est un collectif de recherche interdisciplinaire luxembourgeois qui se veut une plateforme d'expérimentation en philosophie, en sociologie et en pratique artistique contemporaine. Il agit par le biais de publications écrites, de contenus en ligne (*mnemozine.lu*), de collaborations et d'interventions publiques. Son intention est de mettre en évidence les liens entre la réflexion théorique, la pratique créative et l'échange d'idées face à une réalité tumultueuse. La plateforme a deux débouchés principaux : le Zine, organisé en saisons, chaque saison se concentrant sur une question centrale et le Blog qui sert de plateforme de publication régulière. Ce samedi, le collectif entame sa deuxième saison orientée vers le son et la musique avec *An Acoustemological Study in Three Thirds* au Casino Display. Mathieu Buchler, Max Gindt, Pit Koob, Uriel Ladino, Claude Petit et Christophe Ripinger se penchent sur les vibrations mécaniques pour créer « un paysage sonore expérimental collaboratif ». Ils étudieront la manière dont les musiciens écoutent, réagissent et répondent à travers leurs instruments à d'autres musiciens jouant dans d'autres pièces. [fc](#)

Land

27.01.2023



Boucler la boucle

Bartleby Delicate est le projet solo de Georges Goerens qui est aussi actif dans le groupe Seed to Tree. Mais ce samedi soir il ne sera pas seul sur la scène des Rotondes. Autour de lui quatre musiciens : Claire Parsons au clavier et aux chœurs, Christophe Demart à la batterie (« il sait jouer sur des chansons et être malin et modeste »), Nick Sauber à la basse et Jamie Reinert à la guitare électrique (« un type avec qui j'adore parler de musique »). Ce n'est pas vraiment un quatuor pour entourer le singer-songwriter, plutôt des acolytes qu'il a choisis « avec le ventre ». La première étape de cette aventure remonte à plus de deux ans. Après avoir été salué comme « Best Upcoming Artist » aux Luxembourg Music Awards de 2018, il remporte une bourse pour le développement de sa carrière en 2020.

Les invitations et les dates de tournée seront mises à mal par la pandémie. Le concert qu'il aurait dû jouer à la Philharmonie est reporté en février 2022. « Pour un musicien pop-folk comme moi, être invité à la Philharmonie c'était à la fois flatteur et flippant », retrace-t-il. D'où l'idée de s'entourer d'autres musiciens. Au fur et à mesure des répétitions, il sent qu'une harmonie particulière se dégage de ce groupe éphémère et décide d'enregistrer l'unique concert. Les chansons de Bartleby Delicate, généralement jouées avec des

loops, trouvent une nouvelle vie dans ces versions plus larges. Pour Georges Goerens, le concert de samedi clôturera un cycle démarré par un live pour se terminer sur scène. *To pin your hopes on someone/something* est le titre du vinyle que l'ensemble présentera samedi à l'occasion de sa sortie (photo : Sven Becker). De nouvelles chansons dont les arrangements rappellent Big Thief et Sufjan Stevens seront aussi proposées au public. Avec cette nouvelle étape, Bartleby Delicate n'est plus seulement celui qui « préférerait ne pas », à l'image du personnage de Melville qui lui a inspiré son nom. L'artiste se dit aujourd'hui plus mature et « plus prêt que jamais » à poursuivre le fourmillement de sa créativité. « Je me mets moins la pression pour coller à une image. En enlevant les filtres sur scène, j'affirme ma vulnérabilité et me laisse surprendre ». [fc](#)

CINÉMASTEAK

Doléances cap-verdiennes

« Ce que j'appelle la matière cinématographique serait censé être découverte par le spectateur lui-même : on voit quelqu'un en train d'accomplir quelque chose sous l'œil de la caméra, devant un mur faiblement éclairé – car c'est le crépuscule, presque la nuit. Ce mur est aussi important que le visage sur lequel quelque chose se passe, et qui, à mon avis, doit être de la matière cinématographique pure. », déclare Jean-Marie Straub sur le tournage de *Anna-Magdalena Bach* (1968). Ce propos liminaire du cinéaste messin décédé il y a quelques semaines constitue une excellente introduction à l'œuvre cinématographique de Pedro Costa. Lequel avait d'ailleurs consacré à Straub et à sa femme, Danièle Huillet, un documentaire intitulé *Où gît votre sourire enfoui ?* (2001), où l'on surprend le couple au travail, entre prise de son et atelier de montage pour la réalisation de *Sicilia !* (1999). Ce n'est pas un hasard. Car le cinéma de Pedro Costa est fondamentalement intègre, démocratique, et l'art du portrait n'y est pas moins important que les parois d'un mur ou des objets qui ornent l'intérieur d'un logis (photo, bougie, fleur), natures mortes qui sont autant de portraits d'objets. D'où ces plans si nombreux dans ses films à être entièrement nets, où jamais la mise au point ne vient hiérarchiser ce qui est représenté. Toute chose, qu'elle soit inerte ou animée, se voit placée dans un rapport d'équivalence. Autre apport de Straub et Huillet au style de Costa : l'étiement du temps enregistré par une caméra souvent immobile. Si bien que le temps dilaté finit par se muer en lieu : un lieu d'attention, cadencé par les rituels de la vie quotidienne plutôt que par de longs discours.



Des lieux et des êtres dans le cinéma de Costa

Dès le début de *Vitalina Varela* (2019), le dernier long-métrage de Costa dont le titre emprunte le nom de sa protagoniste, tous ces éléments de style sont réunis, assortis d'autres issus de la tradition figurative du caravagisme (clairs-obscur). De l'obscurité émerge aussitôt le long d'un cimetière une procession, un défilé d'ombres fantomatiques, des hommes noirs cassés par la vie, ceux qui peuplent habituellement les films de Costa. Des Cap-Verdiens venus au Portugal travailler, mais où ils ont fini par se perdre et où ils se retrouvent piégés. Le retour au pays natal peut attendre. Les êtres et les lieux, tous deux délabrés, brisés, sont pris ensemble au sein d'une dialectique à l'œuvre depuis *Ossos* (1997), film à partir duquel le cinéaste entame une exploration des marges de Lisbonne, en l'occurrence le bidonville de Fontainhas auquel il retourne dans *La chambre de Vanda* (2000) puis dans *En avant jeunesse !* (2006) avant sa démolition programmée. Un lieu de misère composé de ruelles labyrinthiques, de bicoques construites à la hâte et privées d'électricité, d'hygiène, de confort... Lui succéderont, toujours sur les contours de la capitale portugaise, d'autres quartiers pauvres où sont entassés les immigrés Caps-Verdiens, tels que 6 de Maio ou Cova da Moura où est tourné *Vitalina Varela*. De ces mémoires d'exilés que le cinéaste recueille, la trajectoire de Vitalina est particulièrement émouvante et relève de la tragédie. Après quatre décennies à attendre, la vieille dame arrive enfin à Lisbonne pour rejoindre son mari. Un chœur de femmes de ménage l'avertit pourtant sur le tarmac : « Vitalina... Mes condoléances. Tu arrives trop tard. Ton mari a été enterré il y a trois jours. Ici au Portugal, il n'y a rien pour toi. Sa maison n'est pas la tienne. Retourne au pays. » On peut dire de Pedro Costa qu'il est en quelque sorte le Pasolini portugais. Faire de la périphérie un centre inédit, un nouvel *axis mundi*, voilà un renversement que n'aurait certes pas renié le maestro. Raison de plus pour leur donner parole et visibilité : le cinéma comme instrument au service de celles et ceux qui sont relégués aux marges de la cité. ● Loïc Millot

Vitalina Varela (Portugal, 2019), vostf, 124', sera projeté en présence de Pedro Costa le mercredi 1^{er} février à 19h à la Cinémathèque de la Ville de Luxembourg, dans le cadre d'une rétrospective répartie entre la Cinémathèque et le cinéma Klub de Metz

THÉÂTRE

Dans les eaux troubles des fantasmes

Josée Zeimes

La comédie de William Shakespeare *Le Songe d'une nuit d'été* emmène, à partir du monde réel et assez rigide, dans un univers de rêves, de songes où tout est possible. Elle sert de base à *Songes d'une Nuit*, vécue par la cour ducal, des jeunes gens, des créatures féériques ; dans ce spectacle il importe pour Myriam Muller qu'on s'échappe du réel pour se ressourcer. Elle accentue la liberté du théâtre, entremêlant diverses formes, théâtre, danse, acrobatie, chant.

La metteure en scène a l'expérience des pièces shakespeareiennes, notamment avec *Mesure pour mesure* et *Hamlet* ; cette fois elle s'attaque, avec son fidèle assistant Antoine Colla et une équipe de comédiens qui sont souvent de la partie à une comédie onirique qui réunit seigneurs, fées et elfes, une troupe d'amateurs et intègre le public pour lui redonner un rôle, l'attirer de nouveau au théâtre et stimuler sa confiance après le confinement, bref l'attirer vers un art extraordinaire et sensibiliser un jeune public avide de spectacles qui sortent des sentiers battus.

La comédie se démarque par le mélange des genres et est un hommage au théâtre qui combine avec adresse diverses approches pour en faire une fête. Les artistes viennent aussi de divers domaines : aux comédiens connus (dont beaucoup assument deux rôles) des créations de Myriam Muller, s'ajoutent d'autres professionnels de diverses disciplines pour se transformer en créatures d'un monde féérique. Le public est invité à l'occasion à se mêler aux comédiens. « Ce songe est également un magnifique prétexte à la fête, à la communion entre la scène et la salle », affirme la metteure en scène.

Dans ce contexte l'ingénieuse scénographie de Christian Klein, concoctée en complicité avec Myriam Muller, recouvre toute l'étendue du Studio. Au milieu, une sorte de piste de danse, réservée en principe aux comédiens qui s'infiltrent aussi parmi les bancs et tables du public, installé en quadrifrontal ; à un bout de la salle un podium (qui sert aussi de bar lors de l'entracte), à l'autre un plan surélevé avec lavabos et surtout des miroirs qui permettent de voir qui est-on ou qui est-on devenu.

Quant à l'intrigue, précisons que l'amour des jeunes gens déclenche les conflits : à Athènes, sur le point d'épouser Hippolyta

(Céline Camara), le duc Thésée (Jules Werner) reçoit la visite d'Égée (Olivier Foubert), qui lui confie que sa fille Hermia (Rosalie Maes) refuse d'épouser Demetrius (Pitt Simon), que son père lui a destiné et veut épouser Lysandre (Konstantin Rommelfangen). Pour échapper au diktat du père, les deux jeunes amoureux s'enfuient dans la forêt, rejoints par Helena (Manon Raffaelli), elle aussi éprise de Lysandre, mais détestée de Demetrius.

Dans la profondeur de la nuit ils s'endorment. Surviennent Obéron et Titania, le roi des elfes et la reine des fées, qui se querellent puis se quittent. Apparaissent alors des fées, des elfes, une troupe de comédiens amateurs en répétition ; de drôles de créatures se croisent dans un monde magique, rehaussées par les beaux costumes aux détails significatifs de Sophie Van den Keybus. Le malicieux lutin Puck (Timo Wagner vif, omniprésent), prépare sur ordre d'Obéron, un philtre d'amour magique, qui libère les jeunes gens des règles du monde d'avant et permet à tous de vivre des passions débridées, des rêves fous.

Encadrée par Mme Quince (Catherine Mestoussis, débordant d'énergie), une troupe de théâtre amateur répète Pyrame et Thisbé pour le mariage de Thésée, une mise en abyme, du théâtre dans le théâtre d'inspiration baroque. Une pièce fort mauvaise, qui évoque sur le mode burlesque le sujet de l'amour contrarié, provoque le rire par des inventions saugrenues, ainsi les baisers volés des amoureux : un jeu remarquable regroupant Olivier Foubert, Christine Muller, Valéry Plancke et Raoul Schlechter.



Un monde à l'envers, débridé

Songes d'une Nuit, un monde à l'envers, débridé, avec des métamorphoses hilarantes, où règnent la folie, les fantasmes, une fête de tous les possibles, une fête du théâtre, mise en valeur par de beaux jeux de lumières signés Renaud Ceulemans, réunissant intermèdes dansés, chantés, filmés, du *mapping*, un ensemble à couper le souffle. Le vieux monde est balayé, remplacé par une imagination débordante, avec la participation de tous.

La comédie débridée se double d'une saveur parodique et satirique. Les fantasmes aident sans doute à affronter les aspérités du monde réel. On se demande d'ailleurs si l'amour heureux est possible sans enchantement, rêves et fantasmes. En ce sens la comédie est aussi une méditation sur le pouvoir du rêve et de l'imagination face à l'arbitraire des lois. On peut se demander si le retour à la vie permet aux jeunes, à leur réveil, une libération des passions, un amour plus équilibré.

Songes d'une Nuit d'après William Shakespeare, dans une mise en scène de Myriam Muller, est une belle aventure théâtrale à déguster pleinement. ●

La pièce est à voir au Studio du Grand Théâtre, les 27 et 28 janvier à 20 h ainsi que le 29 janvier à 17 h. Introduction par Ian de Toffoli une demi-heure avant chaque représentation

Dans le ventre du loup

Karine Sitarz

Pour démarrer 2023, le TOL prend à bras-le-corps un sujet de société particulièrement inquiétant et encore peu débattu dans l'espace public : les violences domestiques et plus spécifiquement les violences conjugales. Cette problématique, avec l'importante question de la reconstruction, est au cœur de *Never Vera Blue* (les noms des trois plantes qui accompagnent le drame) de la dramaturge britannique Alexandra Wood. Une pièce, écrite après avoir échangé avec des victimes et créée en 2018 lors du Fringe festival d'Edimbourg. La voilà aujourd'hui dans sa traduction française (par Sarah Vermande) proposée par la metteure en scène Aude-Laurence Biver avec une comédienne de la région, Émeline Touron.

Le spectacle est une seule-en-scène. Sous la forme d'un monologue, une femme va se raconter, parler de sa descente aux enfers, de sa quête de liberté, de sa libération prochaine (la sienne et celle de ses deux filles), de son mari qui pendant des années l'a manipulée, piégée, distillant en elle doute, trouble et même folie. Une violence d'abord latente, sournoise, puis de plus en plus menaçante, à tel point que la femme – elle n'a pas de nom, seules les plantes sont ici nommées – finira par vaciller, perdre ses repères, basculer dans un

monde borderline ne sachant plus vraiment où sont la réalité et la vérité. S'en échapper est vital et sa reconstruction se fera à travers le langage, en mettant des mots sur son vécu pour pouvoir faire table rase du passé, en se projetant dans d'autres histoires comme autant de métaphores.

Spectatrices et spectateurs sont les témoins du fil (dis)continu des pensées et des souvenirs, tantôt éclairant, tantôt divaguant de la femme. Celle-ci revit des bribes de son quotidien (d'enfermée dehors à enfermée dedans), parle de sa sensation d'être dans un estomac prête à être expulsée (très imagé !) et raconte en même temps deux histoires qui parlent encore d'emprisonnement et d'acte libérateur. L'histoire revisitée (avec images vidéo) du *Petit Chaperon rouge* et de sa grand-mère ici dans le ventre du loup et l'histoire d'un soldat qui se cache dans une grotte pour échapper à l'ennemi... La tension monte jusqu'au point de basculement : la violence physique du père à l'encontre de la plus jeune fille.

Sur le plateau, Émeline Touron livre une belle performance avec ce texte complexe, voire compliqué et perturbant, endossant des

rôles multiples. Elle est non seulement la femme mais aussi tous les personnages, réels et fictifs, de son histoire et des autres histoires. Si elle arrive à jongler habilement avec ces voix plurielles et à faire naître une nécessaire tension pour faire comprendre le mouvement crescendo de la violence que la victime subit, on a pourtant du mal à y croire complètement.

Une voix off (intéressante idée) donne du relief aux pensées de la femme qui, dans la juste mise en scène d'Aude-Laurence Biver, a l'espace nécessaire pour évoluer et se transformer jusqu'à sa renaissance. En témoigne un beau tableau final (l'image d'une forêt luxuriante s'affiche alors sur le mur du fond, faisant écho aux plantes « enfermées » dans des globes lumineux, seuls éléments de décor avec un tabouret). On comprend qu'elle a retrouvé le sens des mots, qu'elle peut dire « je sais... » et qu'elle va retrouver sérénité et normalité pour se reconstruire. Cette dernière scène lumineuse et pacifiée s'oppose à celle du début du spectacle où l'on découvre une femme plongée dans le noir, perdue et désorientée, munie d'une lampe de poche. Une musique intrigante avec bruitages installe d'emblée une atmosphère cinématographique, renforcée plus tard par la voix off.

La musique, efficace, de Benjamin Zana traverse subtilement le spectacle dont la sobre scénographie, tout en variations de noirs, est signée Christian Klein. Le décor se compose d'une unique et simple structure en bois modulable (avec parois vitrées et lumières) se transformant au fil de *Never Vera Blue* en différentes figures géométriques qui suggèrent autant de lieux difficiles à construire (changement à vue par la comédienne) et difficiles à fuir. Et les mots de la narratrice de faire surgir la grotte du soldat, le ventre du loup, la chambre dont elle est prisonnière, les urgences de l'hôpital ou le bord de mer où s'est noué le drame.

Never Vera Blue, un spectacle qui bouscule mais qui a du mal à convaincre ! ●

Les 27 janvier, 2 et 3 février à 20h et le 29 janvier à 17h au Théâtre ouvert Luxembourg



L'enfermement symboliquement représenté par la scénographie

Vie du petit musée

Marianne Brausch

La Villa Vauban présente ses dernières acquisitions. La peinture de genre comme leçon d'histoire(s)

Bienvenue à la Villa ! est un titre comme un point sur le i pour cette nouvelle exposition temporaire. Elle accueille les visiteurs par une surprise de taille : la cimaise à l'entrée des expositions temporaires a servi de support pour une peinture à l'acrylique réalisée in situ par Tina Gillen (*1972). Cela montre un détail d'architecture comme elle en le secret, aux montants et au cadre noirs. La porte-fenêtre de *Sea of Green* ouvre sur la pelouse peinte, vert gazon, qui cache le vrai jardin de la Villa Vauban. Malheureusement, cette œuvre disparaîtra lors de la prochaine installation, mais elle annonce que l'art contemporain a bien sa place au musée. Comme les deux photographies de la Finlandaise Elina Brotherus (*1972), don de l'artiste après sa participation à l'European Month of Photography, *Bodyfiction*(s) en 2019 (voir *d'Land* du 12.07.2019).

Habile clin d'œil à l'escalier et transition entre les deux étages de l'exposition, *Nu descendant un escalier* (2010), montre un homme nu devant une rambarde 1900 et une fresque Art Nouveau. Le sujet rappelle l'exercice d'après modèle des écoles d'art, tandis qu'en haut de la volée des marches, la silhouette d'Elina Brotherus (*LEtang*, 2012) se reflète à l'envers, dans le miroir d'eau. Une sorte de Narcisse, qui fait écho à un vrai miroir au rez-de-chaussée.

Miroir aussi, parmi les autoportraits de peintres, où le visiteur en se penchant, voit son visage sur un buste à l'ancienne, la tête flanquée des rouleaux d'une perruque. *Inside* de Sali Muller (*1981) a été acquis en 2020 et cadre parfaitement dans cette salle des autoportraits. Exercice de peinture classique réalisé à l'aide d'un miroir, l'artiste fixait son reflet sur la toile. Le visiteur pourra ici donner un visage à un peintre peu connu, Nicolas Bücher (1874-1957). Il est coiffé d'un feutre et le faux-col de sa chemise est ouvert. On suppose qu'il a mené « la vie d'artiste », comme son voisin de cimaise Adolphe Eberhard (1896-1941). Tout du moins dans sa jeunesse. Car le portrait de jeunesse, où il a visiblement de l'ambition, côtoie le peintre replet qui a réussi : on le voit à mi-corps, en costume trois pièces et pochette, cigarette à la main.

Ces deux tableaux sont un parfait exemple du travail réalisé sur le contenu de *Bienvenue à la Villa ! Acquisitions et donations récentes*. Le tableau de l'homme mûr est une donation de sa fille en 1962, le

portrait de l'homme jeune a été acquis par le musée en 2019. On craignait un peu que l'exposition permanente depuis 2021, basée sur les collections Pescatore, Dutreux-Pescatore et Lippmann (voir *d'Land* du 11.06.2021) n'en vienne à lasser. Les acquisitions et dons depuis 2018, présentés ici, viendront en compléter des manques et l'histoire. Loin de remplir les réserves du musée (aussi avec des donations acceptées par le passé pour ne pas « fâcher »), Guy Thewes, directeur des deux musées de la Ville explique : « les achats et les donations actuels obéissent à la nouvelle définition du musée, adoptée l'année dernière par le Comité international des Musées (ICOM). Pour « accentuer la responsabilité sociale des musées en offrant des expériences variées d'éducation... et de partage de connaissances ».

On a personnellement beaucoup aimé voir les traits, peints finement en 1924 par Auguste Trémont d'un collègue sculpteur, lui qui réalisa des pièces animalières puissantes. Notre favori de cette section, est le *Portrait du peintre Dominique Lang* en 1920, par Umberto Cappellari. Curieusement un pastel sur photographie. Le côté figé que cela donne aux traits du visage, est tout l'inverse des dévotions de la salle voisine. Il est vrai que les collections Pescatore et Dutreux-Pescatore ne comptent que deux peintures religieuses. Voici donc une Vierge allaitant et une Adoration des seizeième et 17^{es} siècles, qui ont été achetées par le comité d'acquisition des musées de la Ville et deux donations. Curieusement, *La baroque*, marbre du sculpteur contemporain Bertrand Ney (*1955), présentée à l'horizontale dans l'exposition, à la verticale dans le catalogue), fait du coup plutôt penser à Mélusine. Où l'on revient – ce lapsus aidant – à la légendaire et païenne première dame de la capitale alors que la Vierge est la sainte patronne de Luxembourg...

37 acquisitions, achetées ou reçues depuis 2018, sont donc actuellement présentées, qui renvoient soit à des tableaux de la collection permanente de la Villa Vauban, soit conservés dans d'autres musées européens. Ainsi le *Garçon au chardonneret* peint par Bartholomeus van der Helst (1613-1670), une huile sur toile du 17^e siècle hollandais acquise en 2021 et reproduite sur l'affiche de l'exposition. Ce petit volatile, devenu rare dans nos jardins, est connu par le fameux succès du roman policier éponyme de Donata Trati. Volé dans l'intrigue, il est conservé en vrai à la Mauritshuis à La Haye.

Grâce à la volonté d'exposer leurs collections au public, Pescatore, Dautreux-Pescatore et Léo Lippmann et leurs compléments, nous permettent ce voyage dans la peinture ancienne des scènes idéalisées que la bonne société accrochait dans ses salons : à la campagne, dans les tavernes, sur les mers. David Ryckart (1612-1661) et David Teniers (1610-1690), acquises en 2021 et 2022, nous offrent deux classiques du genre flamand : la taverne où l'on boit et joue aux cartes. Ils font écho à Jan Steen par exemple, dont le musée possède déjà quelques belles pièces.

Le matin dans la dune a été peint en 1872 par Johannes H. L. de Haas (1832-1908). La lumière océane transparente de cette huile sur toile est exceptionnelle et enluminé la coiffe de la petite gardienne de vache. Réalisée en aplats mats, voici une autre découverte : *Paysage avec deux femmes, vache et chèvre* de Gustav A. Thomann (1874-1961). Cette huile sur toile est un don récent de 2018. La campagne est recherchée aujourd'hui pour ses vertus quasi thérapeutiques et défendue pour sa conservation naturelle. Jusqu'au 19^e siècle, on aimait les traques par les chiens (*Les chiens de chasse avec faon blanc* de Johann H. Roos 1631-1685), la chair grasse d'un troupeau opulent. L'acquisition des *Moutons au pré* quasi kitsch de Franz van Severdonk (1809-1889) font écho à des scènes semblables ayant appartenu à Pescatore et Lippmann dans leur collection de peintures hollandaise et flamande.

Le produit de la chasse était un objet de peinture de salon. La Villa Vauban vient d'acquies une nature-morte de gibier (Adrien de Gryeffe (1657-1722). Un lièvre est savamment disposé au centre de la toile, son ventre de poils blanc mis en évidence. À ses pieds, une perdrix et des oiseaux dont les couleurs servent de faire-valoir au tableau. Sans oublier un paysage « sfumato » à l'italienne en fond de paysage... Pendant d'une nature-morte de la collection Léo Lippmann, on ne peut que constater que celui-ci avait l'œil et qu'aujourd'hui encore, son acquisition a un plus. Sa sobriété en fait une peinture dont le « touch » traverse les époques. Tant qu'à avoir ses favoris, on terminera ce « bienvenue au musée », par deux petites marines de Georges Willem Opdenhoff (1807-1873 acquises en 2021). Le fond est quasi identique, des bateaux de pêche sur la plage dans Le retour de la pêche et Sur la Plage. Ils nous ont rappelé ce qu'on avait déjà vu dans l'exposition temporaire précédente, la grande rétrospective John Constable (voir d'Land du 15.07.2022). Deux classes de la société, les travailleurs et les oisifs de la fin du 19^e siècle en bord de mer. Un choix raisonné qui révèle une ligne éditoriale cohérente pour cette « petite » exposition. ●

Bienvenue à la Villa ! Acquisitions et donations récentes
est à voir jusqu'au 21 mai à la Villa Vauban



**Dans la salle des
autoportraits,
un buste
de Sali Muller**

KINO

Kunst und Künstler

Marc Trappendreher



**Im Konzertsaal:
Szene aus Todd
Fields *Tár***

die die Kunst vom Künstler zu trennen? Eine Frage, die in gegenwärtigen Debatten rund um *Metoo* und *Cancel Culture* von besonderer Brisanz ist. Nach seinem Durchbruch mit *In The Bedroom* (2001) und nach *Little Children* (2006) präsentiert Regisseur Todd Field mit *Tár* nun seine dritte Spielfilmarbeit – ein Film, der in seinem thematischen Kern so eindringlich wie präzise aufzeigt, wie unmöglich das Postulat einer Trennung dieser Begriffspaare doch scheint. Bevor Field aber zu seinem Anliegen vordringen kann, braucht es zunächst eine glanzvolle Exposition: Die titelgebende Dirigentin Lydia Tár (Cate Blanchett) hat im Grunde alles erreicht. Sie ist am Gipfel ihres Ruhmes angelangt. Die begnadete Musikerin gilt als ein Protegé von Leonard Bernstein und kann unzählige Preise für sich verzeichnen, Emmys, Grammys, Oscars und Tony Awards. Zurzeit lebt sie in Deutschland und ist als Chefdirigentin der Berliner Philharmoniker engagiert; privat hat sie ein Verhältnis mit der Kon-

zertmeisterin des Orchesters Sharon (Nina Hoss) und lebt mit ihr und ihrer Tochter zusammen. Doch diese allzu perfekte Harmonie aus privatem und öffentlichem Glück droht auseinanderzubrechen, als plötzlich Vorwürfe des missbräuchlichen und übergriffigen Verhaltens lautstark werden, die Tär sogar der Mitschuld am Selbstmord einer ihrer ehemaligen Studentinnen bezichtigen ...

Alles in Todd Fields neuem Film ist auf seine Hauptdarstellerin ausgerichtet: Vom Filmtitel bis in die unmittelbare Einstellungsauflosungen hinein, die ungemein oft Gebrauch von Cate Blanchetts markanten Gesichtszügen in Großaufnahmen machen, zielt dieser Film in seiner dramaturgischen Konzentration auf das Potenzial seiner Hauptdarstellerin. Die Rolle einer fiktiven klassischen Dirigentin, die sich in ihr eigenes Verderben stürzt, wurde von Regisseur Todd Field nach eigenen Angaben ausschließlich für die aus-

tralische Schauspieler:in geschrieben. Dabei ist es an und für sich gleichgültig, ob man mit der titeltragenden Heldin sympathisiert oder nicht. Field beobachtet den Verlust der sozialen und familiären Geborgenheit, der mit dem Bruch der Grenzen zwischen Privatem und Öffentlichem einhergeht, sehr genau. Die immer größer werdende Entfremdung zwischen der Heldin und ihrem Umfeld, aus dem subtil und langsam Feindschaften erwachsen, kommt da aber nicht ganz unvermittelt. Die beklemmende Wirkung des Films liegt auch darin, dass die scheinbare Idylle ihre Risse schon am Anfang offenbart – das stilisierte und äußerst kühle Design prägen diesen Eindruck maßgeblich – es gibt hier nicht mehr das definitiv und eindeutig bestimmbare Fremde. Nach den Mustern eines klassischen Biopics geformt, das Fragen nach Perfektionsdrang oder der zwangsläufigen Isolation des Künstlers aufwirft – unterläuft Field aber bewusst emotionale Strategien zum Affektieren des Publikums, die etwa auf Sympathie und Nähe einerseits, auf Verfremdung und Distanz andererseits zielen würden. Nie ist Lydia Tár ganz zu greifen. Vielmehr geht es Todd um das sorgfältige Austarieren dieses Zwischenraums, den Cate Blanchett wunderbar ausfüllt. In ebendiesem Zwischenraum, der auch sein Zentrum ist, steht die Frage danach, wie Kunst und Künstler, Autor und Werk, Text und Kontext sich in der heutigen Gesellschaft zueinander zu verhalten haben. Sind sie letztendlich den Anforderungen der politischen Korrektheit unterworfen und so zu einem radikal-toxischen Gegensatzpaar geworden, das sich mithin selbst auflöst? Und darin zeigt dieses Künstlerdrama, das gegen Ende freilich auch immer stärker die Wesenszüge des psychologischen Thrillers in sich einschließt – ein Genre, das scheinbar auf eine private Psychose verweist – seine politische Dimension: Das sich so heftig und blutig zersetzende Privatleben kann immer nur als ein Bild der Gesellschaft verstanden werden, das es produziert. ●

Centre national de l'audiovisuel

H — The Notion of Humanist Photography

H — The notion of humanist photography

OUT NOW

Kaunas Photography Gallery

H — The notion of humanist photography

Ieva Baltaduonytė	Anne-Sophie Guillet	Anne Speltz
Máté Bartha	Kseniya Halubovich	Indrė Urbonaitė
Laurianne Bixhain	Tadas Kazakevičius	Severina Venckutė
Mario Capenlus	Sebastien Cuvelier	Karolina Wójtas
Ankita Das	Patrick Galbats	Gaistė Marija Kinčinalytė
Kata Geibl	Karolina Gembara	Massao Mascaro
Jim Goldberg	Artūras Morozovas	Bruno Oliveira
	Agnieszka Sejduk	Marie Smith

CNA

KAUNAS PHOTOGRAPHY GALLERY

AS PART OF **E22**
ESCH-SUR-ALZETTE
EUROPEAN CAPITAL
OF CULTURE

Kaunas 2022

Centre national de l'audiovisuel
www.cna.lu

CNA

KAUNAS PHOTOGRAPHY GALLERY

AS PART OF **E22**
ESCH-SUR-ALZETTE
EUROPEAN CAPITAL
OF CULTURE

Kaunas 2022

QR code

Mam Simon Laroche um Mikro

Stéphanie Majerus

De Simon Larosche ass Ugangs 2014 an d’Rédaktioun vum *100,7* komm. Ass et ustrengend, ëmmer gutt gelaunt ze kléngen?



d’Land: *War de Sven Becker scho laanschtkomm, fir eng Foto ze maachen?*

Simon Larosche: Hie war de Moie schonn hei. Ech hunn normalerweis ëmmer eng Kap un ...

... Du has jo och emol eng Kap verluer an has dumm iwwer de Radio gefrot, ob kee se fonnt huet.

Jo, beim Moschen hat ech se verluer.

War dat keen Interessekonflikt? Deng Positioun als Animateur auszenotzen, fir dass d’Nolauschterer deng Saachen erëmsichen?

Dat ass einfach ee Bonus vu menger Aarbecht. Mee leider hat kee se fonnt ... Also jiddwerfalls sinn ech intrigéiert, wéi déi Foto wäert ausgesinn – ech am Fussballstricot an ouni Berri um Kapp. Wann hien et fäerdegbréngt, mech gutt auszegesinn ze loossen – dann all Respekt.

Du kléngs éischter gutt gelaunt. Ass dat ustrengend ëmmer gutt gelaunt ze kléngen?

Nee, well ech maache mäin Dramberuff. Ech spilen hei meng Musek a begleeden d’Leit an hiren Dag eran. Wann ee mer a menger Jugend gesot hätt, du gëss Radiosanimateur, dann hätt ech géantwert „ze cool“. Natierlech muss ech mech heiansdo awer och mam metaphoresche Fouss rennen, fir professionell ze bleiwen. Well ech natierlech och een normaalt Liewe mat klengen a grouse Problemer hunn, am Trafick hänkebleiwen, Kanner, Dokter, Ex-Frëndin, Finanzen.

Um wéi vill Auer stees de Moies op?

Géint hallwer fënnef. Als Fussballsjunkie ass dat net ëmmer einfach. Ech géif owes gär Matcher kucken.

An da bass de spontan, wann s de bis virum Mikro sëtzt oder ass dat kuratéiert spontan?

Déi kleng Spréch tëscht de Lidder oder déi Kommentare virun oder no der Presserevue sinn tatsächlech spontan. Mee verschidde Formulëierung fir d’Sendungen ze lancéieren, déi iwwerleechen ech

mer den Dag virdrun. Reaktiounen kréien ech awer éischter fir déi spontan Afäll. Den Moien hat mer eng Frëndin een Audiomessage hannerlooss a gesot et hätt gutt gelaacht iwwer de Fait, dass ech sot, dass d’Villercher sou schéi sangen ... wa se net erfruer sinn ...

D’lescht Woch has de d’Nolauschterer opgefuert den Invité vum Dag an de Video-Stream kucken ze goen, fir dass een dem Rick Mertens seng nei Frisur ka gesinn ...

... dat huet hie mir als Teaser op d’Blat geschriwen. Do war ech och ganz iwwerrascht a si bal iwwer d’Wierder gefall. De Rick weess, dass ee mir och scho mol eng manner seriö Wendung kann dohilleen.

Deng Stëmm leeft esou munche Leit hannendrun. Du weess awer net wien.

Ech weess, dass ech gelauschtert ginn, wëll ech ginn op meng Aarbecht ugeschwat. Et gi Leit, déi soen: „ech stinn all Dag mat dir op“. Dat freet mech! Mee

net jiddwereen dee mat mir opsteet, kennt mäi Gesicht, dat ass ee Virdeel géigeniwwer Fernsee- Presentateuren. Awer nëmmen heiansdo ginn ech vun Hondsfriemen iwwer d’Stëmm identifizéiert. Ech krut allerdéngs och schonn Hate-mails.

Wëlls de dat ausféieren?

Gären! Dat war de Kleeschen-Gate 2019. Virum Studio war deemools d’rout Luucht un, wat bedeit, dass ee Live op Sendung ass. An du koum de Kleeschen eran an de Studio a sot „Ho ho Simon“. Ech hu mech geiergert: „Kleesche, weess Du net, dass ee bei enger roudier Lued dobausse bléift? Géi raus, Kleeschen.“ An hunn em gedreet mam Houseker ee Wuert ze schwätzen. Dunn koum eng Mail, dat wier ënner aller Sau.

Elo nach ee méi erfreetechn Ofschloss. Wéi ee Lidd spills de am Moment am Léifsten?

D’Lëtzebuerger Sängerin Marcy mat *Johnny* oder en House-Remix vun *Ring Ring Ring* vun De La Soul. ●



Avis de publication

Concours de sculpture

Il est porté à la connaissance du public que la Commune de Steinfort, en collaboration avec Aktikulti a.s.b.l., lancera un concours de sculpture.

L'œuvre devra s'intégrer dans le contexte historique, culturel et naturel du village de Grass.

L'œuvre devra être conçue de façon à être placée à l'extérieur et à résister aux intempéries.

Le dossier du concours ainsi que le formulaire d'inscription sont à disposition des artistes intéressés et téléchargeables sur les sites www.aktikulti.lu et www.steinfort.lu

Les artistes intéressés devront poser leur candidature par écrit jusqu'au 1^{er} avril 2023 inclus à l'adresse suivante :

Aktikulti a.s.b.l.
4, rue des Prunelliers
L- 8447 Steinfort
E-mail : inscription@aktikulti.lu

Steinfort, le 18 janvier 2023
Le Collège Échevinal
Wagner Sammy, bourgmestre
Gilberts Andy, échevin
Dublin-Felten Marianne, échevine

Poste vacant

Secrétaire adjoint(e)

au Secrétariat de la Commission OSPAR

Poste disponible à partir de :
Début juillet 2023

Date de clôture des candidatures :
24 février 2023

La Commission OSPAR pour la protection du milieu marin de l'Atlantique du Nord-Est cherche un(e) diplômé(e) universitaire, de préférence dans le domaine des sciences naturelles/environnementales, ayant au moins cinq ans d'expérience professionnelle relative aux exigences de ce poste.

Le candidat sélectionné sera responsable des volets de travail relevant du Comité biodiversité (BDC) d'OSPAR, y compris les aires marines protégées, la coordination de l'évaluation et de la surveillance de la biodiversité marine, la protection des espèces et habitats. La mission principale du rôle consiste à donner conseil au BDC afin de réaliser ses objectifs stratégiques, à faire préparer les documents nécessaires à ses réunions, à rédiger les comptes rendus de ces réunions et à assurer leur suivi. En outre, il/elle soutiendra les travaux du Comité sur les impacts environnementaux des activités humaines (EIHA) d'OSPAR et, le cas échéant, d'autres domaines de travail d'OSPAR.

Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter le site internet d'OSPAR (<https://www.ospar.org/organisation/vacancies>).

Ministère de la Mobilité et des Travaux publics
Administration des Bâtiments publics

Avis de marché

Procédure : européenne ouverte
Type de marché : Travaux

Modalités d'ouverture des offres :
Date : 27.02.2023
Heure : 10.00 heures

Lieu :
Les offres sont obligatoirement et exclu-

sivement à remettre via le Portail des marchés publics avant la date et l'heure fixées pour l'ouverture.

Section II : Objet du marché

Intitulé attribué au marché :
Travaux de parachèvement à exécuter dans l'intérêt de la sécurisation des bâtiments de la Chambre des Députés.

Description succincte du marché :
Travaux de transformation en entreprise générale partielle :

- Travaux de pierres naturelles sol et mur, plâtrerie et stucs (spécialisation en travaux de staff) ;
- Carrelages et chapes ;
- Menuiseries (mobilier intégré, habillages bois) ;
- Peintures (plafonds, murs, peinture décorative) ;
- Tapisseries (revêtements tissus tendus) ;
- Revêtements de sol (tapis pleins uni et décoratifs) ;
- Ouvrages secs.

La durée des travaux est de 413 jours calendaires, à débiter le 2^e trimestre 2023.

Section IV : Procédure

Conditions d'obtention du cahier des charges :
Les documents de soumission peuvent être retirés via le Portail des marchés publics (www.pmp.lu).
La remise électronique est obligatoire.

Section VI : Renseignements complémentaires

Autres informations :
Conditions de participation :
Toutes les conditions de participation sont indiquées dans les documents de soumissions.

Réception des offres :
Les offres sont à remettre via le Portail des marchés publics (www.pmp.lu).

Date d'envoi de l'avis au Journal officiel de l'U.E. :
26.01.2023

La version intégrale de l'avis n° 2300137 peut être consultée sur www.marches-publics.lu

Ministère de la Mobilité et des Travaux publics
Administration des Bâtiments publics

Avis de marché

Procédure : européenne ouverte
Type de marché : Travaux

Modalités d'ouverture des offres :
Date : 02.03.2023
Heure : 10.00 heures

Lieu :
Les offres sont obligatoirement et exclusivement à remettre via le Portail des marchés publics avant la date et l'heure fixées pour l'ouverture.

Section II : Objet du marché

Intitulé attribué au marché :
Travaux d'installations électriques à exécuter dans l'intérêt de la mise en sécurité du Musée national d'histoire naturelle à Luxembourg.

- Description succincte du marché :**
- Tableaux de distribution basse tension : 13 pces ;
 - Câbles : env. 5 000 m ;
 - Luminaires (intérieures et extérieures) : env. 215 pces ;
 - 1 centrale d'éclairage de secours à batteries centralisée avec env. 160 luminaires de secours ;
 - 1 installation d'alarme incendie avec env. 90 détecteurs ;
 - 3 systèmes de désenfumages ;
 - 1 système de parafoudre (Classe III).
- La durée des travaux est de 100 jours ouvrables, à débiter 2^e semestre 2023.
Les travaux sont adjugés à prix unitaires.

Section IV : Procédure

Conditions d'obtention du cahier des charges :
Les documents de soumission peuvent être retirés via le Portail des marchés

publics (www.pmp.lu).
La remise électronique est obligatoire.

Section VI : Renseignements complémentaires

Autres informations :
Conditions de participation :
Toutes les conditions de participation sont indiquées dans les documents de soumissions.

Réception des offres :
Les offres sont à remettre via le Portail des marchés publics (www.pmp.lu).

Date d'envoi de l'avis au Journal officiel de l'U.E. :
23.01.2023

La version intégrale de l'avis n° 2300109 peut être consultée sur www.marches-publics.lu



Administration communale de Junglinster

Avis de marché

Procédure : ouverte
Type de marché : Travaux

Ouverture le 06.03.2023 à 10.00 heures

Intitulé :
Ascenseur Centre Culturel
« Am Duerf ».

Description :
Installation d'un Ascenseur inclus des Travaux pour une construction métallique devant le Centre Culturel
« Am Duerf » à Junglinster

Lot 1 :
Intitulé :

Travaux de la Construction métallique

Description succincte :
- Auvent métallique ;
- Ossature Métallique.
Début des travaux : mi-juin 2023
Durée des travaux : 90 jours ouvrables

Conditions minima de participation :
- Liste des références des dernières 5 années ;
- Nombre de personnes : min. 30

Lot 2 :
Intitulé :
Aufzugsanlagen.

Description succincte :
- Personenaufzug 630 kg / 8 Personen ;
- Wartungsdienst während der 2 jährigen Garantie.
Début des travaux : mi-juin 2023
Durée des travaux : 90 jours ouvrables

Conditions minima de participation :
- Liste des références des dernières 5 années ;
- Nombre de personnes : min. 30

Conditions d'obtention du dossier de soumission :
Via PMP

Réception des offres :
Via PMP

Date de publication de l'avis 2300146 sur www.marches-publics.lu :
25.01.2023

Le collège des bourgmestre et échevins:
Romain Reitz, bourgmestre
Bernard Ries, échevin
Raphaël Schmitz, échevin

POUR EN FINIR AVEC LES JARDINS (4)

À la limite de la Toscane et du Latium

Lucien Kayser

Un Argentin fait raconter sa vie au créateur du *Bosco*, élargie à une fresque de la Renaissance italienne

Quelque 400 années les séparent, et cet écart dans le temps n'est pas moindre dans la conception ou le style. En revanche, géographiquement, les deux jardins sont plus proches l'un de l'autre, des deux côtés de la limite entre la Toscane et le Latium. C'est dans la commune de Capalbio, province de Grosseto, que Niki de Saint Phalle a réalisé dans un tour de force son *Jardin des Tarots*, basé sur les 22 arcanes du jeu, avec ses sculptures imposantes, certaines habitables, fortement colorisées, suivant les habitudes de l'artiste, avec telles céramiques et mosaïques, tels verres précieux. Un mur sépare le jardin, véritable parc d'attractions, du paysage des environs, on y entre par un porche dû à l'architecte suisse Mario Botta. Et voilà que se dressent déjà le Magicien et la Grande Papesse, cette dernière en hommage à l'autre jardin, dans le Latium.

Celui-ci date de la deuxième moitié du seizième siècle, pas bariolé du tout, plus sauvage. Les sculptures, les monuments, à Bomarzo, près de Viterbe, ont gardé un caractère archaïque, les gens du village ont travaillé la roche volcanique, ont fait ce *Sacro Bosco*, *Parc des Monstres*, issu de l'imagination exubérante (pareille à une végétation non moins luxu-

riante à l'époque) du maître des lieux, du duc de Bomarzo, Pier Francesco Orsini, appelé aussi Vicino Orsini. Condottiere valeureux, il fut tout aussi épris des beaux-arts que des armes et des aventures amoureuses. S'il est resté dans la mémoire, Mandiargues et Antonioni y ont beaucoup aidé, c'est par Bomarzo justement, le parc, au point de devenir le protagoniste d'une autobiographie imaginaire, voire d'un opéra. La Renaissance italienne, rien de plus inspirant.

Le roman, intitulé *Bomarzo*, de l'écrivain argentin Manuel Mujica Láinez vient d'être réédité, au Cherche midi (dans la collection Cobra). Il sortit en Argentine en 1962, avec une première traduction en France en 1987 (Séguier). Attendons-nous donc qu'on reprenne aussi l'opéra du compositeur Alberto Ginastera, deux actes, quinze scènes, créé aux Etats-Unis en 1967, à Washington. La première en Argentine, prévue la même année au Théâtre Colón, à Buenos Aires, fut annulée sur ordre du général putschiste auto-érigé en président de la nation Juan Carlos Onganía, y trouvant trop de sexe, trop de violence, sujet et mise en scène contraires aux principes moraux élémentaires en matière de pudeur.

De même que le roman, à partir d'une nonne visionnaire nous apprenons tout à la fin la prophétie – dans un temps si lointain que l'homme ne le peut mesurer, le duc se contempera lui-même – l'opéra reprend la vie de Vicino Orsini, empoisonné alors qu'il croit boire un philtre d'immortalité. C'est bien ce que Láinez et Ginastera lui ont assuré. Mais le duc, dans sa destinée cauchemardesque, voire meurtrière, n'y est pas celui qui a vécu réellement ; Láinez l'a fait naître bossu, toute le reste sera un peu une revanche sur cette infortune.

Sur neuf cents pages, d'une littérature proche du réalisme magique, de la postmodernité d'un Carpentier, les épisodes défilent d'une vie qui ne connaît aucun répit. Et se déploie avec faste une fresque historique, hauts faits comme réjouissances, prouesses de toute sorte, le pouvoir qui le dispute au plaisir. Le duc fait empoisonner son frère, « désormais j'étais seul avec Bomarzo, seul avec cette masse de pierre, âpre et adorable », elle est comme une citadelle cubiste, surmontant le pays. Peu de temps après, le condottiere et ses hommes sont à Metz. « Les averses pénétraient en trombes les tentes détrempées, devenues inhabi-

tables. Les épidémies se multipliaient. On raconte que quarante mille impériaux périrent et que les eaux avaient été empoisonnées. » La ville se défendait, résistait au siège de Charles Quint. Mais le duc juge sévèrement, « la guerre de Troie s'était aussi probablement faite sans dieux ni capitaines beaux et nus... ».

On comprend mieux alors le refuge du Parc, cette démesure maniériste, aberrante : la gueule ouverte de l'ogre, masque de l'Enfer dont il invite avec Láinez à



La bouche infernale du Parco dei Mostri

Manuela Ghera (c)

gravir les neuf degrés pour en finir. Ainsi que l'inscription inspirée de Dante : Lasciate ogni pensiero voi che intrate. Pour Vicino Orsini, il s'agira de sa vérité dernière. ●

Bomarzo de Manuel Mujica Láinez, traduit par Catherine Ballestero. Le Cherche midi, collection Cobra. 928 pages. 22,5 euros

BANDE DESSINÉE

Berlin et les trésors de Toutankhamon

Pablo Chimienti

L'Italien Manuel Fior propose un voyage surprenant à ses lecteurs avec *Hypericon*. Un aller-retour constant entre la Vallée des Rois en Égypte au début du vingtième siècle et le Berlin de libertés, de fêtes et de squats après la chute du Mur

Teresa est une jeune archéologue italienne passionnée, comme nombre de ses confrères, par l'Égypte ancienne. Quand une exposition sur le trésor de Toutankhamon se prépare à Berlin, elle saute sur l'occasion, postule pour le poste d'assistante scientifique et l'obtient haut la main. « Si je ne l'avais pas fait, je l'aurais regretté toute ma vie » se dit la jeune femme le premier matin de son séjour berlinois. Juste avant, pourtant, elle s'interrogeait : « Que diable fais-je encore ici ? » et ajoutait, « j'aurais mieux fait de rester chez mes parents ». Des réflexions contradictoires certes, mais des questionnements tout à fait logiques quand on débarque dans une ville inconnue et où on ne connaît personne. Pourtant Teresa sait ce qu'elle veut. Elle a un parcours brillant et fait de sa vie « une longue ligne droite bien confortable ». En insistant dans la métaphore elle compare même sa vie à une : « autoroute qui est toujours arrivée à destination sans le moindre retard, forçant l'admiration de tout le monde ». En d'autres termes, c'est une bûcheuse, une bête à concours, une experte en archéologie donc, mais aussi en tout ce qui est en lien avec les langues mortes et les traditions ancestrales.

Une tête, certes, mais selon certains, et parfois selon elle-même, une fille « ennuyeuse ». Elle verra sa vie totalement transformée, non seulement par son installation à Berlin, mais aussi et surtout à cause de sa rencontre avec Ruben. Il est italien, comme elle, mais surtout rebelle, punk, idéaliste. Il vitote dans la capitale allemande depuis deux ans, dessinateur hors pair, il vit chichement, grâce à des travaux sur Photoshop réalisés pour des magazines people et grâce à l'aide financière d'un père qu'il craint et déteste. Adulcescent – il a récupéré un vieux manteau

SS qu'il aime plus que tout car il lui donne un faux air d'Albator – assumé, sûr de lui, débrouillard, il aime prendre la vie comme elle vient, au jour le jour. Il aime flâner, se laisser porter par le

courant. Contrairement à elle, « la ligne droite est un concept qui n'existe pas vraiment dans sa géométrie à lui ». Bref, il est son complet opposé. Mais ne dit-on pas que les extrêmes s'attirent ?

Manuel Fior (*Les gens le dimanche, Mademoiselle Else, L'Entrevue, Les variations d'Orsay, Celestia...*) nous apprend très peu de choses sur le passé de Ruben, rien sur celui de Teresa. Il ne donne aucune information sur sa vie, sa famille, sa ville d'origine... En tant que lecteur, on fait la connaissance de Teresa lors de son arrivée à l'aéroport de Berlin. Ils sont là, ensemble, dans cet espace et ce temps, le reste n'a aucune importance. Pourtant du passé, il en sera longuement question dans le récit. Mais un passé plus lointain, plus au sud que l'Italie, de l'autre côté de la Méditerranée. Dans la Vallée des Rois en face de Louxor, à l'automne 1922.

C'est d'ailleurs dans cet autre espace-temps que l'auteur ouvre son album. C'est là-bas, aux côtés de Howard Carter, que nous lecteurs assisterons, pas à pas, à la découverte de la tombe inviolée de Toutankhamon et de ses trésors qui ont fait rêver, en ce début d'entre-deux-guerres, le monde entier. L'auteur proposera un constant aller-retour entre ces deux temps – qui en appellent un troisième puisqu'avec la découverte du tombeau, c'est tout le Nouvel empire égyptien qui remonte à la surface –, d'autant plus que *The Tomb of Tut-Ankh-Mane* de Carter est le livre de chevet de Teresa. Un ouvrage aussi épais que lourd, que la jeune femme lit et relit et qui lui tient compagnie lors de ses longues nuits sans sommeil. Car Teresa souffre d'insomnies chroniques, dont témoignent de larges et profonds

cernes noirs constamment sur son visage. Les deux récits vont peu à peu s'enchevêtrer, ne serait-ce qu'à travers les nombreuses didascalies. Les hauts et les bas entre Teresa et Ruben font ainsi écho aux découvertes et moments de démotivation de Carter et son équipe.

Le style des cases égyptiennes, empruntant aussi bien à l'expressionnisme qu'à l'impressionnisme, avec ce jaune dominant, ces lignes subtiles et cette vaste palette de tons, fait face à un style plus précis, allant plus dans le détail, plus dynamique aussi de la période berlinoise. La douceur du premier prépare du coup à la sensualité présent dans le second.

Grâce à Teresa, véritable pont entre ces deux temps et ces mondes, le lecteur prend part, en lisant *Hypericon*, à un récit multiple ; à la fois voyage immobile magnifique, récit romantique sans eau de rose, ni niaiserie, tourbillon de sentiments et de sensations qui donnent le tournis sans jamais pour autant perdre le nord. Manuele Fior nous propose un ensemble subtil, complexe même, traitant d'aventure, de découverte, d'archéologie, d'histoire, de botanique, de voyage... mais surtout de rencontres fortuites et d'amours éternels. Autant de thèmes que l'auteur marie d'une main de maître autour de l'hypericon, nom scientifique du millepertuis. ●

Hypericon, de Manuele Fior. Dargaud



Les Éditions d'Lëtzebuerger Land ont le plaisir d'annoncer la parution du livre

Déck Frënn La Comédie Inhumaine par Skif & Dresch

L'album préfacé par le scénariste contient les premières séries (2019-2020) de la bande dessinée du même nom parues dans le *Lëtzebuerger Land*.

Cet ouvrage commente l'actualité luxembourgeoise de manière satirique et se lit comme une chronique des événements de la politique luxembourgeoise.

En librairie et sur www.land.lu (rubrique «Livres»)



Les chimistes de la propreté

Béatrice Dissi

Devenir entrepreneur indépendant : Nicolas Devaux chérissait ce plan de longue date. Mais, se retrouver à la tête d'une structure proposant un produit phare dans le domaine des détergents, il ne l'avait pas forcément vu venir. L'entreprise Wasch, que le Français originaire d'Aix-en-Provence a fondée avec sa partenaire belge Sarah Weyssow, est au croisement des parcours des deux anciens employés dans les secteurs de l'informatique de la finance. Elle est aussi un signe d'une évolution de plus en plus tangible : celle de jeunes gens qui se reconver-tissent dans le domaine de l'entrepreneuriat écolo-gique, qui revêt un sens dont peuvent être dénuées les entreprises conventionnelles. Pour Nicolas et Sarah, le déclic se passe pendant un voyage (de rêve) à Bali, où ils réalisent que, même au paradis, le plastique est légion (y inclus le microplastique dont pullulent les mers). « Ça a été un choc », qui débouche sur la résolution de contribuer à réduire ces déchets souvent totalement inutiles. Recherche faite, Sarah et Nicolas constatent qu'il existe une niche qui concerne les détergents, tous vendus en contenant plastiques (alors que d'autres domaines comme celui de la cosmétique saturent peu à peu de produits alternatifs). C'est ainsi qu'ils décident, pendant la période du confinement, de tester des recettes lessive maison, d'abord en format bloc. Ils se rendent vite compte toutefois que pour mettre au point les bons dosages et atteindre une efficacité satisfaisante par rapport aux produits convention-

nels, il faut travailler avec des laboratoires (toujours sur base de produits naturels).

Pendant un an et demi ils effectuent des tests plus élaborés et optent finalement pour une formule liquide biodégradable à 96 pour cent. Wasch est d'ailleurs totalement transparent sur le fait que ses produits n'atteignent pas exactement la performance des détergents chimiques, aux-quels sont fréquemment rajoutés par exemple des modificateurs ultraviolets qui augmentent le rayonnement de la couleur du linge, sans avoir aucun effet sur le nettoyage à proprement dire. Autre astuce peu souhaitable : les capsules de par-fum, qui s'accrochent au linge pour éclater sur la peau quand on le porte, et diffuser du parfum en continu. Ce qui n'est pas sans risque en termes de potentielles réactions cutanées. « On ne peut pas tout avoir, dit Nicolas, et notre priorité va claire-ment vers la protection des eaux, des océans et de la santé ». Car même les stations d'épuration n'ar-rivent pas à retenir tous les éléments chimiques, dont une partie termine dans la nappe phréa-tique. Un souci que partagent manifestement nombre de consommateurs, les commandes chez Wasch ne tarissant pas. Grâce aux partenaires les soutiennent « comme Cactus qui nous donne une bonne exposition en rayon » et d'autres comme LuxCaddy et Kilogram pour la vente en ligne, la marque se développe rapidement.

Dans le cadre d'un concours de LuxInnovation, un coach leur conseille de proposer des bou-telles consignées de dix litres, facilitant la vie du consommateur (et moins chères), que Wasch livre et reprend à domicile. Un succès. Nicolas quitte son ancie poste en février 2021, sa compagne le rejoint à temps plein en juin 2022. Ayant rapidement atteint les limites de production, les deux travaillent depuis peu avec Yolande Coop, atelier d'inclusion profes-sionnelle spécialisé en savonnerie à Betzdorf, qui fait partie du réseau d'institutions sociales Elisabeth. Cette coopération permet de satisfaire la demande actuelle de justesse. Des discussions avec des pre-stataires supplémentaires sont déjà en cours. L'objec-tif à moyen terme est de développer la gamme en y ajoutant des nettoyeurs à usage multiples et des pro-duits pour la vaisselle. Ils visent aussi à élargir l'offre dans la Grande Région, même si de premières cam-pagnes de publicité n'ont pas fait preuve du même intérêt qu'au Luxembourg.

Wasch a installé son siège au sein du Innovation Hub, incubateur spécialisé dans les éco-techno-logies à Dudelange, qui héberge une dizaine de start-ups, en partenariat avec LuxInnovation et Technoport. « Un emplacement de choix et un am-biance stimulante » selon Nicolas qui salue expres-sément l'expertise de coaching disponible. « Mais en général, de nombreuses aides sont réservées aux entreprises actives dans le secteur informatique et financier et moins pour le secteur écologique, ces premiers attirent encore davantage l'intérêt des in-vestisseurs », estime-t-il, « même si la tendance est positive ». Des aides qui viendraient à point, alors qu'il faut se battre contre l'inflation et sa tendance à repousser le consommateur vers les produits in-dustriels bon marché...aux dépens de la planète. ●



L'attention à l'environnement n'empêche pas l'efficacité

Sven Becker

Stil

L'OBJET



Letz Pack

Depuis Charly Gaul, Franz Faber, puis les frères Schleck, on sait que le Luxembourg est un pays de cyclistes sportifs. Progressivement, le vélo comme moyen de transport au quotidien trace sa route,

même s'il reste du chemin avant de ressembler à Amsterdam ou Copenhague. Argentin installé au Grand-Duché depuis quatre ans, Luciano Righetti embrasse pleinement cette culture du deux roues et trouve sa place dans une communauté hétéroclite qui partage cette passion. Ingénieur dans la cybersécurité, il a toujours été bricoleur et aime « fabriquer les choses » lui-même. Pendant les confinements, il découvre les joies de la couture d'abord en vidéo, puis de ses propres mains. « Une machine à coudre, ça ne prend pas beaucoup de place dans un appartement et ça ne fait pas de bruit pour les voisins ». Avec Letz Pack, il rassemble ses deux centres d'intérêt. Il fabrique des sacs à dos, des pochettes pour y glisser des snacks, des rangements

pour outils ou encore des sacs à pof (où les grimpeurs mettent de la magnésie). Pour suivre son inclinaison écologique, il travaille des matières recyclées, comme des bâches, de la toile de parapluie ou des sacs de course (photo : Letz pack sur Instagram). Pour l'instant, Luciano n'a pas lancé la commercialisation de ses sacs mais envisage de travailler à la commande, avec des designs sur mesure. [fc](#)

LE PRODUIT

Tuber Melanosporum

Comme beaucoup d'autres produits réputés de luxe, la truffe se trouve de plus en

plus galvaudée. De nombreux restaurants en ajoutent à tout va, dans les purées, les croque-monsieur, les œufs, les pizzas... et augmentent ainsi de quelques euros l'addition. Mais la truffe noire du Périgord (photo : Laurie Anne Allard, n'est récoltée qu'à partir de novembre, essentiellement dans le sud-ouest de la France, et seulement



pendant quatre mois. Pour servir de la truffe toute l'année, les cuisiniers ont recourt, au mieux, à la variété *tuber aestivum* (truffe d'été ou de la Saint-Jean) et plus généralement de la *tuber indicum* (ou truffe de Chine). Elles ont peu, voire très peu de goût, on y ajoute donc des huiles parfumées à la truffe... Ce n'est ni très bon, ni très honnête. Mais quand les chefs utilisent le produit à bon escient, pendant la bonne saison, c'est tout autre chose. On a pu le constater dans la nouvelle carte que François Jagut, le chef des Roses au casino de Mondorf, a concocté. La tarte fine de sot l'y laisse, accompagnée de bâtons de truffe noire bien croquants, d'une purée de cresson et de pickles à parfaitement ouvert les hostilités. Le « diamant noir » se

décline jusqu'au dessert avec une ganache chocolat « Manjari » surmontée d'un crèmeux yuzu et d'une glace aux truffes. [fc](#)

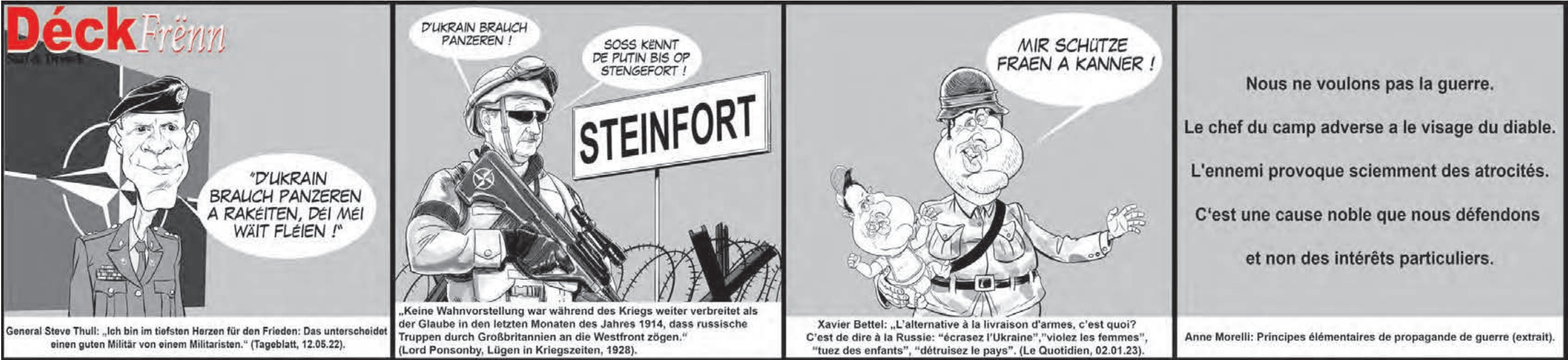
LA DOUCEUR

Cœurs en chocolat

La Saint Valentin s'annonce dans quelques semaines et les bijoutiers, fleuristes et parfumeurs se frottent les mains. Les chocolats figureront aussi en bonne place des attentions à l'être cher. L'Ma chocolaterie artisanale Genaveh produit des bonbons en forme de cœur, roses et rouges évidemment. Quatre recettes sont proposées dans un coffret de seize bouchées.



Les classiques : praliné amandes à l'ancienne et ganache noire végétale origine Pérou et deux nouvelles associations inédites, confit litchi rose et masepain amandes pamplemousse. Une fleur en chocolat noir à partager (photo) avec un pistil fourré d'une guimauve moelleuse à la vanille de Tahiti et des pétales garnis d'un praliné framboise et d'un praliné feuillantine est aussi proposée pour varier les plaisirs. [fc](#)



General Steve Thull: „Ich bin im tiefsten Harzen für den Frieden: Das unterscheidet einen guten Militär von einem Militaristen.“ (Tageblatt, 12.05.22).

„Keine Wahnvorstellung war während des Kriegs weiter verbreitet als der Glaube in den letzten Monaten des Jahres 1914, dass russische Truppen durch Großbritannien an die Westfront zögen.“ (Lord Ponsonby, Lügen in Kriegszeiten, 1928).

Xavier Bettel: „L'alternative à la livraison d'armes, c'est quoi? C'est de dire à la Russie: "écrasez l'Ukraine", "violez les femmes", "tuez des enfants", "détruisez le pays". (Le Quotidien, 02.01.23).

Anne Morelli: Principes élémentaires de propagande de guerre (extrait).